

First Session, Thirty-seventh Parliament,
49-50-51 Elizabeth II, 2001-2002

Première session, trente-septième législature,
49-50-51 Elizabeth II, 2001-2002

STATUTES OF CANADA 2002

LOIS DU CANADA (2002)

CHAPTER 10

CHAPITRE 10

An Act respecting the water resources of Nunavut and the
Nunavut Surface Rights Tribunal and to make
consequential amendments to other Acts

Loi concernant les ressources en eau du Nunavut et le
Tribunal des droits de surface du Nunavut et modifiant
diverses lois en conséquence

BILL C-33

ASSENTED TO 30th APRIL, 2002

PROJET DE LOI C-33

SANCTIONNÉ LE 30 AVRIL 2002

RECOMMENDATION

Her Excellency the Governor General recommends to the House of Commons the appropriation of public revenue under the circumstances, in the manner and for the purposes set out in a measure entitled “*An Act respecting the water resources of Nunavut and the Nunavut Surface Rights Tribunal and to make consequential amendments to other Acts*”.

RECOMMANDATION

Son Excellence la gouverneure générale recommande à la Chambre des communes l'affectation de deniers publics dans les circonstances, de la manière et aux fins prévues dans une mesure intitulée «*Loi concernant les ressources en eau du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut et modifiant diverses lois en conséquence*».

SUMMARY

This enactment implements obligations under the Agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the Queen in right of Canada. The Agreement came into effect on July 9, 1993 by virtue of the *Nunavut Land Claims Agreement Act*.

Part 1 of the enactment implements provisions of the Agreement related to management of waters. It establishes an institution of public government, the Nunavut Water Board. The members of the Board are appointed by the Minister of Indian Affairs and Northern Development.

The Nunavut Water Board has powers similar to those of the Northwest Territories Water Board under the *Northwest Territories Waters Act*. The Board's primary function is to license uses of water and deposits of waste. The Board is required, in the exercise of that licensing power, to consider any detrimental effects of a potential use of waters or a deposit of waste on other water users and is to hold, where appropriate, public hearings.

Part 1 reproduces specific requirements of the Agreement. The main requirement is that the Board is prohibited from issuing, renewing or amending a licence if there may be a substantial effect on the quality, quantity or rate of flow of waters through Inuit-owned land unless the applicant has entered into an agreement with the Inuit to compensate for any loss or damage or the Board has determined the appropriate compensation.

The Nunavut Water Board is required to cooperate with the Nunavut Planning Commission to develop land use plans that affect water, and with the Nunavut Impact Review Board to assess environmental and socio-economic impacts of water-related project proposals.

SOMMAIRE

Le texte met en oeuvre certaines dispositions de l'Accord sur des revendications territoriales conclu entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du chef du Canada et ratifié, mis en vigueur et déclaré valide le 9 juillet 1993 par la *Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut*.

La partie 1 du texte met en oeuvre les dispositions de l'Accord qui touchent la gestion des eaux. Il attribue cette mission à un organisme public, l'Office des eaux du Nunavut, dont les membres sont nommés par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

L'Office des eaux du Nunavut est investi de pouvoirs comparables à ceux que confère la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* à l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest. Il s'agit principalement de l'attribution de permis pour l'utilisation des eaux et le dépôt de déchets. L'exercice de ce pouvoir est subordonné à la prise en compte des répercussions de l'activité proposée sur les autres utilisateurs des eaux et comporte au besoin la tenue d'enquêtes publiques.

La partie 1 reprend les exigences particulières de l'Accord, dont la principale interdit à l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier un permis relatif à une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — de nature à modifier de façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuit, à moins que le demandeur de permis ait conclu avec les Inuit un accord d'indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d'en résulter ou, à défaut, que l'Office ait lui-même fixé l'indemnité à payer.

L'Office des eaux du Nunavut est tenu de collaborer étroitement avec la Commission d'aménagement du Nunavut pour l'élaboration des plans d'aménagement du territoire dans la mesure où ils concernent les eaux, et avec la Commission d'examen des projets de développement du Nunavut pour l'examen des répercussions socioéconomiques et environnementales des projets de développement mettant en cause les eaux du Nunavut.

In Part 2 of the enactment, the Government of Canada implements the obligation it has undertaken in the Agreement to establish the Nunavut Surface Rights Tribunal as an independent body. The Agreement grants the Inuit ownership of certain lands in Nunavut, and certain rights respecting the compensation for harvesting of wildlife resources.

The Tribunal is an institution of public government composed of up to eleven members appointed by the Minister of Indian Affairs and Northern Development. The Tribunal has the power to make orders establishing conditions for access to Inuit-owned land, privately owned land and privately occupied Crown land. In the case of loss suffered by Inuit in respect of wildlife harvesting due to development activity, the Tribunal has the power to determine the liability of the developer for compensation.

Par la partie 2 du texte, le gouvernement du Canada exécute l'obligation qu'il a contractée, dans le cadre de l'Accord, d'établir le Tribunal des droits de surface du Nunavut à titre d'organisme indépendant. L'Accord octroie aux Inuit la propriété de certaines terres du Nunavut, ainsi que certains droits sur l'exploitation des ressources fauniques.

Le Tribunal est un organisme public formé d'au plus onze membres nommés par le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien. Il est investi du pouvoir de déterminer, par ordonnance, les conditions d'accès aux terres inuit et aux terres appartenant à des personnes de droit privé ou occupées par de telles personnes. En matière d'exploitation des ressources fauniques, il appartient au Tribunal de déterminer, d'une part, la responsabilité des entrepreneurs pour les pertes et dommages causés aux Inuit par les activités de développement et, d'autre part, l'indemnité à laquelle ont droit ces derniers.

TABLE OF PROVISIONS

AN ACT RESPECTING THE WATER RESOURCES OF
NUNAVUT AND THE NUNAVUT SURFACE RIGHTS
TRIBUNAL AND TO MAKE CONSEQUENTIAL
AMENDMENTS TO OTHER ACTS

SHORT TITLE

1. Short title

INTERPRETATION

2. Definitions

PRECEDENCE

3. Inconsistency with Agreement

PART 1

NUNAVUT WATERS

Interpretation

4. Definitions

Scope and Application

5. Other Acts

6. Rights preserved

Her Majesty

7. Binding on Her Majesty

8. Waters vested in Her Majesty

Delegation and Agreements

9. Delegation to territorial minister

10. Agreements with provinces

Prohibitions

11. Use of waters

12. Deposit of waste

Compensation

13. Right to compensation

TABLE ANALYTIQUE

LOI CONCERNANT LES RESSOURCES EN EAU DU
NUNAVUT ET LE TRIBUNAL DES DROITS DE SURFACE
DU NUNAVUT ET MODIFIANT DIVERSES LOIS EN
CONSÉQUENCE

TITRE ABRÉGÉ

1. Titre abrégé

DÉFINITIONS

2. Définitions

PRÉSÉANCE

3. Préséance de l'Accord

PARTIE 1

EAUX DU NUNAVUT

Définitions

4. Définitions

Portée et effet

5. Autres lois

6. Réserve des droits

Sa Majesté

7. Obligation de Sa Majesté

8. Dévolution

Délégation et accords

9. Ministre territorial

10. Accords avec les provinces

Interdictions

11. Utilisation des eaux

12. Rejet de déchets

Indemnisation

13. Droit à l'indemnisation

DIVISION 1

NUNAVUT WATER BOARD

SECTION 1

OFFICE DES EAUX DU NUNAVUT

Establishment and Organization of Board		Mise en place
14.	Establishment of Board	14. Constitution
15.	Term of office	15. Mandat des membres
16.	Additional members	16. Vacataires
17.	Inuit of northern Quebec	17. Inuit du Nord québécois
18.	Oath of office	18. Serment professionnel
19.	Removal	19. Révocation
20.	Reappointment	20. Renouvellement
21.	Vacancies	21. Vacance
22.	Duties of Chairperson	22. Fonctions du président
23.	Conflict of interest	23. Conflit d'intérêts
24.	Remuneration and expenses	24. Rémunération et frais
Languages		Langues
25.	Language of business	25. Activités de l'Office
Head Office and Meetings		Siège et réunions
26.	Head office	26. Siège
27.	Business meetings	27. Réunions
Status and General Powers		Statut et pouvoirs généraux
28.	Status	28. Statut
29.	Panels	29. Comités
30.	Staff	30. Personnel
31.	Indemnification of Board members and employees	31. Indemnisation
Financial Provisions		Dispositions financières
32.	Annual budget	32. Budget annuel
Rules and By-laws		Règles et règlements administratifs
33.	Powers of Board	33. Pouvoir de l'Office
34.	Pre-publication	34. Publication préalable
Objects of Board and Its Relationship with Other Bodies		Mission et rapports avec d'autres organismes
35.	Objects	35. Mission
36.	Land use plans	36. Aménagement du territoire
37.	Environmental screening and review of projects	37. Examen des projets de développement : évaluation environnementale
38.	Restriction on powers: non-conformity with plan	38. Restriction des pouvoirs d'examen : non-conformité à un plan d'aménagement
39.	Restriction on powers: environmental review of projects	39. Restriction des pouvoirs d'examen : évaluation environnementale

40. Other water authorities 41. Marine areas	40. Autres autorités de gestion des eaux 41. Gestion des zones marines
DIVISION 2	
LICENCES	
SECTION 2	
ATTRIBUTION DE PERMIS	
General Rules	
Règles générales	
42. Issuance 43. Renewal, amendment and cancellation 44. Assignment of licences 45. Term 46. Expiry or cancellation 47. Precedence	42. Délivrance 43. Renouvellement, modification et annulation 44. Cession de permis 45. Durée de validité 46. Expiration ou annulation du permis 47. Priorité
Applications in Relation to Licences	
Demandes relatives aux permis	
48. Requirements 49. Delegation	48. Exigences 49. Délégation de pouvoirs
Procedure	
Procédure	
50. Standing 51. Applications determined summarily 52. Public hearing required 53. Place of hearing 54. Powers at hearings 55. Notice of applications	50. Présentation d'observations 51. Procédure sommaire 52. Enquête obligatoire 53. Lieu de l'enquête 54. Pouvoirs 55. Avis des demandes
Conditions of Issuance	
Conditions de délivrance	
56. Approval of issuance 57. Conditions for issuance of licence 58. Compensation of existing users 59. Failure to respond 60. Compensation of other users 61. Factors in determining compensation	56. Agrément 57. Exigences 58. Indemnisation : titulaires ou demandeurs prioritaires 59. Exonération 60. Indemnisation : autres usagers 61. Facteurs de détermination
Inuit-owned Land	
Terres inuit	
62. Priority of use 63. Compensation agreements 64. Use outside Nunavut 65. Interpretation 66. Negotiation to be in good faith 67. Factors in determining compensation 68. National parks in Nunavut	62. Priorité 63. Accords d'indemnisation 64. Activités de l'extérieur 65. Précision 66. Négociation de bonne foi 67. Facteurs de détermination 68. Parcs nationaux du Nunavut
Mackenzie Valley	
Vallée du Mackenzie	
69. Gwich'in Sahtu lands	69. Terres des Gwich'in et du Sahtu

Conditions of Licences		Conditions des permis	
70.	Powers of Board	70.	Pouvoir de l'Office
71.	Purpose of conditions	71.	Objet des conditions
72.	Conditions of waste deposit	72.	Conditions relatives aux déchets
73.	Regulations under <i>Fisheries Act</i>	73.	Règlements d'application de la <i>Loi sur les pêches</i>
74.	Conditions relating to design of works	74.	Conditions relatives aux ouvrages
75.	Licence conditions deemed amended	75.	Présomption de modification
Security		Sûreté	
76.	Security	76.	Demande de sûreté
Expropriation		Expropriation	
77.	Permission to expropriate	77.	Autorisation d'exproprier
Public Register		Registre public	
78.	Public register	78.	Registre public
Decisions		Décisions	
79.	Reasons for decisions	79.	Motifs
80.	Decisions final	80.	Caractère définitif
81.	Appeal to Federal Court	81.	Appel à la Cour fédérale
DIVISION 3		SECTION 3	
GENERAL		DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
Regulations and Orders		Règlements et décrets	
82.	Regulations	82.	Règlements
83.	Reservation of water rights	83.	Réserve à l'égard de droits d'utilisation
84.	Recommendations to Minister	84.	Recommandations au ministre
Enforcement		Contrôle d'application	
85.	Inspectors and analysts	85.	Inspecteurs et analystes
86.	Powers of inspection	86.	Pouvoirs de visite de l'inspecteur
87.	Remedial measures	87.	Réparation
88.	Obstruction	88.	Entrave
89.	Where work closed or abandoned	89.	Fermeture ou abandon d'un ouvrage
Offences and Punishment		Infractions et peines	
90.	Principal offences	90.	Infractions principales
91.	Other offences	91.	Autres infractions
92.	Limitation period	92.	Prescription
93.	Action to enjoin not prejudiced by prosecution	93.	Injonction prise par le procureur général
94.	Certificate of analyst	94.	Certificat de l'analyste

PART 2

NUNAVUT SURFACE RIGHTS TRIBUNAL

Interpretation

95. Definitions
General Provisions
 96. Review
 97. Access with consent
Her Majesty
 98. Binding on Her Majesty

DIVISION 1

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF TRIBUNAL

Tribunal Established

99. Establishment
 100. Residency qualification
 101. Term of office
 102. Reappointment
 103. Duties of Chairperson
 104. Remuneration and expenses
 105. Indemnification of Tribunal members and employees

Languages

106. Language of business

Head Office and Meetings

107. Head office
 108. Business meetings

By-laws

109. By-laws

General Powers

110. Staff
 111. Government facilities and information
 112. Property and contracts

Status

113. Status

Financial Provisions

114. Annual budget

PARTIE 2

TRIBUNAL DES DROITS DE SURFACE DU NUNAVUT

Définitions

95. Définitions
Dispositions générales
 96. Revue
 97. Accès subordonné au consentement
Sa Majesté
 98. Obligation de Sa Majesté

SECTION 1

MISE EN PLACE DU TRIBUNAL

Constitution

99. Constitution
 100. Résidence
 101. Mandat des membres
 102. Reconduction
 103. Fonctions du président
 104. Rémunération et frais
 105. Indemnisation

Langues

106. Activités du Tribunal

Siège et réunions

107. Siège
 108. Réunions

Règlements administratifs

109. Règlements administratifs

Pouvoirs généraux

110. Personnel
 111. Services publics et information
 112. Biens et contrats

Statut

113. Statut

Dispositions financières

114. Budget annuel

Annual Report		Rapport annuel
115.	Annual report	115. Rapport annuel
116.	Publication	116. Publication
	Jurisdiction of Tribunal	Saisine du Tribunal
117.	Negotiations	117. Négociations
118.	Matters not raised	118. Question non soulevée
	Applications and Hearings	Procédure
119.	Informal and expeditious	119. Règles de preuve
120.	General powers of Tribunal	120. Pouvoirs généraux
121.	Parties to a hearing	121. Parties à l'instance
122.	Hearing in absence of party	122. Absence d'une partie
123.	Location of hearing	123. Lieu de l'instruction
124.	Hearing of applications	124. Formations du Tribunal
125.	Assignment of members	125. Affectation des membres
126.	Powers, duties and functions	126. Attributions de la formation
127.	Information made available	127. Communication des renseignements
128.	References to Federal Court	128. Renvoi à la Cour fédérale
	Records	Dossiers
129.	Records	129. Dossiers
	Rules	Règles
130.	Procedures, mediation and costs	130. Procédure, médiation, frais et dépens
131.	Non-application of <i>Statutory Instruments Act</i>	131. <i>Loi sur les textes réglementaires</i>
132.	Pre-publication	132. Publication préalable
DIVISION 2		
ENTRY ORDERS FOR INUIT-OWNED LANDS		ORDONNANCES RELATIVES À L'ENTRÉE SUR LES TERRES INUIT
	Exercise of Mineral Rights	Exercice des droits miniers
133.	Use and occupation	133. Accès, usage et occupation
134.	Prospecting right	134. Droit de prospection
135.	Access to other land	135. Accès à une autre terre
	Other Commercial Purposes	Activités commerciales
136.	Right to cross	136. Droit de traverser
	Construction Materials	Matériaux de construction
137.	Right to remove materials	137. Droit du gouvernement
	General Rules for Orders	Règles générales concernant les ordonnances
138.	Offer of compensation	138. Offre d'indemnisation

139.	Terms and conditions	139.	Conditions
140.	Compensation factors	140.	Indemnité
141.	Allocation	141.	Répartition de l'indemnité
142.	Effect of entry order	142.	Effet de l'ordonnance

DIVISION 3

ENTRY ORDERS FOR NON-INUIT-OWNED LAND

Interpretation		Définitions	
143.	Definitions	143.	Définitions
	Exercise of Mineral Rights		Exercice des droits miniers
144.	Applications for entry orders	144.	Demande au Tribunal
	General Rules for Orders		Règles générales concernant l'ordonnance
145.	Offer of compensation	145.	Offre d'indemnisation
146.	Terms and conditions	146.	Conditions
147.	Compensation factors	147.	Indemnité
148.	Allocation	148.	Répartition de l'indemnité
149.	Effect of entry order	149.	Effet de l'ordonnance

DIVISION 4

MINERAL RIGHTS AND CARVING STONE

	Specified Substances on Inuit-owned Land		Matières spécifiées des terres inuit
150.	Determinations about specified substances	150.	Décisions
	Carving Stone on Crown Lands		Pierre à sculpter des terres domaniales
151.	Conflicts	151.	Conflit

DIVISION 5

WILDLIFE COMPENSATION

Interpretation		Définitions et terminologie	
152.	Definitions	152.	Définitions
	Liability of Developers		Responsabilité de l'entrepreneur
153.	Loss or damage	153.	Pertes et dommages
154.	Liability of Minister	154.	Responsabilité du ministre
	Applications to Tribunal		Demande au Tribunal
155.	Application for order	155.	Demande d'ordonnance
156.	Minimization of loss or damage	156.	Réduction des pertes et dommages
157.	Deadline	157.	Délai

<p style="text-align: center;">Other Remedies</p> <p>158. Developer, Minister and Ship-source Oil Pollution Fund</p> <p style="text-align: center;">DIVISION 6</p> <p style="text-align: center;">GENERAL</p> <p style="text-align: center;">Decisions of the Tribunal</p> <p>159. Costs</p> <p>160. Reasons for decisions</p> <p>161. Copies</p> <p>162. Proof of orders</p> <p>163. Order binding on successor</p> <p>164. Enforcement of orders</p> <p>165. Assistance by Tribunal</p> <p style="text-align: center;">Review of Orders</p> <p>166. Findings of fact</p> <p>167. Review by Tribunal</p> <p>168. Termination</p> <p>169. Review of compensation</p> <p style="text-align: center;">Regulations</p> <p>170. Regulations</p>	<p style="text-align: center;">Autres recours</p> <p>158. Entrepreneur, ministre et Caisse d'indemnisation</p> <p style="text-align: center;">SECTION 6</p> <p style="text-align: center;">DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> <p style="text-align: center;">Décisions du Tribunal</p> <p>159. Frais et dépens</p> <p>160. Motifs</p> <p>161. Copies</p> <p>162. Valeur probante</p> <p>163. Transferts de droits</p> <p>164. Homologation des ordonnances</p> <p>165. Assistance du Tribunal</p> <p style="text-align: center;">Révision des ordonnances</p> <p>166. Chose jugée</p> <p>167. Révision par le Tribunal</p> <p>168. Révocation</p> <p>169. Révision quinquennale des indemnités</p> <p style="text-align: center;">Règlements</p> <p>170. Règlements</p>
<p>PART 3</p>	
<p>TRANSITIONAL PROVISIONS, CONSEQUENTIAL AND COORDINATING AMENDMENTS AND COMING INTO FORCE</p>	
<p><i>Transitional Provisions</i></p>	
<p>171-175. Transitional provisions</p>	
<p><i>Consequential Amendments</i></p>	
<p>176. <i>Access to Information Act</i></p>	
<p>177. <i>Arctic Waters Pollution Prevention Act</i></p>	
<p>178. <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i></p>	
<p>179. <i>Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act</i></p>	
<p>180-189. <i>Northwest Territories Waters Act</i></p>	
<p>190. <i>Canada Oil and Gas Operations Act</i></p>	
<p>191. <i>Privacy Act</i></p>	
<p>192. <i>Yukon Surface Rights Board Act</i></p>	
<p>193-199. <i>Yukon Waters Act</i></p>	
<p>PARTIE 3</p>	
<p>DISPOSITIONS TRANSITOIRES, MODIFICATIONS CORRÉLATIVES, DISPOSITIONS DE COORDINATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR</p>	
<p><i>Dispositions transitoires</i></p>	
<p>171-175. Dispositions transitoires</p>	
<p><i>Modifications corrélatives</i></p>	
<p>176. <i>Loi sur l'accès à l'information</i></p>	
<p>177. <i>Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques</i></p>	
<p>178. <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i></p>	
<p>179. <i>Loi autorisant l'émission et la vente des actions de la Commission d'énergie du Nord canadien</i></p>	
<p>180-189. <i>Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest</i></p>	
<p>190. <i>Loi sur les opérations pétrolières au Canada</i></p>	
<p>191. <i>Loi sur la protection des renseignements personnels</i></p>	
<p>192. <i>Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon</i></p>	
<p>193-199. <i>Loi sur les eaux du Yukon</i></p>	

<i>Coordinating Amendments</i>		<i>Dispositions de coordination</i>
200.	Bill C-14	200. Projet de loi C-14
201-202.	Bill C-30	201-202. Projet de loi C-30
<i>Coming into Force</i>		
203.	Coming into force	203. Entrée en vigueur
SCHEDULE 1		ANNEXE 1
SCHEDULE 2		ANNEXE 2

49-50-51 ELIZABETH II

CHAPTER 10

An Act respecting the water resources of Nunavut and the Nunavut Surface Rights Tribunal and to make consequential amendments to other Acts

[Assented to 30th April, 2002]

Preamble

WHEREAS Her Majesty the Queen in right of Canada and the Inuit of the Nunavut Settlement Area have entered into a land claims agreement that was ratified by Her Majesty when it was signed on Her behalf and when the *Nunavut Land Claims Agreement Act* came into force and by the Inuit when it was signed on their behalf following a ratification vote;

WHEREAS the agreement came into force on July 9, 1993 on its ratification by both parties;

AND WHEREAS the Government of Canada has undertaken in the agreement to establish the Nunavut Water Board and the Nunavut Surface Rights Tribunal as institutions of public government and to set out by statute all of their substantive powers, functions, objectives and duties;

NOW, THEREFORE, Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

SHORT TITLE

1. This Act may be cited as the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*.

INTERPRETATION

2. (1) The definitions in this subsection apply in this Act.

“Agreement” means the land claims agreement between the Inuit of the Nunavut Settlement Area and Her Majesty the

49-50-51 ELIZABETH II

CHAPITRE 10

Loi concernant les ressources en eau du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut et modifiant diverses lois en conséquence

[Sanctionnée le 30 avril 2002]

Attendu :

Préambule

que Sa Majesté la Reine du chef du Canada et les Inuit de la région du Nunavut ont conclu un accord sur des revendications territoriales qui a été ratifié, d'une part, par sa signature au nom de Sa Majesté et l'entrée en vigueur de la *Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut* et, d'autre part, par sa signature au nom des Inuit à la suite d'un vote à cet effet;

que l'Accord est entré en vigueur le 9 juillet 1993, soit à sa ratification par les parties;

que, dans l'Accord, le gouvernement du Canada s'est engagé à faire en sorte que soient constitués l'Office des eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut, organismes publics dont les pouvoirs, les fonctions, les objectifs et les obligations substantiels doivent, aux termes de l'Accord, être énoncés dans une loi,

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

TITRE ABRÉGÉ

1. *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut.*

Titre abrégé

Short title

DÉFINITIONS

2. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi.

Définitions

Definitions

“Agreement”
“Accord”

« Accord » L'accord sur des revendications territoriales conclu entre les Inuit de la région du Nunavut et Sa Majesté la Reine du

« Accord »
“Agreement”

“carving stone” « pierre à sculpter »	Queen in right of Canada that was ratified, given effect and declared valid by the <i>Nunavut Land Claims Agreement Act</i> , which came into force on July 9, 1993, and includes any amendments to that agreement made under the agreement.	chef du Canada, ratifié, mis en vigueur et déclaré valide par la <i>Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut</i> , laquelle est entrée en vigueur le 9 juillet 1993, ainsi que toutes les modifications qui peuvent lui être apportées conformément à ses dispositions.
“designated Inuit organization” « organisation inuit désignée »	“carving stone” means serpentinite, argillite or soapstone that is suitable for carving.	« droit minier » Droit permettant à son titulaire d'exercer des activités de recherche, d'exploitation, de production ou de transport de minéraux autres que des matières spécifiées.
“Inuit” « Inuit »	“designated Inuit organization” means (a) except in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, (i) Tunngavik, or (ii) in respect of a provision of this Act referred to in Schedule 1, any organization designated in the public record maintained by Tunngavik under the Agreement as being responsible for any function under the corresponding provision or provisions of the Agreement referred to in that Schedule; or (b) in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, Makivik acting jointly with the organization determined under paragraph (a).	« Inuit » Les personnes inscrites sur la liste établie conformément au chapitre 35 de l'Accord. Y sont assimilés, en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe aux termes de l'article 40.2.8 de l'Accord, les Inuit du Nord québécois.
“Inuit of northern Quebec” « Inuit du Nord québécois »	“Inuit” means those persons enrolled from time to time under the terms of Article 35 of the Agreement and includes, in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, the Inuit of northern Quebec.	« Inuit du Nord québécois » Les Inuit du Nord québécois au sens de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois, laquelle a été approuvée, mise en vigueur et déclarée valide par la <i>Loi sur le règlement des revendications des autochtones de la Baie James et du Nord québécois</i> , S.C. 1976-77, ch. 32.
“Inuit-owned land” « terre inuit »	“Inuit of northern Quebec” means the Inuit of northern Quebec within the meaning of the James Bay and Northern Quebec Agreement that was approved, given effect and declared valid by the <i>James Bay and Northern Quebec Native Claims Settlement Act</i> , S.C. 1976-77, c. 32.	« inuktitut » La langue des Inuit; y est assimilé l'inuinaqtun.
	“Inuit-owned land” means any land that has the status of Inuit Owned Land under the Agreement, and includes the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement.	« Makivik » La société constituée par la <i>Loi sur la Société Makivik</i> , L.R.Q., ch. S-18.1, et représentant les Inuit du Nord québécois.
		« matières spécifiées » La pierre de taille, le sable, le gravier, le calcaire, le marbre, le gypse, le schiste argileux, l'argile, les cendres volcaniques, la terre, le sol, la terre à diatomées, l'ocre, la marne, la tourbe et la pierre à sculpter.
		« minéraux » Les métaux précieux ou communs et les autres matières naturelles inertes, qu'ils soient à l'état solide, liquide ou gazeux, à l'exclusion de l'eau. Sont compris parmi les minéraux le charbon et les hydrocarbures — pétrole et gaz.
		« ministre » Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.
		« organisation inuit désignée »

“Inuktitut” “inuktitut”	“Inuktitut” means the Inuktitut language and includes Inuinnaqtun.	a) Sous réserve de l’alinéa b), soit Tunngavik, soit, pour l’application de telle disposition de la présente loi figurant à l’annexe 1, l’organisation désignée, pour l’exercice de la fonction prévue par la disposition correspondante de l’Accord, dans le registre public que tient Tunngavik conformément à l’Accord;
“Makivik” “Makivik”	“Makivik” means the corporation established by <i>An Act respecting the Makivik Corporation</i> , R.S.Q., c. S-18.1, and representing the Inuit of northern Quebec.	b) en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe aux termes de l’article 40.2.8 de l’Accord, Makivik, agissant conjointement avec l’organisation compétente aux termes de l’alinéa a).
“mineral right” “droit minier”	“mineral right” means a right to explore for, develop, produce or transport minerals, other than specified substances.	« pierre à sculpter » La serpentine, l’argile et la stéatite qui conviennent à la sculpture.
“minerals” “minéraux”	“minerals” means precious and base metals and other non-living, naturally occurring substances, whether solid, liquid or gaseous, and includes coal, oil and gas, but does not include water.	« pierre à sculpter » La serpentine, l’argile et la stéatite qui conviennent à la sculpture.
“Minister” “ministre”	“Minister” means the Minister of Indian Affairs and Northern Development.	« pierre à sculpter » La serpentine, l’argile et la stéatite qui conviennent à la sculpture.
“specified substances” “matières spécifiées”	“specified substances” means construction stone, sand, gravel, limestone, marble, gypsum, shale, clay, volcanic ash, earth, soil, diatomaceous earth, ochre, marl, peat and carving stone.	« terre inuit » Terre ainsi désignée sous le régime de l’Accord; sont visées par la présente définition les terres détenues en propriété conjointe aux termes de l’article 40.2.8 de l’Accord.
“Tunngavik” “Tunngavik”	“Tunngavik” means Nunavut Tunngavik Incorporated, a corporation without share capital incorporated under Part II of the <i>Canada Corporations Act</i> , R.S.C. 1970, c. C-32, and any successor to that corporation.	« terre inuit » Terre ainsi désignée sous le régime de l’Accord; sont visées par la présente définition les terres détenues en propriété conjointe aux termes de l’article 40.2.8 de l’Accord.
Meaning of “Nunavut Settlement Area”	(2) In this Act, “Nunavut Settlement Area” has the meaning assigned to that expression by section 3.1.1 of the Agreement.	« Tunngavik » La Nunavut Tunngavik Incorporated, société sans capital-actions constituée en vertu de la partie II de la <i>Loi sur les corporations canadiennes</i> , S.R.C. 1970, ch. C-32, ou ses successeurs ou ayants droit.
Inconsistency with Agreement	PRECEDENCE 3. (1) Where there is any inconsistency or conflict between the Agreement and this Act, the Agreement prevails to the extent of the inconsistency or conflict. (2) Where there is any inconsistency or conflict between this Act and any other Act of Parliament, except the <i>Nunavut Land Claims Agreement Act</i> , this Act prevails to the extent of the inconsistency or conflict.	(2) Dans la présente loi, « région du Nunavut » s’entend au sens de l’article 3.1.1 de l’Accord.
Inconsistency with other Acts		PRÉSÉANCE 3. (1) Les dispositions de l’Accord l’emportent sur les dispositions incompatibles de la présente loi. (2) Les dispositions de la présente loi l’emportent sur les dispositions incompatibles de toute autre loi fédérale, exception faite de la <i>Loi concernant l’Accord sur les revendications territoriales du Nunavut</i> .

« pierre à sculpter »
“carving stone”

« terre inuit »
“Inuit-owned land”

« Tunngavik »
“Tunngavik”

Terminologie :
« région du
Nunavut »

Préséance de
l’Accord

Préséance de
la présente loi

PART 1

NUNAVUT WATERS

Interpretation

Definitions

“appurtenant undertaking”
“entreprise principale”

“Board”
“Office”

“domestic purpose”
“domestique”

“instream use”
“ordinaire”

“licence”
“permis”

“licensee”
“titulaire”

“marine area”
“zones marines”

“national park”
“parc national”

4. The definitions in this section apply in this Part.

“appurtenant undertaking” means an undertaking in relation to which a use of waters or a deposit of waste is permitted by a licence.

“Board” means the Nunavut Water Board established by section 14.

“domestic purpose” means the use of waters for the following purposes:

- (a) household requirements, including sanitation and fire prevention;
- (b) the watering of domestic animals; or
- (c) the irrigation of a garden that adjoins a dwelling-house and is not ordinarily used in the growth of produce for market.

“instream use” means a use of waters by a person, other than for a domestic purpose or as described in paragraph (a), (b) or (c) of the definition “use”, to earn income or for subsistence purposes.

“licence” means, unless the context otherwise requires, a type A or type B licence, in accordance with the criteria prescribed by the regulations, issued for the use of waters or the deposit of waste, or both, in Nunavut under section 42.

“licensee” means a person to whom a licence is issued or assigned.

“marine area” means any waters, including those that are ice-covered, of the Nunavut Settlement Area, other than inland waters, and the seabed and subsoil below those waters.

“national park” means a park within the meaning of the *Canada National Parks Act*, or lands set aside as a reserve for a park under that Act.

PARTIE 1

EAUX DU NUNAVUT

Définitions

4. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente partie.

« Commission d’aménagement » La Commission d’aménagement du Nunavut visée à l’article 11.4.1 de l’Accord.

« Commission d’examen des projets de développement » La Commission du Nunavut chargée de l’examen des répercussions visée à l’article 12.2.1 de l’Accord.

« déchet » Substance qui, d’elle-même ou combinée à d’autres substances se trouvant dans l’eau, est de nature à altérer la qualité de celle-ci lorsqu’elle y est ajoutée, au point de la rendre nocive pour l’être humain ou pour les animaux ou les végétaux; y est assimilée l’eau qui, ajoutée à une autre eau, aurait cet effet sur celle-ci, soit à cause de la quantité ou concentration des substances qu’elle contient, soit parce qu’elle a été traitée ou transformée par la chaleur ou de quelque autre façon. Sont notamment visées par la présente définition :

- a) l’eau ou la substance qui, pour l’application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, est assimilée à un déchet;
- b) les substances ou catégories de substances désignées par règlement;
- c) l’eau qui contient une substance ou catégorie de substances en une quantité ou concentration au moins égale à celle qui est fixée par règlement;
- d) l’eau soumise à un traitement ou à une transformation désignés par règlement.

Définitions

« Commission d’aménagement »
“Nunavut Planning Commission”

« Commission d’examen des projets de développement »
“Nunavut Impact Review Board”

« déchet »
“waste”

“Nunavut Impact Review Board”
 « Commission d’examen des projets de développement »

“Nunavut Planning Commission”
 « Commission d’aménagement »

“use”
 « utilisation »

“waste”
 « déchet »

“Nunavut Impact Review Board” means the Nunavut Impact Review Board referred to in section 12.2.1 of the Agreement.

“Nunavut Planning Commission” means the Nunavut Planning Commission referred to in section 11.4.1 of the Agreement.

“use”, in relation to waters, means a direct or indirect use of any kind, including, but not limited to,

- (a) any use of water power and geothermal resources;
- (b) any diversion or obstruction of waters;
- (c) any alteration of the flow of waters; and
- (d) any alteration of the bed or banks of a river, stream, lake or other body of water, whether or not the body of water is seasonal.

However, it does not include navigation or any other use connected with shipping activities that are governed by the *Canada Shipping Act*.

“waste” means any substance that, by itself or in combination with other substances found in water, would have the effect of altering the quality of any water to which the substance is added to an extent that is detrimental to its use by people or by any animal, fish or plant, or any water that would have that effect because of the quantity or concentration of the substances contained in it or because it has been treated or changed, by heat or other means, and includes

- (a) any substance or water that, for the purposes of the *Canada Water Act*, is deemed to be waste;
- (b) any substance or class of substances specified by the regulations;

« domestique » Se dit de l’utilisation de l’eau pour les besoins du ménage, notamment les soins d’hygiène et la prévention des incendies, pour l’abreuvement des animaux domestiques et pour l’irrigation d’un jardin attenant à une maison d’habitation et ne servant habituellement pas à la culture de produits pour le marché.

« eaux » Sauf pour l’application du paragraphe 41(2), les eaux internes de surface et souterraines, qu’elles soient à l’état liquide ou solide.

« entreprise principale » L’entreprise dans laquelle s’inscrit l’activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — visée par un permis.

« Office » L’Office des eaux du Nunavut constitué par l’article 14.

« ordinaire » Se dit de l’utilisation des eaux que fait une personne — à des fins autres que domestiques — pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, et qui ne constitue pas une utilisation de l’énergie hydraulique et des ressources géothermiques et n’a pas pour effet de détourner ou d’obstruer les eaux, ni de modifier leur débit.

« parc national » Parc au sens de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*. Y est assimilée toute réserve au sens de cette loi.

« permis » Sauf indication contraire du contexte, permis — de type A ou de type B, suivant les critères réglementaires — visant l’utilisation des eaux du Nunavut ou le rejet de déchets au Nunavut, ou les deux, et délivré sous le régime de l’article 42.

« titulaire » Relativement à un permis, y est assimilé tout cessionnaire.

« utilisation » S’agissant des eaux, utilisation directe ou indirecte de toute nature — notamment l’utilisation de l’énergie hydraulique et des ressources géothermiques —, y compris leur détournement ou leur barrage, ainsi que la modification de leur débit, de leurs rives ou de leur lit, que leur existence

« domestique »
 “domestic purpose”

« eaux »
 “waters”

« entreprise principale »
 “appurtenant undertaking”

« Office »
 “Board”

« ordinaire »
 “instream use”

« parc national »
 “national park”

« permis »
 “licence”

« titulaire »
 “licensee”

« utilisation »
 “use”

“waters”
“eaux”

(c) water containing any substance or class of substances in a quantity or concentration that is equal to or greater than that prescribed by the regulations; and

(d) water that has been subjected to a treatment or change described by the regulations.

“waters” means, except for the purposes of subsection 41(2), inland waters, whether in a liquid or solid state, on or below the surface of land.

Other Acts

Scope and Application

5. Nothing in this Part, the regulations or a licence authorizes a person to contravene any other Act of Parliament or a regulation or order made under any other Act of Parliament.

Rights preserved

6. Nothing in this Part, the regulations or a licence constitutes a defence to a claim for loss or damage sustained by any person by reason of the construction or operation of any work forming part of an appurtenant undertaking.

Binding on Her Majesty

Her Majesty

7. This Part is binding on Her Majesty in right of Canada or a province, except that Her Majesty in right of Canada is not required to pay any fee prescribed by the regulations.

Waters vested in Her Majesty

8. (1) Subject to any rights granted by or under any other Act of Parliament in respect of waters in Nunavut, the property in and the right to the use of all waters in Nunavut are vested in Her Majesty in right of Canada.

Rights of designated Inuit organization

(2) Despite subsection (1), the designated Inuit organization has, in respect of waters in Nunavut, the rights that are provided in the Agreement, including the exclusive right to the use of water on, in, or flowing through Inuit-owned land and the right to have water flow through that land substantially unaffected in quality, quantity and flow.

soit saisonnière ou non; sont toutefois exclues la navigation, ainsi que toute autre forme d'utilisation des eaux liée à une activité assujettie à la *Loi sur la marine marchande du Canada*.

« zones marines » S'entend des eaux, recouvertes de glace ou non, de la région du Nunavut — à l'exclusion des eaux intérieures —, ainsi que de leur fond et de leur sous-sol.

« zones marines »
“marine area”

Portée et effet

5. Ni la présente partie, ni ses textes d'application, ni un permis n'ont pour effet d'autoriser qui que ce soit à contrevenir à une autre loi ou à ses textes d'application.

Autres lois

6. Ni la présente partie, ni ses textes d'application, ni un permis ne peuvent être invoqués à l'encontre d'une réclamation pour pertes ou dommages subis par une personne par suite de la construction ou de l'exploitation d'ouvrages dans le cadre d'une entreprise principale.

Réserve des droits

Sa Majesté

7. La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province, mais n'a pas pour effet d'assujettir Sa Majesté du chef du Canada au paiement des droits fixés par règlement.

Obligation de Sa Majesté

8. (1) Sous réserve des droits relatifs aux eaux du Nunavut accordés sous le régime d'une autre loi fédérale, la propriété et le droit d'utilisation des eaux du Nunavut sont dévolus à Sa Majesté du chef du Canada.

Dévolution

(2) Malgré le paragraphe (1), l'organisation inuit désignée a sur les eaux du Nunavut les droits prévus par l'Accord, notamment le droit exclusif d'utiliser les eaux qui se trouvent à la surface ou dans le sous-sol des terres inuit, ou qui traversent celles-ci, et le droit à ce que la qualité, la quantité et le débit de ces eaux demeurent substantiellement inchangés.

Droits de l'organisation inuit désignée

	<i>Delegation and Agreements</i>	<i>Délégation et accords</i>	
Delegation to territorial minister	<p>9. The Minister may, in writing, delegate to the territorial minister responsible for water resources any of the Minister's functions under sections 14, 16, 17, 19 and 21, subsection 55(5), section 56, subsection 77(1) and section 84, either generally or as otherwise provided in the instrument of delegation, except that the delegation cannot abrogate or derogate from any rights of Inuit under the Agreement.</p>	<p>9. Le ministre peut, par écrit, déléguer au ministre territorial chargé des ressources en eau les attributions que lui confèrent les articles 14, 16, 17, 19 et 21, le paragraphe 55(5), l'article 56, le paragraphe 77(1) et l'article 84, à condition qu'il n'en résulte aucune atteinte aux droits reconnus aux Inuit par l'Accord. La délégation peut être générale ou spécifique; dans ce dernier cas, sa portée est précisée dans l'acte.</p>	Ministre territorial
Agreements with provinces	<p>10. The Minister and the territorial minister responsible for water resources shall, with the assistance of the Board, use their best efforts to negotiate an agreement, subject to any agreement entered into under section 5 or 11 of the <i>Canada Water Act</i>, with a provincial government providing for the management of any waters situated partially in Nunavut and partially in a province, or flowing between Nunavut and a province. The Minister shall not enter into an agreement without the approval of the Governor in Council.</p>	<p>10. Le ministre et le ministre territorial chargé des ressources en eau s'efforcent, avec l'aide de l'Office, de négocier et de conclure avec les gouvernements provinciaux, sous réserve de tout accord conclu en application des articles 5 ou 11 de la <i>Loi sur les ressources en eau du Canada</i>, des accords concernant la gestion des eaux qui sont situées en partie au Nunavut et en partie dans une province, ou qui coulent entre le Nunavut et une province. La conclusion d'un tel accord par le ministre est toutefois subordonnée à l'agrément du gouverneur en conseil.</p>	Accords avec les provinces
Use of waters	<p>11. (1) Subject to subsection (2), no person shall use, or permit the use of, waters in Nunavut except in accordance with the conditions of a licence.</p>	<p>11. (1) Sous réserve du paragraphe (2), il est interdit d'utiliser — ou de permettre que soient utilisées — les eaux du Nunavut sauf en conformité avec les conditions d'un permis.</p>	Utilisation des eaux
Exceptions	<p>(2) Subsection (1) does not apply in respect of</p> <p>(a) any unlicensed use of waters that is authorized by the regulations;</p> <p>(b) the use of waters</p> <p>(i) for a domestic purpose, or</p> <p>(ii) for the purpose of extinguishing a fire or, on an emergency basis, controlling or preventing a flood; or</p> <p>(c) the use of waters in a national park.</p>	<p>(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :</p> <p>a) aux formes d'utilisation des eaux sans permis qu'autorisent les règlements;</p> <p>b) à l'utilisation des eaux :</p> <p>(i) à des fins domestiques,</p> <p>(ii) en vue d'éteindre un incendie ou, en cas d'urgence, de contenir ou de prévenir une inondation;</p> <p>c) dans les limites d'un parc national.</p>	Exceptions
Duties in certain cases	<p>(3) Where a person diverts waters for a purpose referred to in subparagraph (2)(b)(ii), the person shall, when the need for the diversion has ceased, discontinue the diversion and, in so far as possible, restore the waters to their original channel.</p>	<p>(3) Tout détournement des eaux effectué dans les cas visés au sous-alinéa (2)b)(ii) doit prendre fin — et, dans la mesure du possible, le cours original être rétabli — dès qu'il n'a plus sa raison d'être.</p>	Rétablissement

Deposit of waste

12. (1) Subject to subsection (2) and except in accordance with the conditions of a licence, no person shall deposit or permit the deposit of waste

- (a) in waters in Nunavut; or
- (b) in any other place in Nunavut under conditions in which the waste, or any other waste that results from the deposit of that waste, may enter waters in Nunavut.

Exceptions

(2) Subsection (1) does not apply in respect of

- (a) any unlicensed deposit of waste that is authorized by the regulations; or
- (b) the deposit of waste in a national park.

Duty to report deposits

(3) Where waste is deposited in contravention of this section, every person who owns or has the charge, management or control of the waste, or who caused or contributed to the deposit, shall, subject to the regulations, without delay report the deposit to an inspector.

Rejet de déchets

12. (1) Sous réserve du paragraphe (2) et sauf en conformité avec les conditions d'un permis, il est interdit de rejeter des déchets — ou d'en permettre le rejet — dans les eaux du Nunavut ou en quelque autre endroit au Nunavut dans des conditions permettant à ces déchets ou à ceux résultant de leur rejet d'atteindre ces eaux.

Exceptions

(2) Le paragraphe (1) ne s'applique pas :

- a) aux rejets de déchets sans permis qu'autorisent les règlements;
- b) dans les limites d'un parc national.

Déclaration obligatoire

(3) En cas de rejet de déchets en contravention du présent article, quiconque avait la propriété ou la maîtrise des déchets, ou a contribué au rejet ou l'a causé, doit, sous réserve des règlements, signaler le fait sans délai à un inspecteur.

Compensation

Right to compensation

13. (1) Except as otherwise provided by a compensation agreement referred to in this Part, a person, including the designated Inuit organization, who is adversely affected by a licensed use of waters or deposit of waste, or by an unlicensed use of waters or deposit of waste authorized by the regulations, is entitled to be compensated in respect of that adverse effect by the licensee or the person so authorized and to recover the compensation in any court of competent jurisdiction.

Droit à l'indemnisation

Réservé

Limitation

(2) A person, including the designated Inuit organization, is entitled to recover compensation under subsection (1) only to the extent that the person is not paid compensation under any other provision of this Part in respect of the adverse effect.

Indemnisation

13. (1) Sauf stipulation contraire d'un accord d'indemnisation conclu en vertu de la présente partie, la personne — y compris l'organisation inuit désignée — qui subit un préjudice par suite de l'utilisation des eaux ou du rejet de déchets soit en vertu d'un permis, soit sans permis mais sous l'autorité des règlements, a le droit d'en être indemnisée par le titulaire du permis ou la personne bénéficiant de l'autorisation réglementaire, et peut à cet égard s'adresser à toute juridiction compétente.

(2) Celle qui a déjà touché une indemnité sous le régime d'une autre disposition de la présente partie n'est recevable à exercer les voies de recours visées au paragraphe (1) que pour la partie du préjudice non couverte par l'indemnité.

DIVISION 1

SECTION 1

NUNAVUT WATER BOARD

OFFICE DES EAUX DU NUNAVUT

Establishment and Organization of Board

Mise en place

Establishment of Board

14. (1) There is hereby established the Nunavut Water Board, the members of which are to be appointed by the Minister.

Constitution

Number of members

(2) Subject to sections 16 and 17, the Board consists of nine members, including the Chairperson.

Nombre de membres

Proportions

(3) The following rules apply to the appointment of members, other than the Chairperson:

Proportions

(a) one half of the members shall be appointed on the nomination of the designated Inuit organization; and

(b) one quarter of the members shall be appointed on the nomination of

(i) the territorial minister responsible for renewable resources, and

(ii) the territorial minister or ministers designated, by an instrument of the Executive Council of Nunavut, for the purposes of this paragraph.

14. (1) Est constitué l'Office des eaux du Nunavut, dont les membres sont nommés par le ministre.

(2) Sous réserve des articles 16 et 17, l'Office est composé de neuf membres, dont le président.

(3) Les règles suivantes s'appliquent à la nomination des membres autres que le président :

a) la moitié d'entre eux sont choisis sur la recommandation de l'organisation inuit désignée;

b) le quart sont choisis sur la recommandation du ministre territorial chargé des ressources renouvelables et d'un ou plusieurs autres ministres territoriaux désignés, par acte du Conseil exécutif du Nunavut, pour l'application du présent alinéa.

Appointment of Chairperson

(4) Le président est choisi après consultation des autres membres.

Choix du président

Term of office

15. (1) A member of the Board shall be appointed to hold office for a term of three years.

Mandat des membres

Acting after expiry of term

(2) If the term of a member expires before the member has made a decision in a matter for which a public hearing is held, the member may, with the authorization of the Chairperson, continue to act as a member only in relation to that matter until the hearing is concluded and a decision is made. The office of the member is deemed to be vacant as soon as the term expires for the purpose of the appointment of a replacement.

(2) Le membre dont le mandat expire avant qu'il ait statué sur une affaire faisant l'objet d'une enquête publique peut, avec l'autorisation du président, continuer à exercer ses fonctions à l'égard de cette affaire jusqu'à l'issue de celle-ci; en ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

Fonctions postérieures au mandat

Additional members

16. Additional members may be appointed to the Board for the performance of a specified purpose, or for a term of less than three years, in the manner and the proportions provided by subsection 14(3).

16. Des membres vacataires peuvent être nommés pour l'accomplissement d'une tâche déterminée ou pour un mandat inférieur à trois ans, pourvu que soient respectées les modalités et les proportions prévues au paragraphe 14(3).

Vacataires

Inuit of
northern
Quebec

Inuit du Nord
québécois

17. (1) During any period preceding the ratification by the parties of an agreement to settle the offshore land claims of the Inuit of northern Quebec, the Minister shall appoint, on the nomination of Makivik, a number of substitute members of the Board equal to one-half the number appointed on the nomination of the designated Inuit organization.

Role of
substitute
members

(2) In respect of licensing decisions of the Board that apply to any area of equal use and occupancy described in Schedule 40-1 to the Agreement, the substitute members shall act in the place of such members appointed on the nomination of the designated Inuit organization as are identified by the Minister, after consultation with that organization, at the time of the appointment of the substitute members.

Term

(3) Subject to subsection 15(2), the term of a substitute member is three years, except that the term of that member expires on the ratification referred to in subsection (1).

Status of
substitute
members

(4) Substitute members shall not be considered to be members, except in respect of decisions referred to in subsection (2).

Oath of office

18. Before taking up their duties, members of the Board shall take and subscribe the oath of office set out in Schedule 2 before a person authorized by law to administer oaths.

Removal

19. Any member of the Board may be removed for cause, but before a member who was nominated by the designated Inuit organization, Makivik or the territorial ministers is removed, the Minister shall consult the designated Inuit organization, Makivik or the territorial ministers, as the case may be.

Reappointment

20. A member is eligible to be reappointed to the Board in the same or another capacity.

Vacancies

21. Where the office of a member becomes vacant, the Minister shall, without delay, appoint a new member to that office, and if the vacancy occurs during the term of a member, a replacement shall be appointed only for the remainder of that term.

17. (1) Pour la période précédant la ratification, par les parties, d'un accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nord québécois visant la zone extracôtière, le ministre nomme, sur la recommandation de Makivik, des substituts pour la moitié des membres nommés sur la recommandation de l'organisation inuit désignée.

(2) Les substituts remplacent d'office, pour la prise de toute décision concernant un permis visant les zones d'utilisation et d'occupation égales désignées à l'annexe 40-1 de l'Accord, les membres nommés sur la recommandation de l'organisation inuit désignée qu'indique le ministre, après consultation de celle-ci, au moment de la nomination.

Rôle des
substituts

Mandat

(3) Sous réserve du paragraphe 15(2), le mandat des substituts est de trois ans mais prend fin dès la ratification de l'accord mentionné au paragraphe (1).

Statut des
substituts

(4) Sauf en ce qui concerne les fonctions qui leur sont confiées au titre du paragraphe (2), les substituts sont réputés ne pas être membres de l'Office.

Serment
professionnel

18. Préalablement à leur entrée en fonctions, tous les membres prêtent, devant une personne habilitée à recevoir les serments, le serment professionnel prévu à l'annexe 2.

Révocation

19. Tout membre peut être révoqué pour un motif valable. Avant de procéder à la révocation, le ministre consulte, le cas échéant, l'organisation inuit désignée, Makivik ou les ministres territoriaux, selon la provenance de la recommandation sur laquelle est fondée la nomination du membre.

Renouvellement

20. Le mandat des membres peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non.

Vacance

21. Il incombe au ministre de combler sans délai toute vacance à l'Office; lorsque celle-ci survient en cours de mandat, le remplaçant ne peut être nommé que pour le reste du mandat de son prédécesseur.

Duties of Chairperson	22. The Chairperson is the chief executive officer of the Board and has such powers, duties and functions as are prescribed by the rules or by-laws of the Board.	Fonctions du président
Conflict of interest	23. (1) No member of the Board may participate in a decision on a matter in which that member has a material conflict of interest.	Conflit d'intérêts
Status of Inuk or interest in land	(2) A member is not placed in a material conflict of interest merely because the member has the status under the Agreement of an Inuk or has an interest in land in Nunavut.	Statut d'Inuk ou intérêt foncier
Remuneration and expenses	24. (1) The members of the Board shall receive fair remuneration, as determined by the Minister, for the performance of their duties and shall be paid such travel and living expenses incurred while absent from their ordinary place of residence in the course of performing their duties as are consistent with Treasury Board directives for public servants.	Rémunération et frais
Workers' compensation	(2) A member is deemed to be an employee for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i> .	Indemnisation des accidents du travail
Language of business	Languages	Langues
Public hearings	25. (1) The Board shall conduct its business in both of the official languages of Canada in accordance with the <i>Official Languages Act</i> and any directives of the Minister and, on request by a member, in Inuktitut.	Activités de l'Office
Translation or interpretation	(2) The Board shall conduct public hearings in both of the official languages of Canada in accordance with the <i>Official Languages Act</i> and any directives of the Minister and, on request by a member, an applicant or an intervenor, in Inuktitut. (3) Nothing in subsection (1) or (2) shall be construed to prevent the use of translation or interpretation services where a member is otherwise unable to conduct business in Inuktitut or in either official language.	Enquêtes publiques
	(3) Les paragraphes (1) et (2) n'ont pas pour effet d'empêcher l'utilisation de services de traduction et d'interprétation pour pallier la connaissance insuffisante qu'a un membre de l'inuktitut ou de l'une ou l'autre langue officielle.	Membres

Witnesses

(4) The Board has, in any proceedings before it, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in Inuktitut or in either official language, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in another of those languages.

(4) Il incombe à l'Office de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant lui puisse déposer en inuktitut ou dans l'une ou l'autre des langues officielles sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans une autre de ces langues.

Témoins

Head office

26. The head office of the Board shall be at Gjoa Haven or at such other place in Nunavut as the Governor in Council may designate.

26. Le siège de l'Office est fixé à Gjoa Haven ou en tout autre lieu du Nunavut que désigne le gouverneur en conseil.

Siège

Business meetings

27. (1) The Board shall ordinarily hold its meetings in Nunavut.

27. (1) L'Office tient habituellement ses réunions au Nunavut.

Réunions

Participation by telephone

(2) Subject to the rules and by-laws of the Board, any member may participate in a business meeting by means of telephone or other communications facilities that are likely to enable all persons participating in the meeting to hear each other, and a member so participating is deemed for all purposes of this Part to be present at that meeting.

(2) Sous réserve des règles et des règlements administratifs, un membre peut, pour participer à une réunion interne, utiliser tout moyen technique — notamment le téléphone — de nature à permettre à tous les participants de communiquer oralement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente partie, assister à la réunion.

Participation à distance

Status

28. (1) The Board is an institution of public government but is not an agent of Her Majesty.

Statut et pouvoirs généraux

Statut

Property and contracts

(2) The Board may, for the purposes of conducting its business,

28. (1) L'Office est un organisme public non mandataire de Sa Majesté.

Biens et contrats

- (a) acquire property in its own name and dispose of the property; and
- (b) enter into contracts in its own name.

(2) Pour l'exercice de ses activités, l'Office peut, en son propre nom, conclure des contrats et acquérir et aliéner des biens.

Legal proceedings

(3) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Board may be brought or taken by or against the Board in its name in any court that would have jurisdiction if the Board were a corporation.

(3) À l'égard des droits et obligations qu'il assume, l'Office peut ester en justice sous son propre nom devant toute juridiction qui serait compétente s'il était une personne morale.

Action en justice

Panels

29. (1) The Board may establish panels of the Board and delegate any of its powers, duties and functions to them.

29. (1) L'Office peut se constituer en comités et déléguer à ceux-ci tout ou partie de ses attributions.

Comités

Composition

(2) Every panel shall consist of equal numbers of members appointed to the Board on the nomination of the designated Inuit organization or Makivik, as the case may be, and other members.

(2) Chaque comité est formé d'un nombre égal de membres nommés à l'Office sur recommandation de l'organisation inuit désignée — ou Makivik, le cas échéant — et d'autres membres.

Composition

Staff	<p>30. The Board may employ such officers and employees and engage the services of such agents, advisers and experts as are necessary for the proper conduct of its business, and may fix the terms and conditions of their employment or engagement and pay their remuneration.</p>	<p>30. L'Office peut s'assurer les services, à titre de membres du personnel, mandataires, conseillers ou experts, des personnes nécessaires à l'exercice de ses activités, fixer leurs conditions d'engagement ou d'emploi et payer leur rémunération.</p>	Personnel
Indemnification of Board members and employees	<p>31. The members and employees of the Board shall be indemnified by the Board against all damages awarded against them, any settlement paid by them with the approval of the Minister and all expenses reasonably incurred by them, in respect of any claim arising out of their functions as members or employees, if those functions were carried out honestly and in good faith with a view to the best interests of the Board.</p>	<p>31. Les membres et le personnel de l'Office sont indemnisés par ce dernier de tous les dommages-intérêts mis à leur charge en cette qualité et des frais entraînés par toute demande qui leur est adressée en ce sens s'ils ont agi avec intégrité et de bonne foi pour servir au mieux les intérêts de l'Office. Sont cependant exclues les sommes versées, sans l'agrément du ministre, à la suite d'un règlement amiable.</p>	Indemnisation
Annual budget	<p>32. (1) The Board shall annually submit a budget for the following fiscal year to the Minister for consideration.</p>	<p>32. (1) L'Office établit annuellement un budget de fonctionnement pour l'exercice suivant et le soumet à l'examen du ministre.</p>	Budget annuel
Accounts	<p>(2) The Board shall maintain books of account and records in relation to them in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor.</p>	<p>(2) Il tient les documents comptables nécessaires, en conformité avec les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés ou les successeurs ou ayants droit de celui-ci.</p>	Documents comptables
Consolidated financial statements	<p>(3) The Board shall, within such time after the end of each fiscal year as the Minister specifies, prepare consolidated financial statements in respect of that fiscal year in accordance with the accounting principles referred to in subsection (2), and shall include in the consolidated financial statements any information or statements that are required in support of them.</p>	<p>(3) Dans le délai fixé par le ministre, il établit annuellement, en conformité avec les mêmes principes comptables, des états financiers consolidés; il y inclut les renseignements ou documents nécessaires à l'appui de ceux-ci.</p>	États financiers consolidés
Audit	<p>(4) The accounts, financial statements and financial transactions of the Board shall be audited annually by the auditor of the Board and, where the Minister requests, the Auditor General of Canada. The auditor and, where applicable, the Auditor General of Canada shall make a report of the audit to the Board and the Minister.</p>	<p>(4) Les comptes, états financiers et opérations financières de l'Office sont vérifiés annuellement par le vérificateur de celui-ci et, à la demande du ministre, par le vérificateur général du Canada. Le rapport du vérificateur de l'Office et, le cas échéant, celui du vérificateur général sont présentés à l'Office et au ministre.</p>	Vérification

	Rules and By-laws	Règles et règlements administratifs	
Powers of Board	<p>33. (1) The Board may make rules and by-laws respecting the conduct and management of its business.</p>	<p>33. (1) L'Office peut établir des règles et des règlements administratifs pour régir la conduite et la gestion de ses activités.</p>	Pouvoir de l'Office
Principles to be applied	<p>(2) The Board shall apply the following principles when making rules or by-laws for the conduct of public hearings:</p> <p>(a) the admission of evidence that would not normally be admissible under strict rules of evidence shall be allowed, and appropriate weight shall be given to such evidence;</p> <p>(b) due regard and weight shall be given to Inuit culture, customs and knowledge; and</p> <p>(c) procedural fairness shall be observed.</p>	<p>(2) Pour l'établissement des règles et des règlements administratifs concernant ses enquêtes publiques, l'Office applique les principes suivants :</p> <p>a) permettre l'admission d'éléments de preuve par ailleurs inadmissibles au regard des règles habituelles et, le cas échéant, leur accorder l'importance voulue;</p> <p>b) accorder l'attention et l'importance voulues à la culture, aux coutumes et aux connaissances des Inuit;</p> <p>c) respecter l'équité procédurale.</p>	Principes directeurs
Non-application of Statutory Instruments Act	<p>(3) Sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> do not apply in respect of rules and by-laws of the Board.</p>	<p>(3) Les articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'appliquent pas aux règles ni aux règlements administratifs de l'Office.</p>	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Pre-publication	<p>34. (1) The Board shall give notice at least sixty days in advance of making any rule or by-law about practice and procedure for applications and hearings before it by</p> <p>(a) publishing the proposed rule or by-law in a newspaper or other periodical that, in the opinion of the Board, has a large circulation in Nunavut; and</p> <p>(b) sending a copy of the proposed rule or by-law to the council of each municipality in Nunavut.</p>	<p>34. (1) Au moins soixante jours avant l'établissement d'une règle ou d'un règlement administratif portant sur la procédure applicable aux demandes dont il est saisi ou au déroulement de ses séances et enquêtes publiques, l'Office en donne avis par :</p> <p>a) la publication du projet de règle ou de règlement administratif dans un journal ou autre périodique qui, à son avis, jouit d'une vaste distribution au Nunavut;</p> <p>b) l'envoi d'un exemplaire du projet au conseil de chaque municipalité du Nunavut.</p>	Publication préalable
Representations invited	<p>(2) The notice referred to in subsection (1) shall include an invitation to interested persons to make representations in writing to the Board about the proposed rule or by-law within sixty days after publication of the notice.</p>	<p>(2) L'avis doit inviter les intéressés à présenter par écrit, dans les soixante jours suivant sa publication, leurs observations à l'égard du projet.</p>	Présentation d'observations
Response to representations	<p>(3) The Board may not make the rule or by-law until after it has responded to any representations made within the time limit referred to in subsection (2).</p>	<p>(3) La règle ou le règlement administratif ne peut être établi tant que l'Office n'a pas répondu aux observations reçues dans le délai prévu au paragraphe (2).</p>	Réaction aux observations

Exception	(4) Once a notice is published under subsection (1), no further notice is required to be published about any amendment to the proposed rule or by-law that results from representations made by interested persons.	(4) Il n'est pas nécessaire de donner un nouvel avis relativement au projet de règle ou de règlement administratif qui a été modifié à la suite d'observations.	Dispense
Publication	(5) As soon as possible after the rule or by-law has been made, the Board shall <ul style="list-style-type: none"> (a) publish it in a newspaper or other periodical that, in the opinion of the Board, has a large circulation in Nunavut; and (b) publish a notice in the <i>Canada Gazette</i> that the rule or by-law has been made, indicating the newspaper or periodical in which it has been published. 	(5) Dès l'établissement de la règle ou du règlement administratif, l'Office : <ul style="list-style-type: none"> a) les publie dans un journal ou autre périodique qui, à son avis, jouit d'une vaste distribution au Nunavut; b) publie dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis de leur établissement qui indique en outre dans quel journal ou périodique la règle ou le règlement administratif a été publié. 	Publication
Objects	35. The objects of the Board are to provide for the conservation and utilization of waters in Nunavut, except in a national park, in a manner that will provide the optimum benefit from those waters for the residents of Nunavut in particular and Canadians in general.	35. L'Office a pour mission de veiller à la conservation et à l'utilisation des eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — de la façon la plus avantageuse possible pour les habitants du Nunavut en particulier et les Canadiens en général.	Mission
Land use plans	36. (1) The Board shall contribute fully to the development of land use plans so far as they concern waters in Nunavut, by providing recommendations to the Nunavut Planning Commission.	36. (1) L'Office collabore pleinement à l'élaboration des plans d'aménagement du territoire qui touchent les eaux du Nunavut en présentant à la Commission d'aménagement ses recommandations à cet égard.	Aménagement du territoire
Conformity with the plan	(2) In order to avoid unnecessary duplication and to ensure that projects are dealt with in a timely manner, the Board shall cooperate and coordinate its consideration of applications with the Nunavut Planning Commission's review of projects under section 11.5.10 of the Agreement for conformity with any applicable land use plans approved in accordance with Part 5 of Article 11 of the Agreement.	(2) Afin d'éviter les pertes de temps et le double emploi, l'Office collabore également avec la Commission en vue de coordonner l'examen des demandes dont il est saisi et l'examen des projets par la Commission — conformément à l'article 11.5.10 de l'Accord — au regard des plans d'aménagement approuvés en conformité avec la partie 5 du chapitre 11 de l'Accord.	Examen des projets : plans d'aménagement
Environmental screening and review of projects	37. (1) In order to avoid unnecessary duplication and to ensure that projects are dealt with in a timely manner, the Board shall cooperate and coordinate its consideration of applications with the Nunavut Impact Review Board or any federal environmental assessment panel referred to in section 12.4.7 of the Agreement in relation to the screening of projects by that Board and the review of projects by that Board or panel.	37. (1) Afin d'éviter les pertes de temps et le double emploi, l'Office collabore avec la Commission d'examen des projets de développement ou la commission fédérale d'évaluation environnementale mentionnée à l'article 12.4.7 de l'Accord, selon le cas, en vue de coordonner l'étude des demandes dont il est saisi relativement à l'examen préalable des projets par la Commission et à l'étude d'impact à réaliser à l'égard de ceux-ci par l'autorité saisie.	Examen des projets de développement : évaluation environnementale

Joint hearings

(2) The Board may, in lieu of conducting a separate public hearing in respect of a licence in connection with a project for which a public hearing is to be held by the Nunavut Impact Review Board or the panel referred to in subsection (1), as the case may be, conduct, in relation to the project, a joint hearing with that Board or panel or participate in the hearing of that Board or panel.

Restriction on powers:
non-conformity
with plan

38. (1) The Board may not issue, amend or renew a licence to use waters or deposit waste if there is an applicable land use plan approved in accordance with Part 5 of Article 11 of the Agreement unless the Nunavut Planning Commission, in accordance with section 11.5.10 of the Agreement,

- (a) has determined that the use or deposit, or in the case of an amendment any change to the use or deposit, conforms to the land use plan; or
- (b) has approved a variance in respect of the use, deposit or change.

Mandatory rejection of application

(2) The Board shall reject an application in relation to a licence where the Nunavut Planning Commission has informed the Board that the use, deposit or change to which the application relates does not conform to the land use plan and that the Commission will not be approving a variance.

Effect of rejection

(3) If the Board rejects an application under subsection (2),

- (a) the Board shall not take any further action in respect of that application, including any action referred to in subsection 48(3), section 51 or subsection 52(1) or 55(1); and
- (b) the applicant may, within one year after the date of the rejection, request an exemption in accordance with section 11.5.11 of the Agreement.

Reconsideration of application

(4) If an exemption referred to in paragraph (3)(b) is obtained, subsection (1) and paragraph (3)(a) no longer apply and the Board shall resume processing the application.

Date of application

(5) For the purposes of section 47, the date of an application that has been resumed under subsection (4) is the date on which the application was first made.

Enquêtes conjointes

(2) L'Office peut, au lieu de tenir sa propre enquête publique relativement à un permis lié à un projet dont est saisie une autorité visée au paragraphe (1), tenir avec celle-ci une enquête publique conjointe ou participer à l'enquête publique tenue par elle.

Restriction des pouvoirs d'examen : non-conformité à un plan d'aménagement

38. (1) Dans les cas où un plan d'aménagement — approuvé en conformité avec la partie 5 du chapitre 11 de l'Accord — est applicable, il est interdit à l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier un permis tant que la Commission d'aménagement n'a pas, conformément à l'article 11.5.10 de l'Accord :

- a) ou bien décidé que l'activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — faisant l'objet du permis à délivrer ou à renouveler ou de la modification est conforme au plan;
- b) ou bien approuvé une dérogation.

Rejet obligatoire de la demande

(2) L'Office doit rejeter toute demande relative à un permis lorsque la Commission l'a informé que l'activité ou la modification n'est pas conforme au plan et qu'elle n'a pas l'intention d'approuver de dérogation.

Conséquences du rejet

(3) En cas de rejet de la demande :

- a) l'Office cesse toute activité relative à celle-ci, notamment, il n'engage aucune procédure visée au paragraphe 48(3), à l'article 51 ou aux paragraphes 52(1) ou 55(1);
- b) son auteur peut, dans l'année suivant le rejet, demander une exemption en conformité avec l'article 11.5.11 de l'Accord.

Réexamen de la demande

(4) Dans le cas où l'exemption visée à l'alinéa (3)b) est accordée, le paragraphe (1) et l'alinéa (3)a) cessent de s'appliquer et l'Office reprend l'examen de la demande.

Date de la demande

(5) Pour l'application de l'article 47, la date de la demande dont l'examen est prorogé au titre du paragraphe (4) est celle à laquelle elle a d'abord été présentée.

Restriction on powers:
environmental review of projects

39. (1) The Board may not issue, amend or renew a licence to use waters or deposit waste where the use or deposit, or in the case of an amendment any change to the use or deposit, or the appurtenant undertaking requires screening in accordance with Part 4 of Article 12 of the Agreement, until the Nunavut Impact Review Board has completed the screening and, where a review under Part 5 or 6 of that Article is required, issued a project certificate referred to in section 12.5.12 or 12.6.17 of the Agreement.

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), where an appurtenant undertaking is required to be reviewed, the Board may, before the project certificate is issued, issue, amend or renew a licence to use waters or deposit waste in relation to exploration or developmental work related to the appurtenant undertaking, provided that

- (a) the use or deposit falls within Schedule 12-1 of the Agreement or can, in the judgment of the Nunavut Impact Review Board, proceed without the review; or
- (b) the licence is issued, amended or renewed for an interim, short-term period.

Other water authorities

40. Where the use of waters or the deposit of waste that is the subject of an application to the Board would have a significant impact on a use of waters or a deposit of waste in a national park or any place outside Nunavut, the Board may collaborate with any body exercising powers of water management for that park or place.

Marine areas

41. The Board may, either jointly with the Nunavut Planning Commission, the Nunavut Impact Review Board and the Nunavut Wildlife Management Board, as established by the Agreement, acting as the Nunavut Marine Council referred to in section 15.4.1 of the Agreement, or on its own, advise and make recommendations respecting any marine area to any department or agency of the Government of Canada or the Government of Nunavut, and those governments shall consider that advice and those recommendations when

39. (1) Il est interdit à l'Office de délivrer, de renouveler ou de modifier un permis dans les cas où l'activité faisant l'objet du permis à délivrer ou à renouveler ou de la modification, ou encore l'entreprise principale, doit faire l'objet de l'examen préalable prévu à la partie 4 du chapitre 12 de l'Accord, tant que la Commission d'examen des projets de développement n'a pas procédé à cet examen et, lorsque l'étude d'impact prévue par les parties 5 ou 6 du chapitre 12 de l'Accord est requise, délivré le certificat mentionné aux articles 12.5.12 et 12.6.17 de l'Accord.

(2) Par dérogation au paragraphe (1), lorsque l'entreprise principale a été renvoyée pour étude d'impact, le permis peut être délivré, renouvelé ou modifié, bien que le certificat n'ait pas encore été délivré, lorsque l'activité visée se rapporte à des travaux d'exploration ou de préparation et que, selon le cas :

- a) l'activité est elle-même visée par l'annexe 12-1 de l'Accord ou peut, de l'avis de la Commission, être pratiquée sans faire l'objet d'une étude d'impact;
- b) il s'agit d'une mesure provisoire et à court terme.

Restriction des pouvoirs d'examen : évaluation environnementale

Exception

40. L'Office peut, lorsque l'activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — visée par une demande dont il est saisi aurait des répercussions importantes sur l'utilisation des eaux ou le rejet de déchets dans un parc national ou à l'extérieur du Nunavut, collaborer avec toute autorité compétente en matière de gestion des eaux pour le parc ou la région visée.

Autres autorités de gestion des eaux

Gestion des zones marines

41. L'Office peut, soit individuellement, soit conjointement avec la Commission d'aménagement, la Commission d'examen des projets de développement et le Conseil de gestion des ressources fauniques du Nunavut constitué par l'Accord dans le cadre des activités du Conseil du milieu marin du Nunavut mentionné à l'article 15.4.1 de l'Accord, conseiller tout ministère ou organisme public en ce qui concerne les zones marines et formuler des recommandations à cet égard. Les gouvernements fédéral et

making any decision that may affect that marine area.

territorial tiennent compte de ces conseils et recommandations pour la prise de toute décision touchant ces zones.

DIVISION 2

LICENCES

General Rules

Issuance

42. (1) Subject to this Act and on application, the Board may issue the appropriate licence.

Délivrance

Exception

(2) The Board may not issue a licence in respect of a use of waters described in paragraph 11(2)(b) or (c) or a deposit of waste described in paragraph 12(2)(b).

Exceptions

Refusal to issue licence

(3) The Board may not refuse to issue a licence merely because the regulations authorize the use of waters or the deposit of waste without a licence.

Refus de délivrer un permis

Renewal, amendment and cancellation

43. (1) Subject to this Act, the Board may
 (a) on application by the licensee, renew a licence, with or without changes to the conditions of the licence;
 (b) amend, for a specified term or otherwise, any condition of a licence
 (i) on application by the licensee,
 (ii) to deal with a water shortage, or
 (iii) where the Board considers the amendment to be in the public interest; and
 (c) cancel a licence
 (i) on application by the licensee,
 (ii) where the licensee, for three successive years, fails to exercise the licensee's rights under the licence, or
 (iii) where the Board considers the cancellation to be in the public interest.

Renouvellement, modification et annulation

Renewal and amendment

(2) Sections 57 to 76 apply in relation to the renewal or amendment of a licence.

SECTION 2

ATTRIBUTION DE PERMIS

Règles générales

42. (1) Saisi d'une demande à cet effet et sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'Office peut délivrer le permis approprié.

(2) Il ne délivre aucun permis à l'égard des formes d'utilisation des eaux mentionnées aux alinéas 11(2)b ou c) ou des rejets de déchets mentionnés à l'alinéa 12(2)b).

(3) Il ne peut refuser de délivrer un permis pour la seule raison que les règlements autorisent déjà l'exercice sans permis de l'activité visée.

43. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente loi, l'Office peut :

- a) à la demande du titulaire, renouveler le permis de celui-ci, avec ou sans modification;
- b) modifier, pour une durée déterminée ou non, toute condition d'un permis :
 - (i) soit à la demande du titulaire,
 - (ii) soit en cas de pénurie d'eau,
 - (iii) soit dans tout autre cas où il estime que la modification sert l'intérêt public;
- c) annuler un permis dans les situations suivantes :
 - (i) le titulaire le demande,
 - (ii) le titulaire n'a pas exercé ses droits pendant trois années consécutives,
 - (iii) tout autre cas où il estime que l'annulation sert l'intérêt public.

(2) Le renouvellement et la modification d'un permis sont subordonnés aux conditions, formalités et exigences prévues aux articles 57 à 76.

Conditions, formalités et exigences

Assignment of licences	44. (1) A sale or other disposition by a licensee of any right, title or interest in an appurtenant undertaking constitutes, subject to the authorization of the Board, an assignment of the licence to the person to whom the sale or other disposition is made.	44. (1) L'aliénation — notamment par vente — des droits, titres ou intérêts d'un titulaire de permis relatifs à une entreprise principale emporte, sous réserve de l'autorisation de l'Office, cession du permis à l'acquéreur.	Cession de permis
Authorization of assignment	(2) The Board shall, on application, authorize the assignment of a licence if it is satisfied that the assignment and the operation of the appurtenant undertaking would not be likely to result in a contravention of any condition of the licence or any provision of this Part or the regulations.	(2) L'Office autorise sur demande la cession s'il est convaincu que celle-ci, de même que l'exploitation de l'entreprise par l'acquéreur, n'entraîneraient vraisemblablement aucune contravention des conditions du permis ou des dispositions de la présente partie ou de ses règlements.	Autorisation de cession
Licence not otherwise assignable	(3) Except as provided in this section, a licence is not assignable.	(3) Sauf dans la mesure où le prévoit le présent article, le permis n'est pas cessible.	Inaccessibilité sans autorisation
Term	45. The term of a licence or any renewal shall not exceed twenty-five years.	45. La durée de validité d'un permis ou de chaque renouvellement ne peut excéder vingt-cinq ans.	Durée de validité
Expiry or cancellation	46. The expiry or cancellation of a licence does not relieve the holder from any obligations imposed by the licence.	46. L'expiration ou l'annulation d'un permis ne décharge pas le titulaire des obligations que lui imposait celui-ci.	Expiration ou annulation du permis
Precedence	47. Subject to section 62, where two persons hold licences or other authorizations to use waters issued by any authority responsible for the management of waters in the Northwest Territories or in Nunavut, the person who first applied is entitled to the use of the waters in accordance with that person's licence or authorization in precedence to the other person.	47. Sous réserve de l'article 62, lorsque deux personnes sont titulaires d'un permis ou d'une autre autorisation d'utilisation des eaux délivrée par une autorité ayant compétence pour la gestion des eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, celle qui a présenté sa demande en premier lieu a priorité sur l'autre quant à l'utilisation des eaux en conformité avec son permis ou son autorisation.	Priorité
Applications in Relation to Licences	Demandes relatives aux permis		
Requirements	48. (1) An application in relation to a licence shall contain the information and be in the form required by the rules or by-laws of the Board, and be accompanied by the fees required by the regulations.	48. (1) La demande — délivrance, renouvellement, modification ou annulation — relative à un permis doit être accompagnée des droits réglementaires et respecter les exigences prévues par les règles et les règlements administratifs de l'Office quant à sa forme et à son contenu.	Exigences
Information and studies to be provided to Board	(2) An application, except in relation to a cancellation, shall be accompanied by the information and studies concerning the use of waters or the deposit of waste that are required for the Board to evaluate the qualitative and quantitative effects of the use or the deposit on waters.	(2) Sauf lorsqu'elle vise l'annulation du permis, la demande est accompagnée des études et des renseignements relatifs à l'activité visée qui permettront à l'Office d'en apprécier les effets qualitatifs et quantitatifs sur les eaux.	Études et renseignements

Guidelines for applicant

(3) On the filing of an application, the Board may provide guidelines to the applicant respecting the information to be provided by the applicant in respect of any matter that the Board considers relevant, including the following:

- (a) the description of the use of waters, deposit of waste or appurtenant undertaking, as the case may be;
- (b) the qualitative and quantitative effects of the use of waters or the deposit of waste on the drainage basin where the use is to be undertaken or the deposit is to be made, and the anticipated impact of the use or deposit on other users;
- (c) the measures the applicant proposes to take to avoid or mitigate any adverse impact of the use of waters or the deposit of waste;
- (d) the measures the applicant proposes to take to compensate persons, including the designated Inuit organization, who are adversely affected by the use of waters or the deposit of waste;
- (e) the program the applicant proposes to undertake to monitor the impact of the use of waters or the deposit of waste;
- (f) the interests in and rights to lands and waters that the applicant has obtained or seeks to obtain; and
- (g) the options available for the use of waters or the deposit of waste.

Delegation

49. The Board may delegate to its chief administrative officer the power

- (a) to issue, amend, renew or cancel a licence in relation to which no public hearing is required; and
- (b) to authorize, in accordance with subsection 44(2), the assignment of a licence.

Standing

50. In the exercise of its functions in relation to applications, the Board shall accord full standing to the following:

- (a) Tunngavik, or any other Organization, within the meaning of section 1.1.1 of the Agreement, designated by Tunngavik, to

(3) L'Office peut, au moment du dépôt de la demande, remettre au demandeur des lignes directrices concernant les renseignements à fournir à l'appui de celle-ci sur tout point qu'il juge utile, notamment :

- a) la description de l'activité ou de l'entreprise principale, selon le cas;
- b) les effets qualitatifs et quantitatifs de l'activité sur le bassin versant visé, y compris les répercussions prévues sur les autres usagers;
- c) les mesures que se propose de prendre le demandeur afin d'éviter ou d'atténuer les effets nuisibles;
- d) les mesures que se propose de prendre le demandeur pour l'indemnisation des personnes lésées — y compris l'organisation inuit désignée — par les effets nuisibles de l'activité;
- e) le programme de surveillance des effets de son activité que se propose d'établir le demandeur;
- f) les droits et intérêts que le demandeur a obtenus ou cherche à obtenir sur les terres et les eaux;
- g) les différentes possibilités pour l'exercice de l'activité.

Lignes directrices

Délégation de pouvoirs

49. L'Office peut déléguer à son administrateur général les pouvoirs suivants :

- a) délivrer, modifier, renouveler ou annuler un permis dans les cas où une enquête publique n'est pas nécessaire;
- b) autoriser la cession d'un permis en conformité avec le paragraphe 44(2).

Procedure

Procédure

Présentation d'observations

50. Dans le cadre de ses fonctions d'examen des demandes relatives aux permis, l'Office reconnaît :

- a) à Tunngavik ou à toute autre organisation — au sens de l'article 1.1.1 de l'Accord — désignée par elle, qualité pour

make representations on behalf of the Inuit of Nunavut;

(b) Makivik to make representations respecting the interests of the Inuit of northern Quebec in relation to islands and marine areas of the Nunavut Settlement Area traditionally used and occupied by those Inuit;

(c) the councils of the Fort Churchill Indian Band and Northlands Indian Band to make representations respecting their interests in relation to the areas that those bands have traditionally used and continue to use; and

(d) the councils of the Black Lake Indian Band, Hatchet Lake Indian Band and Fond du Lac Indian Band to make representations respecting their interests in relation to the areas that those bands have traditionally used and continue to use.

The Board shall take the representations into account.

présenter des observations au nom des Inuit du Nunavut;

b) à Makivik, qualité pour présenter des observations concernant les intérêts des Inuit du Nord québécois relativement aux îles et aux zones marines de la région du Nunavut traditionnellement utilisées et occupées par ceux-ci;

c) au conseil de la Fort Churchill Indian Band et à celui de la Northlands Indian Band, qualité pour présenter des observations au nom de ces bandes relativement à leurs intérêts dans les régions que celles-ci ont traditionnellement utilisées et continuent d'utiliser;

d) au conseil de la Black Lake Indian Band, à celui de la Hatchet Lake Indian Band et à celui de la Fond du Lac Indian Band, qualité pour présenter des observations au nom de ces bandes relativement à leurs intérêts dans les régions que celles-ci ont traditionnellement utilisées et continuent d'utiliser.

Il tient compte des observations ainsi reçues.

Applications determined summarily

51. (1) Applications in relation to licences for which no public hearing is required shall be dealt with summarily by the Board.

Procédure sommaire

Exception

(2) Notwithstanding subsection (1), the Board may, where satisfied that it would be in the public interest to do so, hold a public hearing in connection with any matter relating to its objects.

Exception

Public hearing required

52. (1) Subject to subsection 37(2), a public hearing shall be held by the Board before it disposes of

Enquête obligatoire

(a) any application in relation to a licence, unless the application is of a class that is exempted by the regulations from the requirement of a public hearing; and

(b) an application for permission to expropriate under section 77.

Exception

(2) A public hearing need not be held

Exception

(a) if the applicant or licensee consents in writing to the disposition of a matter without a public hearing, provided that no other person informs the Board by the tenth day before the day of the proposed hearing

52. (1) Sous réserve du paragraphe 37(2), l'Office tient une enquête publique avant de prendre sa décision relativement :

a) à toute demande relative à un permis, sauf une demande qui fait partie d'une catégorie exemptée par règlement de la tenue d'une telle enquête;

b) à la demande d'autorisation aux fins d'expropriation visée à l'article 77.

(2) La tenue d'une enquête publique n'est toutefois pas obligatoire dans les cas suivants :

a) le demandeur ou le titulaire du permis a accepté par écrit que l'Office prenne sa décision sans enquête publique, pourvu que

of the person's intention to make representations;

(b) before an application is rejected under subsection 38(2); or

(c) in the case of an application for the amendment of a licence where the Board, with the consent of the Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

Place of hearing

53. A public hearing that is held by the Board shall take place in the community or communities within Nunavut most affected by the application before the Board.

Powers at hearings

54. The Board has, in respect of public hearings, the powers of a commissioner appointed under Part I of the *Inquiries Act*.

Notice of applications

55. (1) The Board shall give notice of every application in relation to a licence to the council of each municipality in the area affected by the application and shall publish the notice in a newspaper of general circulation in the area affected or, if there is no such newspaper, in such other manner as the Board considers appropriate. The notice shall invite interested persons to make representations within a specified period and shall advise them of the consequences, as provided in section 59 and subsection 60(2), of any failure to respond to the notice.

Notice of hearings

(2) Where the Board decides or is required under this Part to hold a public hearing, it shall give notice, in the manner described in subsection (1), at least sixty days before the commencement of the hearing, of the place, date and time of the hearing. The place, date and time of the hearing shall be chosen and the notice published by the Board in a manner that promotes public awareness and participation in that hearing.

Communication of information

(3) Where a public hearing is held in relation to an application, the information provided to the Board in relation to the application shall be made available to the public within a reasonable period of time before the commencement of the hearing.

personne n'ait informé l'Office, au plus tard le dixième jour précédent la date fixée pour l'enquête, de son intention de présenter des observations;

b) la demande doit être rejetée en application du paragraphe 38(2);

c) la demande porte sur la modification d'un permis et l'Office déclare, avec l'assentiment du ministre, que la modification est urgente.

Lieu de l'enquête

53. L'enquête publique tenue par l'Office a lieu dans les localités du Nunavut les plus touchées par la demande qui en fait l'objet.

Pouvoirs

54. L'Office a, dans le cadre de l'enquête publique, tous les pouvoirs d'un commissaire nommé en vertu de la partie I de la *Loi sur les enquêtes*.

Avis des demandes

55. (1) L'Office donne avis de toute demande qui lui est faite par publication d'un avis dans un journal largement diffusé dans la région concernée ou, à défaut, par tout autre moyen qu'il estime indiqué; l'avis est en outre envoyé directement au conseil de chaque municipalité de la région visée. L'Office y invite les intéressés à présenter leurs observations dans le délai qu'il précise et les informe des conséquences prévues à l'article 59 et au paragraphe 60(2) en cas d'inaction de leur part.

Enquête publique

(2) Lorsque l'Office décide de tenir une enquête publique ou y est obligé par la présente partie, il en donne avis — avec mention des lieu, date et heure des séances — suivant les modalités prévues au paragraphe (1) au moins soixante jours avant le début de l'enquête; la fixation des lieu, date et heure des séances, ainsi que la publication de l'avis, doivent être propres à informer le public de la tenue de l'enquête et à favoriser sa participation.

Communication de renseignements

(3) Lorsqu'une enquête publique a lieu, l'Office met à la disposition du public, dans un délai raisonnable avant le début de celle-ci, les renseignements qui lui ont été fournis relativement à la demande visée.

Where public hearing not held

(4) Where a public hearing is not held in relation to an application, the Board shall not act on the application until at least thirty days after notice of the application has been published under subsection (1) unless, in the opinion of the Board, there are urgent circumstances that justify the Board acting on that application in a shorter period, but that shorter period shall not be less than ten days.

Exception

(5) Subsections (1) and (4) do not apply in respect of an application for the amendment of a licence where the Board, with the consent of the Minister, declares the amendment to be required on an emergency basis.

Absence d'enquête publique

(4) En l'absence d'enquête publique, le délai mentionné au paragraphe (1) est d'au moins trente jours, à moins que l'Office n'estime que l'urgence de la situation justifie un délai inférieur; le délai ne peut toutefois être inférieur à dix jours et l'Office ne peut statuer sur la demande avant son expiration.

Exception

Approval of issuance

Conditions of Issuance

56. (1) The issuance, amendment, renewal and cancellation of a type A licence and, if a public hearing is held, a type B licence are subject to the approval of the Minister.

Reasons

(2) Within 45 days after the Minister receives a licence that has been issued, amended or renewed or a notice of cancellation of a licence, the Minister shall make a decision on whether to approve the issuance, amendment, renewal or cancellation of the licence and, if the decision is not to approve, give written reasons for the decision.

Extension

(2.1) The Minister may extend the 45 days referred to in subsection (2) for a further consecutive forty five days, for a total of 90 days, by notifying the Board of the extension within the first 45 days.

Absence of decision

(2.2) If the Minister does not make a decision within the forty five or ninety days referred to in subsection (2) or (2.1) respectively, whichever is applicable, the Minister is deemed to have approved the issuance, amendment, renewal or cancellation, as the case may be.

Limitation

(3) The disagreement of the Minister with the amount of compensation determined under paragraph 63(1)(b) is not sufficient reason for the Minister to withhold approval in respect of a licence for a use of waters or deposit of waste that may substantially affect the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land.

(5) Les paragraphes (1) et (4) ne s'appliquent pas à la modification d'un permis lorsque l'Office déclare, avec l'assentiment du ministre, que celle-ci est urgente.

Conditions de délivrance

56. (1) Sont subordonnés à l'agrément du ministre la délivrance, le renouvellement, la modification et l'annulation d'un permis de type A et, dans les cas où une enquête publique est tenue, de type B.

(2) Une fois saisi de la question, le ministre rend sa décision dans un délai de quarante-cinq jours et, dans le cas d'un refus de donner son agrément, il le motive par écrit.

Agrement

Refus motivé

Prorogation du délai

(2.1) Le ministre peut proroger de quarante-cinq jours le délai prévu au paragraphe (2), s'il avise l'Office de ce fait avant l'expiration de ce délai.

Absence de décision

(2.2) Faute d'avoir rendu sa décision relativement à un permis à l'expiration du délai de quarante-cinq ou de quatre-vingt-dix jours, selon le cas, après qu'il a été saisi de la question, le ministre est réputé avoir donné son agrément.

Restriction au refus

(3) Le ministre ne peut refuser de donner son agrément relativement à un permis touchant une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — susceptible de modifier d'une façon importante la qualité, la quantité ou le débit d'eaux traversant une terre inuit parce qu'il est en désaccord avec l'indemnité fixée par l'Office au titre de l'alinéa 63(1)b).

Copies of decisions to parties

(4) The Minister shall send a copy of the Minister's decision and, in the case of a decision to withhold approval, the reasons for the decision

- (a) to the Board;
- (b) to the applicant or licensee;
- (c) where the affected waters are ones in respect of which section 63 applies, to the designated Inuit organization; and
- (d) to any other person with a right to compensation under section 58 or 60.

Conditions for issuance of licence

57. The Board may not issue a licence unless the applicant satisfies the Board that

- (a) any waste produced by the appurtenant undertaking will be treated and disposed of in a manner that is appropriate for the maintenance of the water quality standards and effluent standards that are prescribed by the regulations or, in the absence of such regulations, that the Board considers acceptable; and

- (b) the financial responsibility of the applicant, taking into account the applicant's past performance, is adequate for

- (i) the completion of the appurtenant undertaking,
- (ii) such measures as may be required in mitigation of any adverse impact, and
- (iii) the satisfactory maintenance and restoration of the site in the event of any future closing or abandonment of that undertaking.

Compensation of existing users

58. The Board may not issue a licence unless the applicant, with respect to any person, other than an instream user, who would be entitled to use waters in precedence to the applicant under section 47,

- (a) satisfies the Board that the use of waters or the deposit of waste would have no adverse effects on the use of waters by that person;

- (b) satisfies the Board that any adverse effects caused by the use of waters or the

(4) Le ministre fait tenir copie de sa décision et, en cas de refus d'agrément, de ses motifs :

Copie aux intéressés

- a) à l'Office;
- b) au demandeur ou au titulaire du permis visé;
- c) lorsque l'article 63 s'applique aux eaux visées, à l'organisation inuit désignée;
- d) à toute personne ayant droit à une indemnité au titre des articles 58 ou 60.

57. L'Office ne délivre le permis que si le demandeur le convainc :

- a) d'une part, que le traitement et l'élimination des déchets produits par l'entreprise principale se feront de manière à respecter à la fois :

- (i) les normes réglementaires de qualité des eaux ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables,

- (ii) les normes réglementaires relatives aux effluents ou, à défaut, celles que l'Office juge acceptables;

- b) d'autre part, que sa solvabilité est de nature, compte tenu de ses antécédents, à lui permettre :

- (i) de mener à bien l'entreprise principale,

- (ii) de prendre les mesures d'atténuation nécessaires,

- (iii) d'assurer l'entretien des lieux et leur remise en état en cas d'abandon ou de fermeture.

58. L'Office ne délivre le permis que si le demandeur, relativement à l'utilisation des eaux — autre qu'une utilisation ordinaire — par toute personne qui a présenté une demande lui conférant, aux termes de l'article 47, la priorité sur le demandeur :

- a) soit le convainc que l'activité visée ne nuira pas à l'utilisation des eaux par une telle personne;

- b) soit le convainc que l'activité visée nuira mais de façon peu importante aux activités

Indemnisation : titulaires ou demandeurs prioritaires

deposit of waste would not be significant, and has paid or undertaken to pay the compensation that the Board considers appropriate to that person; or

(c) has entered into an agreement to compensate that person for any adverse effects.

Failure to respond

59. In the circumstances described in paragraph 58(b), an applicant need not compensate the person under section 58 if the person fails to respond to the notice of application given under subsection 55(1) within the time period specified in the notice for making representations to the Board.

Compensation of other users

60. (1) The Board may not issue a licence unless

(a) the applicant satisfies the Board that compensation that the Board considers appropriate has been or will be paid by the applicant to any person who would be adversely affected by the proposed use of waters or deposit of waste and who, at the time the application was filed,

(i) used waters for a domestic purpose in the Northwest Territories or in Nunavut,

(ii) held a licence under this Act or the *Northwest Territories Waters Act* to deposit waste in the Northwest Territories or in Nunavut,

(iii) was an instream user in the Northwest Territories or in Nunavut,

(iv) was, as authorized by regulations made under this Act or the *Northwest Territories Waters Act*, using waters or depositing waste in the Northwest Territories or in Nunavut without a licence under either Act,

(v) was an owner or an occupier of land in the Northwest Territories or in Nunavut, or

(vi) was a holder of an outfitting concession, a registered trapline or other rights of a similar nature in the Northwest Territories or in Nunavut; or

(b) the applicant has entered into an agreement to compensate any person described in subparagraphs (a)(i) to (vi) who would be adversely affected.

d'une telle personne, et qu'il lui a versé ou s'est engagé à lui verser une indemnité jugée suffisante par l'Office;

c) soit a conclu un accord d'indemnisation avec telle personne à qui nuit l'activité visée.

59. Dans le cas prévu à l'alinéa 58b), le demandeur est déchargé de l'obligation de verser une indemnité au titre de l'article 58 lorsque la personne visée n'a pas répondu, dans le délai imparti, à l'avis donné par l'Office conformément au paragraphe 55(1).

Exonération

60. (1) Le demandeur doit, pour obtenir la délivrance du permis :

a) soit prouver à l'Office qu'il a versé ou s'est engagé à verser, à chacune des personnes mentionnées ci-après à qui nuira l'activité projetée, l'indemnité jugée suffisante par l'Office si, au moment de la demande, cette personne :

(i) utilisait les eaux à des fins domestiques dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut,

(ii) était autorisée par un permis délivré sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* à rejeter des déchets dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut,

(iii) était un usager ordinaire dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut,

(iv) utilisait les eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut ou y rejetait des déchets sans permis — que ce soit sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* — sous l'autorité des règlements d'application de l'une ou l'autre loi,

(v) était le propriétaire ou l'occupant d'un bien-fonds situé dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut,

(vi) était titulaire, dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, d'une concession de pourvoirie, d'une ligne de piégeage ou d'autres droits analogues;

Indemnisation : autres usagers

Failure to respond

(2) Subsection (1) does not apply in respect of a person referred to in that subsection who fails to respond to the notice of application given under subsection 55(1) within the time period specified in that notice for making representations to the Board.

Inuit-owned land

(3) Where subsection 63(1) applies in respect of adverse effects on any person described in subparagraphs (1)(a)(i) to (vi) that are caused by a use of waters or a deposit of waste that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, subsection (1) does not apply in respect of those effects for which compensation has already been paid, has been agreed to be paid or has been determined by the Board pursuant to subsection 63(1).

Factors in determining compensation

61. In determining whether compensation is appropriate for the purpose of paragraph 58(b) or subsection 60(1), the Board shall consider all relevant factors, including

- (a) provable loss or damage;
- (b) potential loss or damage;
- (c) any adverse effect on the quality, quantity or flow of waters;
- (d) the extent of the use of waters by persons who would be adversely affected;
- (e) any nuisance, inconvenience or disturbance, including noise; and
- (f) the cumulative effects of the use of waters or deposits of waste proposed by the applicant and any existing uses of waters and deposits of waste.

Priority of use

62. In relation to Inuit-owned land, any existing use of waters by Inuit has priority over any licensed use or deposit of waste by any person who has a mineral right.

Inuit-owned Land

b) soit avoir conclu un accord d'indemnisation avec chacune des personnes mentionnées aux sous-alinéas a)(i) à (vi) à qui nuira l'activité projetée.

(2) Le demandeur est déchargé des obligations qui lui incombent en application du paragraphe (1) lorsque la personne visée n'a pas répondu, dans le délai imparti, à l'avis donné par l'Office conformément au paragraphe 55(1).

Exonération

Terres inuit

(3) Si le paragraphe 63(1) s'applique à l'égard de nuisances causées à des personnes mentionnées aux sous-alinéas (1)a)(i) à (vi) par des activités — utilisation des eaux ou rejet de déchets — qui peuvent modifier d'une façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuit, le paragraphe (1) ne s'applique pas à l'égard de telles de ces nuisances à l'égard desquelles une indemnité a déjà été versée ou il a été convenu qu'elle serait versée ou a été fixée par l'Office au titre du paragraphe 63(1).

Facteurs de détermination

61. Pour déterminer la suffisance de l'indemnité dont il est question à l'alinéa 58b) et au paragraphe 60(1), l'Office tient compte de tous facteurs utiles, notamment des suivants :

- a) toute preuve de perte ou de dommage;
- b) toute possibilité de perte ou de dommage;
- c) les effets nuisibles sur la qualité, la quantité et le débit des eaux;
- d) l'importance de l'utilisation des eaux par les personnes à qui elle nuirait;
- e) les nuisances, les inconvénients et les troubles de jouissance — y compris le bruit;
- f) les effets cumulatifs de l'activité projetée et des activités existantes.

Terres inuit

62. Relativement aux terres inuit, l'utilisation existante des eaux par les Inuit a priorité sur les activités de tout titulaire de permis qui est titulaire d'un droit minier.

Priorité

Compensation agreements

63. (1) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste that may substantially affect the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless

(a) the applicant has entered into an agreement with the designated Inuit organization to pay compensation for any loss or damage that may be caused by the change; or

(b) where there is no agreement referred to in paragraph (a), the Board has, on the request of the applicant or the designated Inuit organization, made a determination of the appropriate compensation.

Payment of compensation

(2) The payment of compensation referred to in paragraph (1)(b) shall be a condition of the licence.

Costs

(3) Unless otherwise determined by the Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in paragraph (1)(b) shall be paid by the applicant.

Use outside Nunavut

64. (1) On request by the designated Inuit organization or a person who has applied to the water authority responsible for the management of waters outside Nunavut, but within the Northwest Territories, for a licence or other authorization in relation to a use of waters or a deposit of waste that may substantially affect the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, the Board shall collaborate with that authority to reach a joint determination on the compensation to be paid.

Costs

(2) Unless determined otherwise by the Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in subsection (1) shall be paid by the applicant.

Interpretation

65. For greater certainty, sections 63 and 64 apply where a body of water delineates a boundary between Inuit-owned land and other land and that body of water is not located entirely on Inuit-owned land.

Negotiation to be in good faith

66. A request referred to in paragraph 63(1)(b) or subsection 64(1) shall not be considered by the Board unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.

63. (1) L'Office ne délivre de permis à l'égard d'une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — susceptible de modifier d'une façon importante la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuit que dans les cas suivants :

a) le demandeur a conclu avec l'organisation inuit désignée un accord d'indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d'être causés par le changement;

b) à défaut d'accord, l'Office a, à la requête de l'une ou l'autre des parties, fixé une indemnité convenable.

(2) Le paiement de l'indemnité visée à l'alinéa (1)b) fait partie des conditions du permis.

(3) Sauf décision contraire de l'Office, les frais faits par l'organisation inuit désignée dans le cadre du processus prévu à l'alinéa (1)b) sont à la charge du demandeur.

Accords d'indemnisation

Paiement de l'indemnité

Frais

Activités de l'extérieur

64. (1) À la requête de l'organisation inuit désignée ou de la personne qui demande à l'autorité ayant compétence pour la gestion des eaux dans les Territoires du Nord-Ouest mais à l'extérieur du Nunavut un permis ou toute autre autorisation permettant une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — susceptible de modifier de façon importante la qualité, la quantité ou le débit d'eaux traversant des terres inuit, l'Office collabore avec cette autorité pour fixer conjointement l'indemnité à verser.

(2) Sauf décision contraire de l'Office, les frais faits par l'organisation inuit désignée dans le cadre du processus prévu au paragraphe (1) sont à la charge du demandeur.

Frais

Précision

65. Il est entendu que les articles 63 et 64 s'appliquent aux plans d'eau qui délimitent des terres inuit et d'autres terres et qui ne sont pas situés entièrement sur des terres inuit.

66. L'Office n'examine la requête visée à l'alinéa 63(1)b) ou au paragraphe 64(1) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d'indemnisation.

Négociation de bonne foi

Factors in determining compensation

67. (1) For the purpose of determining compensation under paragraph 63(1)(b) and subsection 64(1), the Board shall take into account the following factors:

- (a) the adverse effects of the change in the quality, quantity or flow of waters on Inuit-owned land;
- (b) the nuisance, inconvenience or disturbance, including noise, caused by the change;
- (c) the cumulative effects of the change and of any existing uses of waters and deposits of waste;
- (d) the cultural attachment of Inuit to the affected Inuit-owned land, including waters;
- (e) the peculiar and special value of the affected Inuit-owned land, including waters; and
- (f) any interference with Inuit rights derived from the Agreement or otherwise.

Periodic review and payment

(2) Unless otherwise agreed by the designated Inuit organization and the applicant, where the Board has made a determination of compensation under paragraph 63(1)(b) or subsection 64(1), the Board shall provide, where the nature and duration of the use or deposit of waste warrant it, for the periodic review and periodic payment of that compensation.

National parks in Nunavut

68. Sections 63 and 65 to 67 apply in respect of a use of waters or a deposit of waste that is within the jurisdiction of the authority responsible for the management of waters in a national park in Nunavut and

- (a) any reference in those provisions, except paragraph 63(1)(b), to the Board is deemed to be a reference to that authority; and
- (b) any reference in section 63 to a licence is deemed to be a reference to an authorization to use waters or deposit waste given by the authority.

Facteurs de détermination

67. (1) L'indemnité dont il est question à l'alinéa 63(1)b) ou au paragraphe 64(1) est déterminée en fonction des facteurs suivants :

- a) les effets nuisibles du changement de qualité, de quantité ou de débit des eaux sur les terres inuit;
- b) les nuisances, les inconvénients et les troubles de jouissance — y compris le bruit — causés par le changement;
- c) les effets cumulatifs du changement et des activités — utilisation des eaux et rejet de déchets — existantes;
- d) l'attachement culturel des Inuit aux terres inuit visées et aux eaux s'y trouvant;
- e) la valeur particulière ou exceptionnelle des terres inuit visées et des eaux s'y trouvant;
- f) toute atteinte causée aux droits des Inuit découlant de l'Accord ou de quelque autre source.

Révision périodique

(2) Sauf entente à l'effet contraire entre l'organisation inuit désignée et le demandeur, l'indemnité fixée en vertu de l'alinéa 63(1)b) ou du paragraphe 64(1) est versée sous forme de paiements périodiques et fait l'objet de révisions périodiques, si la nature et la durée de l'activité le justifient.

Parcs nationaux du Nunavut

68. Les articles 63 et 65 à 67 s'appliquent aux activités — utilisation des eaux ou rejet de déchets — relevant de l'autorité responsable de la gestion des eaux dans un parc national situé au Nunavut, et :

- a) sauf dans le cas de l'alinéa 63(1)b), la mention de l'Office vaut mention de l'autorité;
- b) à l'article 63, la mention d'un permis vaut mention de toute autorisation au même effet émanant de l'autorité.

Gwich'in
Sahtu lands

Mackenzie Valley

69. Where the Board has been notified under subsection 78(1) of the *Mackenzie Valley Resource Management Act*, it may not issue a licence for a use of waters or deposit of waste referred to in that subsection unless the requirements of subsection 78(3) of that Act are satisfied.

Powers of
Board

Conditions of Licences

70. (1) Subject to this Act and the regulations, the Board may include in a licence any conditions that it considers appropriate, including conditions relating to

- (a) the manner in which waters may be used;
- (b) the quantity, concentration and types of waste that may be deposited and the manner of depositing waste;
- (c) the studies to be undertaken, works to be constructed, plans, including contingency plans, to be submitted, and monitoring programs to be undertaken; and
- (d) any future closing or abandonment of the appurtenant undertaking.

Monitoring
programs

(2) The monitoring programs referred to in paragraph (1)(c) may specify responsibilities of the applicant, the Nunavut Impact Review Board or Her Majesty in right of Canada.

Project
certificate

(3) The Board shall, to the extent that it is authorized under this Act to do so, include in a licence the terms and conditions of any project certificate, referred to in section 12.5.12 or 12.6.17 of the Agreement, that is issued in respect of the use of waters or deposit of waste or the appurtenant undertaking to which that use or deposit relates.

Purpose of
conditions

71. In fixing the conditions of a licence, the Board shall make all reasonable efforts to minimize

- (a) any adverse effects of the licensed use of waters or deposit of waste on aquatic ecosystems and on the persons who are entitled to be paid compensation under section 58 or 60;

Vallée du Mackenzie

69. Dans les cas de notification effectuée à l'Office en vertu du paragraphe 78(1) de la *Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie*, l'Office ne délivre de permis à l'égard d'une activité visée à ce paragraphe que si les conditions prévues au paragraphe 78(3) de cette loi sont remplies.

Terres des
Gwich'in et
du Sahtu

Conditions des permis

70. (1) Sous réserve des autres dispositions de la présente partie et de ses règlements, l'Office peut assortir le permis des conditions qu'il juge indiquées, notamment en ce qui touche :

- a) les modalités d'utilisation des eaux visées par le permis;
- b) la quantité, la concentration et le type de déchets pouvant être rejetés par le titulaire dans les eaux, ainsi que les modalités de l'opération de rejet proprement dite;
- c) les études à mener, les travaux à réaliser, les plans — y compris les plans de rechange — à proposer et les programmes de surveillance à entreprendre;
- d) tout éventuel abandon ou fermeture de l'entreprise principale.

Pouvoir de
l'Office

(2) Les programmes de surveillance mentionnés à l'alinéa (1)c peuvent préciser les responsabilités du titulaire, de la Commission d'examen des projets de développement ou de Sa Majesté du chef du Canada.

Programmes
de surveillance

(3) Dans la mesure de sa compétence au titre de la présente loi, l'Office assujettit le permis à toute condition prévue, le cas échéant, par le certificat mentionné aux articles 12.5.12 et 12.6.17 de l'Accord et délivré relativement à l'activité visée ou à l'entreprise principale.

Conditions

71. Les conditions imposées par l'Office doivent, dans la mesure du possible, être de nature à atténuer :

- a) les effets nuisibles des activités visées par le permis pour l'écosystème aquatique et les personnes en droit d'être indemnisées au titre des articles 58 ou 60;

Objet des
conditions

Conditions of waste deposit

- (b) any interference by any person referred to in section 62 with the existing use of waters by the Inuit, whether that use is or is not licensed; and
- (c) any loss or damage described in section 63.

72. The conditions in a licence relating to the deposit of waste in waters shall

- (a) be based on the water quality standards prescribed for those waters by the regulations, if any; and
- (b) be at least as stringent as the effluent standards prescribed for those waters by the regulations, if any.

Regulations under *Fisheries Act*

73. Where the Board issues a licence in respect of any waters to which regulations made under subsection 36(5) of the *Fisheries Act* apply, any conditions in the licence relating to the deposit of waste in those waters shall be at least as stringent as the conditions prescribed by those regulations.

Conditions relating to design of works

74. A licence shall include conditions that are at least as stringent as any standards prescribed by the regulations for the design, construction, operation and maintenance of works used in relation to appurtenant undertakings.

75. Where regulations referred to in sections 72 to 74 are made or amended after the issuance of a licence, the conditions of the licence are from that time deemed to be amended to the extent, if any, necessary in order to comply, or remain in compliance, with those sections.

Licence conditions deemed amended

Security

Security

76. (1) The Board may require an applicant, a licensee or a prospective assignee to furnish and maintain security with the Minister in the form, of the nature, subject to such terms and conditions and in an amount prescribed by, or determined in accordance with, the regulations or that is satisfactory to the Minister.

Application of security

(2) The security provided by a licensee may be applied by the Minister

- (a) to compensate, fully or partially, a person, including the designated Inuit orga-

- b) les entraves causées, par un titulaire de permis visé à l'article 62, à l'utilisation existante des eaux par les Inuit, que celle-ci fasse ou non l'objet d'un permis;
- c) les pertes et dommages visés à l'article 63.

72. Les conditions relatives au rejet de déchets doivent être à la fois, le cas échéant :

- a) fondées sur les normes réglementaires de qualité des eaux;
- b) au moins aussi sévères que les normes réglementaires relatives aux effluents et applicables à ces eaux.

Conditions relatives aux déchets

Règlements d'application de la *Loi sur les pêches*

73. Dans le cas du permis visant des eaux régie par des règlements d'application du paragraphe 36(5) de la *Loi sur les pêches*, les conditions dont il est assorti doivent être au moins aussi sévères que les restrictions imposées par ces règlements en matière de rejet de substances nocives et applicables à ces eaux.

Conditions relatives aux ouvrages

74. Le permis doit être assorti de conditions qui sont au moins aussi sévères que les normes réglementaires relatives à la conception, la construction, l'exploitation et l'entretien des ouvrages utilisés dans le cadre de l'entreprise principale.

Présomption de modification

75. Les conditions sont réputées automatiquement modifiées, dans la mesure où cela est nécessaire pour l'application des articles 72 à 74, par l'établissement ou la modification, après la délivrance du permis, de règlements visés par ces articles.

Sûreté

76. (1) L'Office peut exiger du titulaire, du demandeur ou du cessionnaire éventuel d'un permis qu'il fournis au ministre et maintienne une sûreté dont la nature, les conditions, la forme et le montant sont conformes aux règlements ou jugés acceptables par ce dernier.

Demande de sûreté

(2) Le ministre peut affecter la sûreté :

- a) au dédommagement, en tout ou en partie, de toute personne — y compris l'organisation inuit désignée — qui n'a pas réussi à

Utilisation de la sûreté

nization, who is entitled to compensation under section 13 and who has been unsuccessful in recovering that compensation, if the Minister is satisfied that the person has taken all reasonable measures to recover it; and

(b) to reimburse Her Majesty in right of Canada, fully or partially, for reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada under subsection 87(4) or, subject to subsection (3), under subsection 89(1).

Limitation

(3) Paragraph (2)(b) applies in respect of costs incurred under subsection 89(1) only to the extent that the costs were incurred in relation to a contravention referred to in subparagraph 89(1)(b)(i).

Limitation of security

(4) The amount of the security applied by the Minister under subsection (2) in respect of a particular incident or matter may not exceed the total amount of the security required to be furnished and maintained by the licensee under subsection (1).

Refund of security

(5) Where the Minister is satisfied that an appurtenant undertaking has been permanently closed or permanently abandoned or the licence has been assigned, any portion of the security that, in the Minister's opinion, will not be applied under subsection (2) shall be returned to the licensee without delay.

Permission to expropriate

77. (1) An applicant for a licence, or a licensee, may apply to the Board for permission from the Minister to expropriate, in accordance with the *Expropriation Act*, land or an interest in land in Nunavut, and the Minister may grant that permission where the Minister, on the recommendation of the Board, is satisfied that

- (a) the land or interest is reasonably required in relation to an appurtenant undertaking by the applicant or licensee;
- (b) the applicant or licensee has been unable to acquire the land or interest despite reasonable efforts to do so; and
- (c) it is in the public interest that such permission be granted.

obtenir de l'intéressé l'indemnisation à laquelle elle avait droit aux termes de l'article 13, s'il est convaincu que les dispositions nécessaires à cette fin ont effectivement été prises;

b) au remboursement, en tout ou en partie, à Sa Majesté du chef du Canada des frais qu'entraîne l'application du paragraphe 87(4) ou, sous réserve du paragraphe (3), du paragraphe 89(1).

(3) Dans le cas des frais engagés au titre du paragraphe 89(1), l'alinéa (2)b) ne s'applique qu'à ceux qui découlent de l'application du sous-alinéa 89(1)b)(i).

Exception

Limitation de la sûreté

(4) Le total des sommes affectées par le ministre au titre du paragraphe (2) ne peut, dans une affaire donnée, excéder le montant de la sûreté devant être fournie.

Remboursement de la sûreté

(5) Dans les cas où le ministre est convaincu que l'entreprise principale est définitivement fermée ou abandonnée ou que le permis a fait l'objet d'une cession, la partie de la sûreté qui, selon lui, n'est plus nécessaire pour l'application du paragraphe (2) est remboursée sans délai au titulaire du permis.

Expropriation

Expropriation

Autorisation d'exproprier

77. (1) Le demandeur ou le titulaire d'un permis peut demander au ministre, par l'entremise de l'Office, l'autorisation d'exproprier toute terre du Nunavut ou un droit ou intérêt afférent conformément à la *Loi sur l'expropriation*; le ministre peut accorder cette autorisation lorsque, sur la recommandation de l'Office, il est convaincu que, à la fois :

- a) le demandeur ou titulaire de permis a vraiment besoin de cette terre ou de ce droit ou intérêt dans le cadre de l'entreprise principale;
- b) celui-ci a fait les efforts voulus mais n'a pu acquérir cette terre ou ce droit ou intérêt;
- c) l'octroi de l'autorisation servirait l'intérêt public.

Notice to appropriate minister

Expropriation Act

Inuit-owned land

(2) Where the Minister grants permission under subsection (1), the applicant or licensee shall so advise the appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*.

(3) For the purposes of the *Expropriation Act*, land or an interest in land in respect of which the Minister has granted permission to expropriate is deemed to be an interest in land that, in the opinion of the appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act*, is required for a public work or other public purpose, and a reference to the Crown in that Act shall be read as a reference to the applicant or licensee.

(4) When Inuit-owned land is expropriated and the designated Inuit organization and the applicant or licensee do not agree on the compensation to be paid, notwithstanding subsection (1), subsections 30(3) to (6) of the *Expropriation Act* do not apply and

(a) if both parties make a request to the Arbitration Board established under Article 38 of the Agreement, the Arbitration Board shall

(i) appoint a person who is acceptable to both parties to act as a negotiator for the purposes of section 30 of the *Expropriation Act*, and

(ii) fix the remuneration and expenses, to be paid in equal shares by both parties to that person, for the period, not to exceed eight hours unless the parties agree to an extension of the number of hours, that the person performs the duties described in paragraphs (b) and (c);

(b) the negotiator shall, on reasonable notice to the parties, meet with them or their authorized representatives, make any inspection of the land that the negotiator believes necessary, receive and consider appraisals, valuations or other written or oral evidence on which the parties rely for their estimation of the amount of compensation payable, whether or not the evidence would be admissible in proceedings before a court, and endeavour to effect a settlement;

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire du permis en avise le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(3) Pour l'application de la *Loi sur l'expropriation*, la terre ou le droit ou intérêt afférent dont le ministre a autorisé l'expropriation sont censés être un droit réel immobilier dont le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation* a besoin pour un ouvrage public ou à une autre fin d'intérêt public. La *Loi sur l'expropriation* s'applique dès lors comme si les termes « demandeur » ou « titulaire de permis » étaient substitués au terme « Couronne ».

(4) En cas d'expropriation d'une terre inuit, à défaut d'entente entre l'organisation inuit désignée et le demandeur ou le titulaire de permis sur l'indemnité à payer, par dérogation au paragraphe (1), les paragraphes 30(3) à (6) de la *Loi sur l'expropriation* ne s'appliquent pas et :

a) à la demande des parties, la Commission d'arbitrage constituée en application du chapitre 38 de l'Accord nomme une personne agréée par celles-ci pour servir de conciliateur pour l'application de l'article 30 de la *Loi sur l'expropriation* et fixe la rémunération et les indemnités, payables en parts égales par les parties, devant être versées à cette personne pour toute période, d'au plus huit heures ou du nombre d'heures plus élevé agréé par les parties, pendant laquelle elle s'acquitte de ses fonctions au titre des alinéas b) et c);

b) le conciliateur doit, après avoir donné un préavis raisonnable aux parties, les rencontrer ou rencontrer leurs représentants autorisés, faire l'inspection du bien-fonds qu'il estime nécessaire, recevoir et examiner les estimations, évaluations ou autres preuves écrites ou orales qui lui sont soumises, sur lesquelles les parties se fondent pour l'estimation du montant de l'indemnité payable, que ces preuves soient admissibles ou non dans des procédures engagées devant un tribunal, et s'efforcer d'aboutir à un règlement de l'indemnité payable;

Avis au ministre compétent

Loi sur l'expropriation

Terres inuit

(c) the negotiator shall, within sixty days after the service of the notice to negotiate, report in writing to each of the parties and to the Arbitration Board concerning the success or failure in the matter of the negotiation;

(d) if the negotiation is not successful, or if there are no negotiations,

(i) sections 31 to 33 of the *Expropriation Act* do not apply, and compensation shall be determined by arbitration as set out in Article 38 of the Agreement,

(ii) in section 35 and subsection 36(1) of that Act, the term “adjudged” shall be read as “determined”,

(iii) in section 35 and in subsections 36(1) and (5) of that Act, the term “the Court” shall be read as “the arbitration panel”, and

(iv) in subsections 36(2) and (3) of that Act, the term “judgment” shall be read as “the arbitration determination”; and

(e) evidence of anything said or of any admission made in the course of a negotiation under this subsection is not admissible in any proceedings before a court for the recovery of the compensation payable to the designated Inuit organization, or before an arbitration panel established under Article 38 of the Agreement for the determination of the compensation.

Charges for services

(5) The appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act* may make regulations prescribing fees or charges to be paid by an applicant or a licensee in respect of an expropriation referred to in subsection (1), and rates of interest payable in respect of those fees and charges.

c) dans les soixante jours suivant la signification de l'avis de négocier, le conciliateur fait rapport par écrit aux parties et à la Commission d'arbitrage du succès ou de l'échec de la négociation;

d) en cas d'absence de négociation ou d'échec de la négociation :

(i) les articles 31 à 33 de cette loi ne s'appliquent pas et l'indemnité est fixée par arbitrage conformément au chapitre 38 de l'Accord,

(ii) l'article 35 de cette loi s'applique dès lors comme si les mots « déterminée par arbitrage » et « déterminé » étaient respectivement substitués aux mots « que le tribunal lui a allouée » et « alloué »,

(iii) la définition de « indemnité », au paragraphe 36(1) de cette loi, s'applique dès lors comme si les mots « déterminée par arbitrage » étaient substitués aux mots « allouée par le tribunal »,

(iv) les paragraphes 36(2) et (3) de cette loi s'appliquent dès lors comme si les mots « de la détermination par arbitrage » étaient substitués aux mots « du prononcé du jugement »,

(v) le paragraphe 36(5) de cette loi s'applique dès lors comme si les mots « tribunal d'arbitrage » étaient substitués aux mots « tribunal »;

e) aucune preuve de tout ce qui s'est dit ou d'un aveu fait au cours d'une négociation en vertu du présent paragraphe n'est admissible dans des procédures engagées devant un tribunal pour le recouvrement de l'indemnité payable à l'organisation inuit désignée ou devant un tribunal d'arbitrage constitué en application du chapitre 38 de l'Accord pour fixer le montant de l'indemnité.

(5) Le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation* peut, par règlement, fixer le montant des frais payables pour l'expropriation et le taux d'intérêt applicable.

Fixation des frais

Debt due to
Her Majesty

(6) The fees or charges referred to in subsection (5) are a debt due to Her Majesty in right of Canada by the applicant or licensee, and shall bear interest at the prescribed rate from the date they are payable.

Security

(7) The appropriate minister in relation to Part I of the *Expropriation Act* may require the applicant or licensee to provide security, in an amount determined by that minister and subject to any terms and conditions that the minister may specify, for the payment of any fees or charges that are or may become payable under this section.

Mitigation of
damages —
enforcement
of undertaking

(8) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a person interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the lands, and

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or interested person accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act* and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

Registration

(9) A copy of the document evidencing the permission granted by the Minister under subsection (1), certified as such by the Chairperson of the Board, shall be deposited with the registrar of land titles for the registration district in which the affected lands are situated.

Duties of
registrars of
deeds

(10) The provisions of section 43 of the *National Energy Board Act* relating to plans, profiles and books of reference deposited with registrars of deeds under that Act and the duties of registrars of deeds with respect thereto, in so far as they are reasonably applicable and not inconsistent with this Part, apply in respect of copies of documents deposited under subsection (9).

(6) Les frais constituent une créance de Sa Majesté du chef du Canada à la charge du demandeur ou du titulaire de permis et portent intérêt, au taux réglementaire, depuis la date où ils sont payables.

Créance de
Sa Majesté

(7) Le ministre compétent aux termes de la partie I de la *Loi sur l'expropriation* peut exiger que le demandeur ou le titulaire de permis fournisse une sûreté, selon le montant et les autres modalités que le ministre détermine, garantissant le paiement des frais payables en application du présent article.

Sûreté

(8) Lorsque le demandeur ou le titulaire d'un permis, pour atténuer un préjudice ou dommage causé ou susceptible d'être causé à une terre lors de l'expropriation, prend l'un ou l'autre des engagements ci-après, si l'engagement est accepté par le propriétaire ou l'intéressé, l'alinéa 28(1)b) de la *Loi sur l'expropriation* s'y applique et l'Office peut en assurer l'exécution comme s'il s'agissait d'une condition d'obtention du permis :

a) abandonner ou accorder au propriétaire de la terre ou à l'intéressé une partie de ses terres ou des terres dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou une priorité relative à ces terres;

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de cet intéressé.

Convention
entre les
parties

(9) Copie du document attestant l'autorisation accordée par le ministre en application du paragraphe (1), certifiée conforme par le président de l'Office, est remise au responsable de l'enregistrement des titres de biens-fonds pour la circonscription dans laquelle est située la terre visée.

Enregistrement

(10) Les dispositions de l'article 43 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* concernant, d'une part, les plans, profils et livres de renvoi confiés par cette loi aux directeurs de l'Enregistrement et, d'autre part, les fonctions de ces personnes à cet égard s'appliquent, dans la mesure où elles le peuvent et ne sont pas incompatibles avec la présente partie, aux copies déposées en application du paragraphe (9).

Fonctions des
directeurs de
l'Enregistrement

Exceptions	(11) This section does not apply in respect of lands in Nunavut that are vested in Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada has power to dispose.	(11) Le présent article ne s'applique pas aux terres du Nunavut dévolues à Sa Majesté du chef du Canada ou dont le gouvernement fédéral a le pouvoir de disposer.	Exceptions
Expropriation subject to Agreement	(12) The expropriation of Inuit-owned land under this section is subject to the terms of Part 9 of Article 21 of the Agreement.	(12) L'expropriation d'une terre inuit en application du présent article est assujettie à la partie 9 du chapitre 21 de l'Accord.	Priorité de l'Accord
Public register	Public Register 78. (1) The Board shall maintain at its main office, in the form prescribed by the regulations, a register convenient for use by the public, in which shall be entered, with respect to each application filed with the Board and with respect to each licence issued by it, such information as is prescribed by the regulations.	Registre public 78. (1) L'Office tient à son siège, en la forme réglementaire, un registre accessible au public et dans lequel sont portés, pour chaque demande qu'il reçoit et pour chaque permis, les renseignements réglementaires.	Registre public
Register to be open to inspection	(2) The register shall be open to inspection by any person, during normal business hours of the Board, on payment of the fee prescribed by the regulations.	(2) Toute personne peut, sur paiement des droits réglementaires, consulter, pendant les heures de bureau de l'Office, le registre tenu en application du présent article.	Consultation du registre
Copies of contents of register	(3) The Board shall, on request and on payment of the fee fixed by the Board, make available copies of information contained in the register.	(3) L'Office fournit, sur demande et sur paiement des droits fixés par lui, copie des renseignements contenus au registre.	Copies d'extraits du registre
Reasons for decisions	Decisions 79. (1) The Board shall issue, and make available to the public, written reasons for its decisions relating to any licence or application.	Décisions 79. (1) L'Office motive par écrit et met à la disposition du public toutes les décisions qu'il prend dans le cadre d'une affaire concernant un permis ou une demande.	Motifs
Copies of decisions to parties	(2) The Board shall send a copy of its decision and the reasons for it (a) to the applicant or licensee; (b) where the affected waters are ones in respect of which section 63 applies, to the designated Inuit organization; and (c) to any other person with a right to compensation under section 58 or 60.	(2) Il fait tenir copie de la décision et de ses motifs : a) au demandeur ou au titulaire du permis visé; b) lorsque l'article 63 s'applique aux eaux visées, à l'organisation inuit désignée; c) à toute personne ayant droit à une indemnité au titre des articles 58 ou 60.	Copie aux intéressés
Decisions final	80. Except as provided in this Part, every decision of the Board is final.	80. Sous réserve des autres dispositions de la présente partie, les décisions de l'Office sont définitives.	Caractère définitif
Appeal to Federal Court	81. (1) An appeal may be taken from a decision of the Board to the Federal Court on a question of law, or a question of jurisdiction, on leave being obtained from that Court on application made within forty-five days after the making of that decision or within such	81. (1) Il peut être interjeté appel des décisions de l'Office à la Cour fédérale sur toute question de droit ou de compétence, sur autorisation de la cour à cet effet, obtenue sur demande présentée dans les quarante-cinq jours qui suivent le prononcé de la décision	Appel à la Cour fédérale

further time as that Court or a judge of that Court allows under special circumstances.

Time limit

(2) No appeal may be proceeded with unless it is entered in the Federal Court within sixty days after the making of the order granting leave to appeal.

DIVISION 3

GENERAL

Regulations and Orders

Regulations

82. (1) The Governor in Council may, on the recommendation of the Minister, make regulations

- (a) establishing water management areas in Nunavut consisting of river basins or other geographical areas;
- (b) for the purposes of paragraphs (b) to (d) of the definition “waste” in section 4,
 - (i) specifying substances and classes of substances,
 - (ii) prescribing quantities or concentrations of substances and classes of substances, and
 - (iii) describing treatments of or changes to water;

(c) authorizing the use without a licence of waters in Nunavut, except in a national park, for the purpose, in the quantity, at the rate, during the period and subject to the conditions specified in the regulations;

(d) authorizing the deposit of waste without a licence in Nunavut, except in a national park, and specifying the conditions of the deposit, including the quantities, concentration and types of waste that may be deposited;

(e) prescribing the manner in which a report under subsection 12(3) is to be made;

(f) on the advice of the Board or after consultation with the Board, exempting any class of applications in relation to licences from the requirement of a public hearing;

(g) prescribing the criteria to be applied by the Board in determining, on an application

attaquée, ou dans le délai supplémentaire que la cour ou un juge de celle-ci accorde dans des circonstances spéciales.

(2) L’appel n’est recevable que s’il est formé dans les soixante jours qui suivent la date de l’ordonnance autorisant l’appel.

Délai

SECTION 3

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Règlements et décrets

82. (1) Le gouverneur en conseil peut, sur la recommandation du ministre, par règlement :

- a) constituer des zones de gestion des eaux au Nunavut, chacune correspondant à un bassin fluvial ou à quelque autre entité géographique;
- b) pour l’application des alinéas b) à d) de la définition de « déchet », à l’article 4 :
 - (i) désigner des substances et catégories de substances,
 - (ii) fixer les quantités ou concentrations limites de substances ou de catégories de substances,
 - (iii) désigner des modes de traitement et de transformation de l’eau;
- c) autoriser l’utilisation, sans permis, des eaux du Nunavut — à l’exclusion des parcs nationaux — aux fins prévues et dans les conditions ou les limites — de quantité, de régime ou de temps — fixées;
- d) autoriser le rejet de déchets sans permis au Nunavut — à l’exclusion des parcs nationaux — et déterminer les conditions du rejet, notamment les quantités, concentrations et types de déchets pouvant être rejettés;
- e) déterminer les modalités de la déclaration prévue au paragraphe 12(3);
- f) sur la recommandation de l’Office ou après consultation de celui-ci, exempter une catégorie de demandes relatives aux permis de la tenue d’une enquête publique;
- g) déterminer les critères à suivre par l’Office pour décider si l’activité projetée requiert un permis de type A ou de type B;

Règlements

for a licence, whether the proposed use of waters or deposit of waste requires a type A or a type B licence;

(h) prescribing what constitutes a material conflict of interest for the purpose of subsection 23(1);

(i) in relation to the security referred to in subsection 76(1),

(i) prescribing the form and nature of the security and the terms and conditions on which it is to be furnished and maintained, and

(ii) prescribing the amount of the security or the manner of determining the amount of the security or authorizing the Board to fix that amount in accordance with the regulations;

(j) prescribing water quality standards in Nunavut, except in a national park;

(k) prescribing effluent standards in Nunavut, except in a national park;

(l) prescribing standards for the design, construction, operation and maintenance of works used in relation to appurtenant undertakings;

(m) prescribing the fees to be paid

(i) for the right to use waters or deposit waste in waters under a licence,

(ii) for the filing of any application with the Board, and

(iii) for inspection of the register maintained under section 78;

(n) prescribing the times at which and the manner in which the fees prescribed under paragraph (m) shall be paid;

(o) requiring persons who use waters or deposit waste in waters in Nunavut, except in a national park, to maintain books and records for the proper enforcement of this Part, and to submit to the Board, on a monthly, quarterly, semi-annual or annual basis, reports containing specified information on any of their operations;

(p) requiring persons who deposit waste in waters in Nunavut, except in a national

h) déterminer ce qui constitue un conflit d'intérêts important au sens du paragraphe 23(1);

i) déterminer la nature, les conditions et la forme de la sûreté prévue au paragraphe 76(1), et en régir le montant, notamment en habilitant l'Office à fixer celui-ci dans les limites réglementaires;

j) fixer les normes de qualité des eaux pour le Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux;

k) fixer les normes relatives aux effluents pour le Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux;

l) fixer les normes de conception, de construction, d'exploitation et d'entretien des ouvrages utilisés dans le cadre des entreprises principales;

m) fixer les droits à payer pour :

(i) le droit d'utiliser les eaux ou d'y rejeter des déchets conformément à un permis,

(ii) le dépôt des demandes auprès de l'Office,

(iii) la consultation du registre tenu en application de l'article 78;

n) déterminer les modalités, de temps ou autres, de paiement des droits réglementaires;

o) enjoindre aux personnes qui utilisent les eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — ou y rejettent des déchets de tenir les livres et registres nécessaires à l'application de la présente partie et de produire auprès de l'Office les rapports mensuels, trimestriels, semestriels ou annuels contenant les renseignements réglementaires sur leurs activités;

p) enjoindre aux personnes qui rejettent des déchets dans les eaux du Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — de fournir, pour analyse, des échantillons de ces déchets à l'Office ou d'en faire l'analyse elles-mêmes et d'en communiquer les résultats à celui-ci;

park, to submit representative samples of the waste to the Board for analysis or to analyse representative samples and submit the results to the Board;

(q) respecting the taking of representative samples of waters or waste and respecting the method of analysing those samples;

(r) prescribing the form of the register to be maintained under section 78 and the information to be entered in it;

(s) respecting the duties of persons designated as analysts under section 85; and

(t) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Part.

**Concurrence
of Board**

(2) For the purposes of paragraphs (1)(a), (c) and (d), the recommendation of the Minister is subject to the concurrence of the Board.

**Consultation
with the
Board**

(3) For the purposes of paragraph (1)(b), the recommendation of the Minister shall be made after consultation with the Board.

**Variation in
regulations**

(4) Regulations made under subsection (1) may vary, among water management areas established under paragraph (1)(a), according to the use of waters, the purpose of that use and the quantity and rate of flow of waters used, and the quantities, concentrations and types of waste deposited or any other criteria.

**Reservation of
water rights**

83. (1) The Governor in Council may, by order, direct the Board not to issue licences permitting the use of, or the deposit of waste directly or indirectly into, any waters specified in the order, or may prohibit a use of waters or a deposit of waste that would otherwise be authorized under paragraph 82(1)(c) or (d)

(a) in order to enable comprehensive evaluation and planning to be carried out with respect to those waters, including planning by the Nunavut Planning Commission; or

(b) where the use of those waters or the maintenance of their quality is required in connection with an undertaking that is, in the opinion of the Governor in Council, in the public interest.

q) régir le prélèvement et la méthode d'analyse d'échantillons d'eau ou de déchets;

r) déterminer la forme du registre que doit tenir l'Office au titre de l'article 78 et les renseignements à y porter;

s) régir les pouvoirs et fonctions des analystes désignés au titre de l'article 85;

t) d'une façon générale, prendre toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie.

**Approbation
de l'Office**

(2) Pour l'application des alinéas (1)a), c) et d), la recommandation du ministre est subordonnée à l'approbation de l'Office.

**Consultation
de l'Office**

(3) Pour l'application de l'alinéa (1)b), la recommandation du ministre est faite après consultation de l'Office.

**Variation des
règlements**

(4) Les règlements pris en application du paragraphe (1) peuvent varier selon les zones de gestion des eaux constituées sous le régime de l'alinéa (1)a), en fonction de critères tels que la forme d'utilisation des eaux, le but de l'utilisation ou la quantité ou le régime utilisés, ou encore la quantité, la concentration et le type de déchets rejetés.

**Réserve à
l'égard de
droits
d'utilisation**

83. (1) Le gouverneur en conseil peut, par décret, ordonner à l'Office de ne pas délivrer de permis relativement à telle activité concernant les eaux désignées dans le décret, ou interdire telle activité dont l'exercice sans permis serait par ailleurs autorisé par les règlements d'application des alinéas 82(1)c) ou d) :

a) soit afin de permettre l'étude et la planification détaillées de l'utilisation de ces eaux, notamment la planification par la Commission d'aménagement;

b) soit dans les cas où l'utilisation de ces eaux, ou le maintien de leur qualité, sont requis à l'égard d'une entreprise déterminée qui est, à son avis, d'intérêt public.

Licences of no effect	(2) A licence issued in contravention of an order made under subsection (1) is of no force or effect.	(2) Le permis délivré à l'encontre du décret pris en application du paragraphe (1) est nul et non avenu.	Délivrance en contravention du décret
Recommendations to Minister	84. The Board may, and at the request of the Minister shall, make such recommendations to the Minister as it considers appropriate concerning any matter in respect of which the Governor in Council is authorized by section 82 or 83 to make regulations or orders.	84. L'Office fait au ministre, à la demande de ce dernier ou de sa propre initiative, les recommandations qu'il estime opportunes sur toute question à l'égard de laquelle les articles 82 et 83 autorisent le gouverneur en conseil à prendre des règlements ou décrets.	Recommendations au ministre
Inspectors and analysts	Enforcement 85. (1) The Minister may designate any qualified person as an inspector or analyst for the purposes of this Part.	Contrôle d'application 85. (1) Le ministre peut désigner toute personne qualifiée à titre d'inspecteur ou d'analyste pour l'application de la présente partie.	Inspecteurs et analystes
Certificate to be produced	(2) The Minister shall furnish every inspector with a certificate of designation as an inspector, and an inspector shall, if so requested, produce the certificate to the person in charge of any place entered by the inspector.	(2) Chaque inspecteur reçoit du ministre un certificat attestant sa qualité; il le présente, sur demande, au responsable du lieu.	Production du certificat
Powers of inspection	86. (1) For the purpose of ensuring compliance with this Part, the regulations or a licence, an inspector may, subject to subsection (3), at any reasonable time, (a) enter any place in Nunavut in which the inspector believes, on reasonable grounds, (i) a work is being constructed that, on completion, will form part of an appurtenant undertaking, or (ii) any alteration or extension is being carried out on a work that forms part of an appurtenant undertaking; (b) conduct such inspections of a work described in paragraph (a) as the inspector considers necessary in order to determine (i) whether plans and specifications forming part of an application for a licence, filed with the Board by the person constructing the work, are being complied with, or (ii) whether the alteration or extension of the work is likely to result in a contravention of any condition of a licence; and (c) enter any place in Nunavut, except in a national park, in which the inspector believes, on reasonable grounds, that (i) waters are being used,	86. (1) Dans le but de faire observer la présente partie et ses règlements ou un permis, l'inspecteur peut, à toute heure convenable et sous réserve du paragraphe (3) : a) procéder à la visite de tout lieu au Nunavut s'il a des motifs raisonnables de croire que des travaux y sont en cours, soit pour la construction d'ouvrages destinés à servir dans le cadre d'une entreprise principale, soit pour la modification ou l'agrandissement de tels ouvrages; b) examiner, au besoin, des ouvrages visés à l'alinéa a) afin de vérifier si des plans et des devis faisant partie d'une demande de permis présentée à l'Office par le constructeur sont respectés, ou si la modification ou l'agrandissement de ces ouvrages est susceptible d'entraîner la contravention d'une condition du permis; c) procéder à la visite de tout autre lieu au Nunavut — à l'exclusion d'un parc national — s'il a des motifs raisonnables de croire que des eaux y sont utilisées, que s'y effectue — ou s'y est effectuée — une opération qui produit — ou risque de produire — des déchets, ou que s'y trouvent des déchets qui risquent d'être ajoutés à des eaux, et examiner les ouvrages qui s'y	Pouvoirs de visite de l'inspecteur

Books,
records or
documents

Exception for
dwelling-place

Assistance to
inspectors

Remedial
measures

(ii) there is being or has been carried out any process that may produce or has produced waste, or

(iii) there is any waste that may be added to waters,

and, in that place, examine any works, waters or waste, open any container that the inspector believes, on reasonable grounds, contains any waters or waste, and take samples of any such waters or waste.

(2) An inspector who enters any place under subsection (1) may examine and copy any books, records or documents in that place that the inspector believes, on reasonable grounds, contain any information relating to the object of the inspection or examination under that subsection.

(3) An inspector may not enter a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place.

(4) The owner or person in charge of any place referred to in this section and every person found in the place shall give an inspector all reasonable assistance to enable the inspector to carry out the inspector's functions under this Part, and shall furnish the inspector with such information for purposes of the administration of this Part as the inspector may reasonably request.

87. (1) An inspector may direct any person to take such reasonable measures as the inspector may specify, including the cessation of an activity, to prevent the use of waters or the deposit of waste or the failure of a work related to the use of waters or the deposit of waste, or to counteract, mitigate or remedy the resulting adverse effects, where the inspector believes, on reasonable grounds,

(a) that

(i) waters have been or may be used in contravention of subsection 11(1) or of a condition of a licence,

(ii) waste has been or may be deposited in contravention of subsection 12(1) or of a condition of a licence, or

trouvent, les eaux et tous déchets, ou ouvrir tout contenant s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des eaux ou des déchets, et en prélever des échantillons.

(2) L'inspecteur qui procède légalement à une visite visée au paragraphe (1) peut examiner et reproduire, en tout ou en partie, tout livre ou autre document se trouvant sur les lieux, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des renseignements sur l'objet de la visite.

(3) L'inspecteur ne peut s'autoriser des alinéas (1)a) ou c) pour visiter un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme habitation.

(4) Le propriétaire ou le responsable du lieu visité, ainsi que quiconque s'y trouve, sont tenus de prêter à l'inspecteur toute l'assistance possible dans l'exercice de ses fonctions et de lui fournir les renseignements qu'il peut valablement exiger pour l'application de la présente partie.

Examen de
livres et
documents

Lieu
d'habitation

Assistance à
l'inspecteur

Réparation

87. (1) L'inspecteur peut ordonner la prise des mesures qu'il juge raisonnable d'imposer, notamment la cessation de toute activité, pour empêcher l'utilisation des eaux, le rejet de déchets ou une défaillance attribuable à l'utilisation des eaux ou au rejet de déchets, ou encore pour en neutraliser, atténuer ou réparer les effets nuisibles, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, que :

(i) soit les eaux ont été utilisées — ou risquent de l'être — en contravention du paragraphe 11(1) ou d'une condition d'un permis,

(ii) soit des déchets ont été rejettés — ou risquent de l'être — en contravention du paragraphe 12(1) ou d'une condition d'un permis,

Report to Minister

Review by Minister

Powers of inspector

Recovery of Her Majesty's costs

Obstruction

False statements

Where work closed or abandoned

(iii) there has been, or may be, a failure of a work related to the use of waters or the deposit of waste, whether or not there has been compliance with any standards prescribed by the regulations or imposed by a licence; and

(b) that the adverse effects of that use, deposit or failure are causing, or may cause, a danger to persons, property or the environment.

(2) The inspector shall advise the Minister and the Board of any direction given under subsection (1).

(3) Where an inspector gives a direction to a person under subsection (1), the Minister may, and if so requested by the person shall, review the direction without delay, and after completion of the review may alter or revoke the direction.

(4) Where a person fails to comply with a direction given under subsection (1), the inspector may take the measures referred to in that subsection and may, for that purpose, enter any place in Nunavut, other than a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place.

(5) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada under subsection (4) that is not recoverable from the security furnished and maintained under section 76 may be recovered as a debt due to Her Majesty from the person to whom the direction was given.

88. (1) No person shall wilfully obstruct or otherwise interfere with an inspector in the carrying out of functions under this Part.

(2) No person shall knowingly make a false or misleading statement, either orally or in writing, to an inspector or other person engaged in carrying out functions under this Part.

89. (1) Where the Minister believes, on reasonable grounds, that

(a) a person has closed or abandoned, temporarily or permanently, a work related

(iii) soit il y a eu — ou risque d'y avoir — défaillance d'un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au rejet de déchets, même en l'absence de contravention des normes fixées par règlement ou par un permis;

b) d'autre part, que les effets nuisibles de l'utilisation, du rejet ou de la défaillance entraînent — ou risquent d'entraîner — un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

(2) Il fait rapport au ministre et à l'Office au sujet des mesures qu'il a ordonnées.

Rapport au ministre

Révision par le ministre

Pouvoirs de l'inspecteur

Recouvrement des frais

(4) Dans le cas où une personne ne se conforme pas à l'ordre, l'inspecteur peut prendre lui-même les mesures qui s'imposent et pénétrer à cette fin dans tout lieu au Nunavut qui n'est pas conçu ni utilisé de façon temporaire ou permanente comme habitation.

(5) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (4) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut, faute de pouvoir être fait sur la sûreté visée à l'article 76, être poursuivi contre l'intéressé.

88. (1) Il est interdit de gêner ou d'entraver volontairement l'action de l'inspecteur dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

(2) Il est interdit de faire sciemment, oralement ou par écrit, une déclaration fausse ou trompeuse à l'inspecteur ou à qui que ce soit d'autre dans l'exercice des fonctions que lui confère la présente partie.

Entrave

Fausses déclarations

Fermeture ou abandon d'un ouvrage

89. (1) Le ministre peut prendre les mesures nécessaires pour empêcher, neutraliser, atténuer ou réparer tout effet nuisible sur les personnes, les biens ou l'environnement et, à

to the use of waters or the deposit of waste in Nunavut, except in a national park, and

(b) either

(i) the person has contravened any condition of a licence or any provision of this Part or the regulations, whether or not the condition or provision relates to the closure or abandonment, or

(ii) the past operation of the work or its closure or abandonment may cause a danger to persons, property or the environment,

the Minister may take any reasonable measures to prevent, counteract, mitigate or remedy any resulting adverse effect on persons, property or the environment and may, for that purpose, enter any place in Nunavut, other than a place that is designed to be used and is being used as a permanent or temporary private dwelling-place.

Recovery of
Her Majesty's
costs

(2) Any portion of the reasonable costs incurred by Her Majesty in right of Canada under subsection (1) that is not recoverable from the security furnished and maintained under section 76 may be recovered as a debt due to Her Majesty from the person who closed or abandoned the work, to the extent that the incurring of those costs resulted from a contravention of a condition or provision referred to in subparagraph (1)(b)(i).

Principal
offences

Offences and Punishment

90. (1) Any person who contravenes subsection 11(1) or section 12, or fails to comply with subsection 11(3) or with a direction given by an inspector under subsection 87(1), is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

(2) A licensee holding a type A licence who

- (a) contravenes any condition of the licence, where the contravention does not constitute an offence under section 91, or
- (b) fails, without reasonable excuse, to furnish or maintain security as required under subsection 76(1)

Type A
licences

cette fin, entrer dans tout lieu au Nunavut, à l'exclusion d'un lieu conçu et utilisé de façon temporaire ou permanente comme habitation, s'il a des motifs raisonnables de croire :

a) d'une part, qu'un ouvrage lié à l'utilisation des eaux ou au rejet de déchets au Nunavut — à l'exclusion d'un parc national — a été fermé ou abandonné, de façon temporaire ou permanente;

b) d'autre part, que :

(i) soit la personne responsable de la fermeture ou de l'abandon ne s'est pas conformée à une condition d'un permis ou à une disposition de la présente partie ou de ses règlements, que la disposition ou la condition concerne ou non la fermeture ou l'abandon,

(ii) soit l'exploitation antérieure de l'ouvrage ou sa fermeture ou son abandon risque d'entraîner un danger pour les personnes, les biens ou l'environnement.

(2) Les frais engagés par Sa Majesté du chef du Canada au titre du paragraphe (1) constituent une créance de Sa Majesté dont le recouvrement peut, faute de pouvoir être fait sur la sûreté visée à l'article 76, être poursuivi contre la personne visée au sous-alinéa (1)b)(i).

Recouvrement
des frais

Infractions et peines

90. (1) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, quiconque contrevient aux paragraphes 11(1) ou (3), à l'article 12 ou aux ordres donnés par l'inspecteur en vertu du paragraphe 87(1).

(2) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 100 000 \$ et un emprisonnement maximal d'un an, ou l'une de ces peines, le titulaire d'un permis de type A :

Infractions
principales

Permis de
type A

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$100,000 or to imprisonment for a term not exceeding one year, or to both.

Type B licences

(3) A licensee holding a type B licence who

- (a) contravenes any condition of the licence, where the contravention does not constitute an offence under section 91, or
- (b) fails, without reasonable excuse, to furnish or maintain security as required under subsection 76(1)

is guilty of an offence and liable on summary conviction to a fine not exceeding \$15,000 or to imprisonment for a term not exceeding six months, or to both.

Continuing offences

(4) Where an offence under this section is committed on or continued for more than one day, it is deemed to be a separate offence for each day on which it is committed or continued.

Other offences

91. Any person is guilty of an offence punishable on summary conviction who

- (a) contravenes subsection 86(4) or section 88, or any regulations made under paragraph 82(1)(o), (p) or (q); or
- (b) wilfully obstructs or otherwise interferes with a licensee or any person acting on behalf of a licensee in the exercise of the licensee's rights under this Part, except as authorized under this or any other Act of Parliament.

Limitation period

92. Proceedings in respect of an offence under this Part may not be instituted later than two years after the time when the subject-matter of the proceedings arose.

Action to enjoin not prejudiced by prosecution

93. (1) Notwithstanding that a prosecution has been instituted in respect of an offence under section 90, the Attorney General of Canada may commence and maintain proceedings to enjoin conduct that constitutes an offence under that section.

a) qui contrevient aux conditions du permis si la contravention ne constitue pas une infraction aux termes de l'article 91;

b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la sûreté prévue au paragraphe 76(1).

(3) Commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire, une amende maximale de 15 000 \$ et un emprisonnement maximal de six mois, ou l'une de ces peines, le titulaire d'un permis de type B :

- a) qui contrevient aux conditions du permis si la contravention ne constitue pas une infraction aux termes de l'article 91;
- b) qui, sans excuse légitime, néglige de fournir et de maintenir la sûreté prévue au paragraphe 76(1).

(4) Il est compté une infraction distincte pour chacun des jours au cours desquels se commet ou se continue toute infraction définie au présent article.

Permis de type B

Infractions continues

Autres infractions

91. Commet une infraction punissable sur déclaration de culpabilité par procédure sommaire quiconque :

- a) contrevient au paragraphe 86(4) ou à l'article 88 ou à un règlement pris au titre des alinéas 82(1)o, p) ou q);
- b) sauf dans la mesure permise par la présente partie ou une autre loi fédérale, gêne ou entrave volontairement et de quelque façon l'action d'un titulaire de permis ou de quiconque agit en son nom dans l'exercice des droits que lui confère la présente partie.

92. Les poursuites visant une infraction à la présente partie se prescrivent par deux ans à compter de la perpétration.

Prescription

Injonction prise par le procureur général

93. (1) Même après l'ouverture de poursuites visant une infraction définie à l'article 90, le procureur général du Canada peut engager des procédures en vue de faire cesser la cause de cette infraction.

Civil remedy
not affected

(2) No civil remedy for any act or omission is affected because the act or omission is an offence under this Part.

Certificate of
analyst

94. (1) Subject to this section, a certificate purporting to be signed by an analyst, stating that the analyst has analysed or examined a sample submitted by an inspector and giving the results of the analysis or examination,

(a) is admissible in evidence in any prosecution under this Part; and

(b) in the absence of evidence to the contrary, is proof of its contents without proof of the signature or the official character of the signatory.

Attendance of
analyst

(2) A party against whom a certificate of an analyst is produced under subsection (1) may, with leave of the court, require the attendance of the analyst for the purposes of cross-examination.

Notice

(3) No certificate shall be admitted in evidence under subsection (1) unless the party intending to produce it has given to the party against whom it is intended to be produced reasonable notice of that intention, together with a copy of the certificate.

(2) La qualification d'un acte ou d'une omission à titre d'infraction à la présente partie ne fait obstacle à aucun recours civil.

Recours
civils

94. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, le certificat paraissant signé par l'analyste, où il est déclaré que celui-ci a étudié tel échantillon que lui a remis l'inspecteur et où sont donnés ses résultats, est admissible en preuve dans les poursuites engagées en vertu de la présente partie et, sauf preuve contraire, fait foi de son contenu sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou la qualité officielle du signataire.

Certificat de
l'analyste

(2) La partie contre laquelle est produit le certificat peut, avec l'autorisation du tribunal, exiger la présence de l'analyste pour le contre-interroger.

Présence de
l'analyste

(3) Le certificat n'est recevable en preuve que si la partie qui entend le produire donne à la partie qu'elle vise un préavis suffisant de son intention, accompagné d'une copie du certificat.

Préavis

PART 2

NUNAVUT SURFACE RIGHTS TRIBUNAL

Interpretation

Definitions

95. The definitions in this section apply in this Part.

“flora”
“espèces
végétales”

“flora” means terrestrial and aquatic flora and any of their parts or products. It does not include trees suitable for commercial production of lumber or other building materials except where such trees are required by Inuit for local use, land-based activities or handicraft production.

“harvesting”
“exploitation”

“harvesting” means, in relation to wildlife, reduction into possession and includes hunting, trapping, fishing as defined in section 2 of the *Fisheries Act*, netting, eggng, picking, collecting, gathering, spearing, killing, capturing or taking by any means.

PARTIE 2

TRIBUNAL DES DROITS DE SURFACE DU NUNAVUT

Définitions

Definitions

95. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente partie.

“espèces végétales”
“flora”

« espèces végétales » Les espèces végétales terrestres et aquatiques, ainsi que leurs parties et les produits qui en sont tirés. Sont toutefois exclus les arbres convenant à la production commerciale de bois ou d'autres matériaux de construction, sauf dans la mesure où ils sont utilisés par les Inuit à des fins locales, dans le cadre d'activités fondées sur les ressources de la terre ou pour la production artisanale.

“exploitation”
“harvesting”

« exploitation » Relativement aux ressources fauniques, toute activité d'appropriation, notamment la chasse, le piégeage, la pêche au sens de l'article 2 de la *Loi sur les pêches*,

“Tribunal”
« Tribunal »

“wildlife”
« ressources
fauniques »

“Tribunal” means the Nunavut Surface Rights Tribunal established by section 99.

“wildlife”

- (a) means terrestrial, aquatic, avian and amphibian fauna in their wild state and any of their parts or products; and
- (b) subject to subsection 152(2), includes flora.

la capture, la cueillette, le ramassage — notamment des oeufs —, le harponnage, l’abattage ou la prise par quelque moyen que ce soit.

« ressources fauniques » L’ensemble des animaux sauvages terrestres, aquatiques, aviaires et amphibiens, ainsi que leurs parties et les produits qui en sont tirés; sous réserve du paragraphe 152(2), y sont assimilées les espèces végétales.

« Tribunal » Le Tribunal des droits de surface du Nunavut, constitué par l’article 99.

« ressources
fauniques »
“wildlife”

« Tribunal »
“Tribunal”

General Provisions

Review

96. The Minister shall review the provisions of this Part, except those provisions that implement obligations under the Agreement, with the representatives of any aboriginal group that is negotiating, in relation to Nunavut, a land claim, the implementation of a treaty or self-government in order to determine whether the provisions under review are inconsistent with the matters being negotiated and, if so, whether those provisions should be amended.

Access with
consent

97. (1) For greater certainty, except where otherwise provided in the Agreement, no persons, other than Inuit, may enter, cross or remain on Inuit-owned land without the consent of the designated Inuit organization.

Effect of entry
order

(2) Neither the issuance of an entry order by the Tribunal nor any term or condition of such an entry order has the effect of exempting the person to whom the entry order is issued from any obligation, restriction or prohibition imposed by an Act of Parliament, including an obligation, restriction or prohibition set out in the Agreement, or by an instrument made or issued under an Act of Parliament.

Dispositions générales

Revue

96. Dans le cadre de la négociation, avec un groupe autochtone, d'accords touchant le Nunavut et portant sur des revendications territoriales, sur la mise en oeuvre de traités ou sur l'autonomie gouvernementale, il incombe au ministre d'examiner avec les représentants de ce groupe l'application des dispositions de la présente partie — à l'exclusion de celles qui mettent en oeuvre des obligations découlant de l'Accord — afin de déterminer si ces dispositions doivent être modifiées à la lumière d'un tel accord.

Accès
subordonné
au
consentement

97. (1) Sauf disposition contraire de l'Accord, il est entendu que nul autre qu'un Inuk ne peut, sans le consentement de l'organisation inuit désignée, entrer sur une terre inuit, la traverser ou y séjourner.

Effets de
l'ordonnance
relative à
l'entrée

(2) Ni la délivrance par le Tribunal d'une ordonnance relative à l'entrée, ni les dispositions de cette ordonnance n'ont pour effet de soustraire le titulaire à l'application de quelque exigence, restriction ou prohibition prévue par l'Accord ou par une loi fédérale ou ses textes d'application.

Her Majesty

Binding on
Her Majesty

98. This Part is binding on Her Majesty in right of Canada or a province.

Sa Majesté

Obligation de
Sa Majesté

98. La présente partie lie Sa Majesté du chef du Canada ou d'une province.

DIVISION 1

SECTION 1

ESTABLISHMENT AND ORGANIZATION OF TRIBUNAL

MISE EN PLACE DU TRIBUNAL

Tribunal Established

Constitution

Establishment

99. (1) There is hereby established the Nunavut Surface Rights Tribunal consisting of a Chairperson and not fewer than two nor more than ten other members to be appointed by the Minister.

Odd number

(2) The Minister shall make such appointments as are necessary to ensure that an odd number of members holds office at any time.

Residency qualification

100. (1) At least two of the members shall be resident in Nunavut.

Effect of ceasing to be resident

(2) If the Minister determines that a member has ceased to be resident in Nunavut and that the condition imposed by subsection (1) is not satisfied, the appointment of the member is terminated as of the date on which the member receives written notification from the Minister that the determination has been made.

Term of office

101. (1) A member shall be appointed to hold office for a term not exceeding three years.

Acting after expiry of term

(2) If the term of a member expires before the member has made a decision in a matter for which a hearing is held, the member may, with the authorization of the Chairperson, continue to act as a member only in relation to that matter until the hearing is concluded and a decision is made. The office of the member is deemed to be vacant as soon as the term expires for the purpose of the appointment of a replacement.

Reappointment

102. A member is eligible to be reappointed to the Tribunal in the same or another capacity.

Duties of Chairperson

103. The Chairperson is the chief executive officer of the Tribunal and has such powers, duties and functions as are prescribed by the by-laws of the Tribunal.

Remuneration and expenses

104. (1) The members of the Tribunal shall receive fair remuneration, as determined by the Minister, for the performance of their duties and shall be paid such travel and living expenses incurred while absent from their

99. (1) Est constitué le Tribunal des droits de surface du Nunavut, composé de trois à onze membres, dont le président, tous nommés par le ministre.

(2) Il incombe au ministre de procéder aux nominations nécessaires pour que les membres soient toujours en nombre impair.

100. (1) Au moins deux membres doivent avoir leur résidence au Nunavut.

(2) Lorsqu'il constate qu'un membre a cessé d'avoir sa résidence au Nunavut et que, de ce fait, la condition prévue au paragraphe (1) n'est plus remplie, le ministre en avise le membre par écrit; le mandat de ce dernier prend fin à la date de réception de l'avis.

101. (1) Les membres occupent leur poste pour une période maximale de trois ans.

(2) Le membre dont le mandat expire au cours de l'instruction d'une affaire peut, avec l'autorisation du président, continuer à exercer ses fonctions à l'égard de cette affaire jusqu'à l'issue de celle-ci; en ce qui concerne la nomination de son remplaçant, la vacance de son poste est réputée survenir dès l'expiration du mandat.

102. Le mandat des membres peut être reconduit, à des fonctions identiques ou non.

103. Le président est le premier dirigeant du Tribunal et exerce les attributions que lui confie celui-ci par règlement administratif.

104. (1) Les membres touchent une juste rémunération fixée par le ministre pour l'exécution de leurs fonctions et sont indemnisés, conformément aux lignes directrices du Conseil du Trésor applicables aux employés

Constitution

Nombre impair

Résidence

Départ du Nunavut

Mandat des membres

Fonctions postérieures au mandat

Reconduction

Fonctions du président

Rémunération et frais

	<p>ordinary place of residence in the course of performing their duties as are consistent with Treasury Board directives for public servants.</p>	<p>de la fonction publique, des frais de déplacement et de séjour faits dans l'exercice de leurs fonctions hors du lieu de leur résidence habituelle.</p>	
<p>Workers' compensation</p>	<p>(2) A member is deemed to be an employee for the purposes of the <i>Government Employees Compensation Act</i> and to be employed in the public service of Canada for the purposes of any regulations made under section 9 of the <i>Aeronautics Act</i>.</p>	<p>(2) Ils sont réputés être agents de l'État pour l'application de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> et être employés au sein de l'administration publique fédérale pour l'application des règlements pris en vertu de l'article 9 de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>.</p>	<p>Indemnisation des accidents du travail</p>
<p>Indemnification of Tribunal members and employees</p>	<p>105. The members and employees of the Tribunal shall be indemnified by the Tribunal against all damages awarded against them, any settlement paid by them with the approval of the Minister and all expenses reasonably incurred by them, in respect of any claim arising out of their functions as members or employees, if those functions were carried out honestly and in good faith with a view to the best interests of the Tribunal.</p>	<p>105. Les membres et le personnel du Tribunal sont indemnisés par ce dernier de tous les dommages-intérêts mis à leur charge en cette qualité et des frais entraînés par toute demande qui leur est adressée en ce sens s'ils ont agi avec intégrité et de bonne foi pour servir au mieux les intérêts du Tribunal. Sont cependant exclues les sommes versées, sans l'agrément du ministre, à la suite d'un règlement amiable.</p>	<p>Indemnisation</p>
<p>Language of business</p>	<p>106. (1) The Tribunal shall conduct its business in both of the official languages of Canada in accordance with the <i>Official Languages Act</i> and any directives of the Minister and, on request by any designated Inuit organization, in Inuktitut.</p>	<p>106. (1) Le Tribunal exerce ses activités dans les deux langues officielles du Canada, conformément à la <i>Loi sur les langues officielles</i> et aux instructions que peut lui adresser le ministre, et, chaque fois qu'une organisation inuit désignée en fait la demande, en inuktitut.</p>	<p>Activités du Tribunal</p>
<p>Translation or interpretation</p>	<p>(2) Subject to subsections 16(1) and (2) of the <i>Official Languages Act</i>, nothing in subsection (1) shall be construed to prevent the use of translation or interpretation services where a member of the Tribunal is otherwise unable to conduct business in Inuktitut or in either official language.</p>	<p>(2) Sous réserve des paragraphes 16(1) et (2) de la <i>Loi sur les langues officielles</i>, le paragraphe (1) n'a pas pour effet d'empêcher l'utilisation de services de traduction et d'interprétation pour pallier la connaissance insuffisante qu'a un membre de l'inuktitut ou de l'une ou l'autre langue officielle.</p>	<p>Traduction et interprétation</p>
<p>Witnesses</p>	<p>(3) The Tribunal has, in any proceedings before it, the duty to ensure that any person giving evidence before it may be heard in Inuktitut or in either official language, and that in being so heard the person will not be placed at a disadvantage by not being heard in another of those languages.</p>	<p>(3) Il incombe au Tribunal de veiller à ce que tout témoin qui comparaît devant lui puisse déposer en inuktitut ou dans l'une ou l'autre des langues officielles sans subir de préjudice du fait qu'il ne s'exprime pas dans une autre de ces langues.</p>	<p>Témoins</p>
<p>Duty to provide simultaneous interpretation</p>	<p>(4) The Tribunal has, in any proceedings before it, the duty to ensure that, at the request of any party to the proceedings, facilities are made available for the simultaneous interpretation of the proceedings, including the evidence given and taken, from Inuktitut into</p>	<p>(4) Il lui incombe également de veiller, sur demande d'une partie, à ce que soient offerts, notamment pour l'audition des témoins, des services d'interprétation simultanée de l'inuktitut ou de l'une ou l'autre langue officielle vers l'une ou l'autre de ces trois langues, selon le cas.</p>	<p>Services d'interprétation</p>

Translation of documents

one of the official languages, from one of the official languages into Inuktitut or from one of the official languages into the other.

(5) The Tribunal has, in any proceedings before it, the duty to provide a translation of any document prepared in Inuktitut or in one of the official languages for the purpose of the proceedings by a party to the proceedings into one or both of the official languages or into Inuktitut or the other official language where necessary to enable another party to the proceedings to understand and deal with the document.

Translation of orders

(6) The Tribunal shall, on the request of a party to any proceedings before it, provide a translation into Inuktitut of any order made in the proceedings, including any reasons given for the order.

Traduction de documents

(5) Lorsque cela est nécessaire pour permettre à une partie de comprendre un document rédigé en inuktitut ou dans l'une ou l'autre langue officielle qui a été produit par une autre partie dans le cadre de l'instance, et d'y donner suite, le Tribunal se charge de lui en fournir la traduction dans les deux autres de ces langues ou dans l'une d'elles, selon le cas.

Décisions

(6) Sur demande de l'une ou l'autre des parties, le Tribunal fournit la traduction en inuktitut de toute ordonnance — exposé des motifs compris — qu'il rend dans le cadre de l'instance.

Head office

Head Office and Meetings

107. The head office of the Tribunal shall be at Iqaluit or at such other place in Nunavut as the Governor in Council may designate.

Siège

Business meetings

108. (1) The meetings of the Tribunal shall be held at such times and at such places as the Tribunal considers necessary or desirable for the proper conduct of its business.

Réunions

Participation by telephone

(2) Subject to the by-laws of the Tribunal, any member may participate in a business meeting by means of telephone or other communications facilities that are likely to enable all persons participating in the meeting to hear each other, and a member so participating is deemed for all purposes of this Part to be present at that meeting.

Participation à distance

Siège et réunions

107. Le siège du Tribunal est fixé à Iqaluit ou en tout autre lieu du Nunavut que désigne le gouverneur en conseil.

108. (1) Le Tribunal tient, aux dates, heures et lieux qu'il détermine, les réunions qu'il estime utiles à la conduite de ses activités.

(2) Sous réserve des règlements administratifs, un membre peut, pour participer à une réunion, utiliser tout moyen technique — notamment le téléphone — de nature à permettre à tous les participants de communiquer oralement entre eux; il est alors réputé, pour l'application de la présente partie, assister à la réunion.

By-laws

By-laws

109. The Tribunal may make by-laws respecting the conduct and management of the internal administrative affairs of the Tribunal, including by-laws respecting the assignment of members to panels of the Tribunal.

Règlements administratifs

Règlements administratifs

109. Le Tribunal peut, par règlement administratif, régir la conduite et la gestion de ses affaires internes, y compris l'affectation des membres aux formations chargées d'instruire les demandes dont il est saisi.

	General Powers	Pouvoirs généraux	
Staff	<p>110. The Tribunal may employ such officers and employees and engage the services of such agents, advisers and experts as are necessary for the proper conduct of its business and may fix the terms and conditions of their employment or engagement and pay their remuneration.</p>	<p>110. Le Tribunal peut s'assurer les services, à titre de membres du personnel, mandataires, conseillers ou experts, des personnes nécessaires à l'exercice de ses activités, fixer leurs conditions d'engagement ou d'emploi et payer leur rémunération.</p>	Personnel
Government facilities and information	<p>111. In exercising its powers or performing its duties or functions, the Tribunal may, where appropriate, use the services and facilities of departments, boards and agencies of the Government of Canada or the Government of Nunavut and may, subject to any other Act of Parliament, obtain from any such department, board or agency any information that is required to exercise those powers or perform those duties or functions.</p>	<p>111. Pour l'exercice de ses pouvoirs et fonctions, le Tribunal peut faire usage, au besoin, des services et installations des ministères et organismes des gouvernements du Canada et du Nunavut; il peut en outre, aux mêmes fins et sous réserve de toute autre loi fédérale, obtenir de ces ministères et organismes les renseignements dont il a besoin.</p>	Services publics et information
Property and contracts	<p>112. (1) The Tribunal may, for the purposes of conducting its business,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) acquire property in its own name and dispose of the property; and (b) enter into contracts in its own name. 	<p>112. (1) Pour l'exercice de ses activités, le Tribunal peut, en son propre nom, conclure des contrats et acquérir et aliéner des biens.</p>	Biens et contrats
Legal proceedings	<p>(2) Actions, suits or other legal proceedings in respect of any right or obligation acquired or incurred by the Tribunal may be brought or taken by or against the Tribunal in its name in any court that would have jurisdiction if the Tribunal were a corporation.</p>	<p>(2) À l'égard des droits et obligations qu'il assume, le Tribunal peut ester en justice sous son propre nom devant toute juridiction qui serait compétente s'il était une personne morale.</p>	Action en justice
	Status	Statut	
Status	<p>113. The Tribunal is an institution of public government but is not an agent of Her Majesty.</p>	<p>113. Le Tribunal est un organisme public non mandataire de Sa Majesté.</p>	Statut
	Financial Provisions	Dispositions financières	
Annual budget	<p>114. (1) The Tribunal shall annually submit a budget for the following fiscal year to the Minister for consideration.</p>	<p>114. (1) Le Tribunal établit annuellement un budget de fonctionnement pour l'exercice suivant et le soumet à l'examen du ministre.</p>	Budget annuel
Accounts	<p>(2) The Tribunal shall maintain books of account and records in relation to them in accordance with accounting principles recommended by the Canadian Institute of Chartered Accountants or its successor.</p>	<p>(2) Il tient les documents comptables nécessaires, en conformité avec les principes comptables recommandés par l'Institut canadien des comptables agréés ou les successeurs ou ayants droit de celui-ci.</p>	Documents comptables
Consolidated financial statements	<p>(3) The Tribunal shall, within such time after the end of each fiscal year as the Minister specifies, prepare consolidated financial statements in respect of that fiscal year in</p>	<p>(3) Dans le délai fixé par le ministre, il établit annuellement, en conformité avec les mêmes principes comptables, des états financiers consolidés; il y inclut les renseignements</p>	États financiers consolidés

	<p>accordance with the accounting principles referred to in subsection (2), and shall include in the consolidated financial statements any information or statements that are required in support of them.</p>	<p>ou documents nécessaires à l'appui de ceux-ci.</p>	
Audit	<p>(4) The accounts, financial statements and financial transactions of the Tribunal shall be audited annually by the Auditor General of Canada. The Auditor General of Canada shall make a report of the audit to the Tribunal and the Minister.</p>	<p>(4) Le vérificateur général du Canada vérifie chaque année les comptes, états financiers et opérations financières du Tribunal, et présente son rapport à celui-ci et au ministre.</p>	Vérification
Annual report	Annual Report	Rapport annuel	
	<p>115. The Tribunal shall, within three months after the end of each fiscal year, submit to the Minister a report on its activities in that year, and shall include in the annual report information on the following matters:</p>	<p>115. Dans les trois mois qui suivent la fin de chaque exercice, le Tribunal présente au ministre son rapport d'activité pour cet exercice. Le rapport annuel fait état de ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) ses activités; b) le nombre de demandes dont il a été saisi; c) les ordonnances qu'il a rendues; d) toute autre question que précise le ministre. 	Rapport annuel
Publication	<p>116. The Tribunal shall publish the annual report.</p>	<p>116. Le Tribunal publie son rapport annuel.</p>	Publication
Negotiations	Jurisdiction of Tribunal	Saisine du Tribunal	
	<p>117. (1) No person may apply to the Tribunal for an order unless the person has attempted to resolve the matter in dispute by negotiation in accordance with the rules made under section 130 or, until such rules have been made, in a manner satisfactory to the Tribunal.</p>	<p>117. (1) La demande portée devant le Tribunal est irrecevable à moins que le demandeur n'ait tenté de négocier un règlement conformément aux règles établies en application de l'article 130 ou, dans le cas où de telles règles n'auraient pas encore été établies, d'une manière jugée satisfaisante par le Tribunal.</p>	Négociations
Resolved matters	<p>(2) The Tribunal may not hear or make an order in respect of any matter that was resolved by negotiation unless the parties consent or it appears, in the opinion of the Tribunal, that there has been a material change in the facts or circumstances that formed the basis of the negotiated resolution.</p>	<p>(2) Le Tribunal ne peut être saisi d'une question déjà réglée par négociation, ni rendre d'ordonnance à cet égard, à moins que les parties n'y consentent ou qu'un changement important ne soit, de l'avis du Tribunal, survenu dans les faits ou circonstances ayant donné lieu au règlement.</p>	Question négociée
Matters not raised	<p>118. The Tribunal may not make an order in respect of a matter that is not raised by any of the parties.</p>	<p>118. Le Tribunal ne peut, dans une ordonnance, statuer sur une question dont il n'a pas été saisi par l'une ou l'autre des parties.</p>	Question non soulevée

Informal and expeditious

Applications and Hearings

Procédure

Règles de preuve

119. An application before the Tribunal shall be dealt with as informally and expeditiously as the circumstances and considerations of fairness permit and, in particular, the Tribunal

- (a) is not bound by any strict rules of evidence;
- (b) may take into account any material it considers relevant;
- (c) shall give due weight to Inuit knowledge of wildlife and the environment; and
- (d) shall, in hearing an application under Division 5, take into account the social, cultural and economic importance of wildlife to Inuit.

General powers of Tribunal

120. The Tribunal has, with respect to the attendance and examination of witnesses, the production and inspection of documents and all other matters necessary or proper in relation to applications before the Tribunal, all the powers, rights and privileges of a superior court.

Parties to a hearing

121. The following are parties to a hearing before the Tribunal:

- (a) the applicant and any other person who may apply for an order in respect of which the hearing is held; and
- (b) the owner of land that would be subject to an order in respect of which the hearing is held and any occupant of that land.

Hearing in absence of party

122. The Tribunal may not hear an application in the absence of any party unless

- (a) that party consents to the holding of the hearing in their absence; or
- (b) notice of the hearing was given to that party in accordance with the rules of the Tribunal or, in the absence of rules respecting the giving of such notice, in a manner satisfactory to the Tribunal.

Location of hearing

123. Unless the parties agree otherwise,

- (a) an application under section 155 or 167 in relation to an order made under section 155 shall be heard in a community that is convenient to the claimant; and

119. Dans la mesure où l'équité et les circonstances le permettent, les affaires portées devant le Tribunal sont instruites avec célérité et sans formalisme; en particulier :

- a) le Tribunal n'est pas lié par les règles habituelles de présentation de la preuve;
- b) il peut tenir compte de tout élément qu'il juge utile;
- c) il accorde l'importance voulue aux connaissances des Inuit en matière de ressources fauniques et d'environnement;
- d) dans le cas d'une demande formée en vertu de la section 5, il prend en considération l'importance des ressources fauniques pour les Inuit sur les plans social, culturel et économique.

Pouvoirs généraux

120. Le Tribunal a, pour la comparution et l'interrogatoire des témoins, la production et l'examen des documents et toutes autres questions relevant de sa compétence, les attributions d'une juridiction supérieure.

Parties à l'instance

121. Sont parties à l'instance :

- a) la personne qui forme la demande, ainsi que toute autre personne qui aurait eu qualité pour se porter demandeur en l'espèce;
- b) le propriétaire ainsi que, le cas échéant, l'occupant de la terre visée.

Absence d'une partie

122. À moins qu'une partie ne consente à ce qu'elle ait lieu en son absence, l'instruction de la demande ne peut avoir lieu que si toutes les parties à l'instance en ont été avisées conformément aux règles du Tribunal ou, en l'absence de telles règles, d'une manière jugée satisfaisante par celui-ci.

Lieu de l'instruction

123. Sauf accord contraire des parties, l'instruction a lieu :

- a) s'agissant d'une demande formée en vertu des articles 155 ou 167 et portant sur une ordonnance rendue en vertu de l'article

Hearing of applications

(b) any other application shall be heard in the community that is closest to the land involved.

155, dans une localité qui convient au réclamant;

b) s'agissant de toute autre demande, dans la localité la plus proche de la terre visée.

Formations du Tribunal

Disposition of application

124. (1) An application to the Tribunal shall be heard by a panel consisting of three members or, if the parties consent, by one member. If one of the members of a panel is absent, the hearing may continue with only one of the members if the parties consent, but if the parties do not consent, the application shall be reheard by another panel or member.

124. (1) La demande présentée au Tribunal est instruite par une formation de trois membres ou, si les parties en conviennent, par un membre seul. Si l'un des membres est absent, les parties peuvent continuer l'instruction avec un membre seul; si une partie refuse, la demande fait l'objet d'une nouvelle instruction.

Participation à la décision

Residency requirement

(2) A member who is not present during the entire hearing of an application may not participate in the disposition of the application.

(2) Ne peuvent prendre part à la décision que les membres de la formation qui ont été présents durant toute l'instruction.

Résidence des membres

Assignment of members

125. (1) Members shall be assigned to panels in accordance with the by-laws of the Tribunal or, in the absence of by-laws respecting the assignment of members, by the Chairperson.

(3) Dans les cas où la demande concerne une terre inuit, au moins deux des membres de la formation doivent avoir leur résidence au Nunavut; si la demande est instruite par un membre seul, il doit avoir sa résidence au Nunavut.

Affectation des membres

Conflict of interest

(2) A member shall not be assigned to, or continue to, hear an application if doing so would place the member in a material conflict of interest.

125. (1) Les membres sont affectés aux formations en conformité avec les règlements administratifs du Tribunal ou, en l'absence de règlement, par le président.

Conflit d'intérêts

Status of Inuk or interest in land

(3) A member is not placed in a material conflict of interest merely because the member has the status under the Agreement of an Inuk or has an interest in land in Nunavut.

(2) Est incompté pour instruire une affaire le membre qui se trouve en situation de conflit d'intérêts important par rapport à celle-ci.

Statut d'Inuk ou intérêt foncier

Powers, duties and functions

126. (1) A panel, or member hearing an application, has all of the powers, and shall perform all of the duties and functions, of the Tribunal in relation to the application.

(3) Ne constitue toutefois pas un conflit d'intérêts important le fait de détenir un intérêt foncier au Nunavut ou le statut d'Inuk au sens de l'Accord.

Attributions de la formation

Status of order

(2) Any order disposing of an application is an order of the Tribunal.

126. (1) La formation ou, le cas échéant, le membre seul exerce, relativement à la demande dont il est saisi, toutes les attributions du Tribunal.

Valeur de l'ordonnance

Information made available

127. Before disposing of an application, the Tribunal shall make any information that it intends to use in the disposition available to the parties and provide them with a reasonable opportunity to respond to the information.

(2) Est censée émaner du Tribunal toute ordonnance rendue pour décider d'une demande.

Communication des renseignements

References to
Federal Court

128. The Tribunal may, at any stage of its proceedings, refer to the Federal Court any question or issue of law or of jurisdiction, other than a question or issue that has been referred to an arbitration panel established under Article 38 of the Agreement.

Renvoi à la
Cour fédérale

Records

Records

129. (1) The Tribunal shall

- (a) keep a public record of all applications made to the Tribunal and orders and other decisions made by the Tribunal in respect of applications;
- (b) issue, on request and on payment of such fee as the Tribunal may fix, certified copies of any order or other decision, rule or by-law made by the Tribunal; and
- (c) have the custody and care of all documents filed with the Tribunal.

Fees

(2) Any fee received by the Tribunal under paragraph (1)(b) may be used by the Tribunal for its operations.

Procedures,
mediation and
costs

Rules

130. (1) The Tribunal may make rules

- (a) respecting the practice and procedure in relation to applications to and hearings before the Tribunal, including the service of documents and the imposition of reasonable time limits;
- (b) establishing procedures that may be followed in the mediation of matters in dispute; and
- (c) respecting the allowance of costs, including rules
 - (i) establishing a schedule of fees and other expenses incurred by a party in relation to applications to or hearings before the Tribunal that may be allowed as part of that party's costs under this Part, and
 - (ii) respecting the circumstances under which the Tribunal may allow costs with respect to matters dealt with in the schedule of fees and other expenses on a basis other than that established by the schedule.

128. Le Tribunal peut, en tout état de cause, soumettre toute question de droit ou de compétence à la Cour fédérale, à moins que la question n'ait déjà été soumise à un tribunal d'arbitrage constitué conformément au chapitre 38 de l'Accord.

Dossiers

129. (1) Le Tribunal :

Dossiers

- a) consigne dans des dossiers publics les demandes dont il est saisi, ainsi que les ordonnances et autres décisions qu'il rend dans le cadre de chacune d'elles;
- b) fournit, sur demande et sur paiement des droits qu'il peut déterminer, des copies certifiées conformes de ses décisions, règles ou règlements administratifs;
- c) a la charge des dossiers et autres documents qui sont déposés auprès de lui.

(2) Le Tribunal peut employer à son profit, dans le cadre de ses activités, les droits perçus au titre de l'alinéa (1)b).

Droits

Règles

130. (1) Le Tribunal peut établir des règles pour :

Procédure,
médiation,
frais et
dépens

- a) régir la procédure d'instruction des demandes dont il est saisi, y compris la signification de documents et la fixation de délais;
- b) mettre en place des mécanismes de médiation facultatifs en vue du règlement des questions en litige;
- c) régir l'adjudication et la taxation des frais et dépens, et notamment :
 - (i) fixer le tarif des frais et dépens que peut réclamer, en vertu de la présente partie, toute partie à une instance,
 - (ii) prévoir les circonstances pouvant justifier la dérogation au tarif.

Negotiations	(2) The Tribunal shall make rules establishing procedures to be followed in the conduct of negotiations for the purposes of subsection 117(1), either generally or with respect to any class of applications.	(2) Le Tribunal établit des règles pour régir la conduite des négociations visées au paragraphe 117(1), soit de manière générale, soit relativement à telle catégorie de demandes.	Négociations
Non-application of Statutory Instruments Act	131. Sections 3, 5 and 11 of the <i>Statutory Instruments Act</i> do not apply in respect of the rules of the Tribunal.	131. Les articles 3, 5 et 11 de la <i>Loi sur les textes réglementaires</i> ne s'appliquent pas aux règles du Tribunal.	<i>Loi sur les textes réglementaires</i>
Pre-publication	132. (1) The Tribunal shall give notice at least sixty days before making a rule by (a) publishing the proposed rule in a newspaper or other periodical that, in the opinion of the Tribunal, has a large circulation in Nunavut; and (b) sending a copy of the proposed rule to the council of each municipality in Nunavut.	132. (1) Au moins soixante jours avant l'établissement d'une règle, le Tribunal en donne avis par : a) la publication du projet de règle dans un journal ou autre périodique qui, à son avis, jouit d'une vaste distribution au Nunavut; b) l'envoi d'un exemplaire du projet au conseil de chaque municipalité du Nunavut.	Publication préalable
Representations invited	(2) The notice referred to in subsection (1) shall include an invitation to interested persons to make representations in writing to the Tribunal about the proposed rule within sixty days after publication of the notice.	(2) L'avis doit inviter les intéressés à présenter par écrit, dans les soixante jours suivant sa publication, leurs observations à l'égard du projet.	Présentation d'observations
Response to representations	(3) The Tribunal may not make the rule until after it has responded to any representations made within the time limit referred to in subsection (2).	(3) La règle ne peut être établie tant que le Tribunal n'a pas répondu aux observations reçues dans le délai prévu au paragraphe (2).	Réaction aux observations
Exception	(4) Once a notice is published under subsection (1), no further notice is required to be published about any amendment to the proposed rule that results from representations made by interested persons.	(4) Il n'est pas nécessaire de donner un nouvel avis relativement au projet de règle qui a été modifié à la suite d'observations.	Dispense
Publication	(5) As soon as possible after the rule has been made, the Tribunal shall (a) publish it in a newspaper or other periodical that, in the opinion of the Tribunal, has a large circulation in Nunavut; and (b) publish a notice in the <i>Canada Gazette</i> that the rule has been made, indicating the newspaper or periodical in which it has been published.	(5) Dès l'établissement de la règle, le Tribunal : a) la publie dans un journal ou autre périodique qui, à son avis, jouit d'une vaste distribution au Nunavut; b) publie dans la <i>Gazette du Canada</i> un avis de son établissement qui indique en outre dans quel journal ou périodique la règle a été publiée.	Publication

DIVISION 2

SECTION 2

ENTRY ORDERS FOR INUIT-OWNED LANDS

ORDONNANCES RELATIVES À L'ENTRÉE SUR LES TERRES INUIT

Exercise of Mineral Rights

Exercice des droits miniers

Use and occupation

133. On application by any person

- (a) who has a mineral right granted by Her Majesty in right of Canada in relation to Inuit-owned land, and
- (b) who has been unable to obtain the consent of the designated Inuit organization,

the Tribunal shall make an entry order setting out the terms and conditions for the use and occupation of that land to the extent necessary for the purpose of exercising the mineral right.

Accès, usage et occupation

Prospecting right

134. (1) A person who has a right to prospect for minerals and who applies under section 133 for an entry order to exercise that right on Inuit-owned land shall make a separate application in respect of each parcel of that land.

Droit de prospection

Confidentiality

(2) In disposing of an application made by a person who has a right to prospect for minerals, the Tribunal shall take into account the need to provide confidentiality for that person.

Confidentialité des renseignements

Definition of "parcel"

(3) In subsection (1), “parcel” means the portion of land represented by a code of letters and numbers in the property description, as defined in section 19.1.1 of the Agreement, used for the purposes of conveying title to Inuit-owned land.

Définition de « parcelle »

Access to other land

135. (1) Subject to subsection (2), on application by any person

Accès à une autre terre

- (a) who requires access to Inuit-owned land in order to exercise a mineral right, granted under an Act of Parliament, in relation to any other land, and

- (b) who has been unable to obtain the consent of the designated Inuit organization,

the Tribunal shall make an entry order setting out the terms and conditions for access to that Inuit-owned land to the extent necessary for the purpose of exercising the mineral right.

ORDONNANCES RELATIVES À L'ENTRÉE SUR LES TERRES INUIT

133. À la demande de la personne qui détient un droit minier conféré par Sa Majesté du chef du Canada et visant une terre inuit, et qui n'a pu obtenir le consentement de l'organisation inuit désignée, le Tribunal rend une ordonnance fixant les conditions auxquelles le demandeur peut entrer sur cette terre, en faire usage et l'occuper dans la mesure nécessaire à l'exercice de ce droit minier.

134. (1) Dans le cas d'un droit de prospection minière, le titulaire présente une demande visée à l'article 133 pour chacune des parcelles de terre inuit sur lesquelles il compte exercer son droit d'accès.

(2) Pour tout ce qui a trait à l'instruction de la demande, il incombe au Tribunal de tenir compte du caractère confidentiel des renseignements concernant le prospecteur.

(3) Pour l'application du paragraphe (1), « parcelle » s'entend de chaque étendue de terre portant un code alphanumérique spécifique dans la description foncière — au sens de l'article 19.1.1 de l'Accord — utilisée aux fins de dévolution des terres inuit.

135. (1) Sous réserve du paragraphe (2), à la demande de la personne qui, d'une part, a besoin de traverser une terre inuit en vue d'exercer le droit minier qu'elle détient sur une autre terre en vertu d'une loi fédérale ou de ses textes d'application et qui, d'autre part, n'a pu obtenir le consentement de l'organisation inuit désignée, le Tribunal rend une ordonnance fixant les conditions auxquelles le demandeur peut accéder à cette terre inuit dans la mesure nécessaire à l'exercice de ce droit minier.

Restriction	(2) The Tribunal shall not make an entry order under subsection (1) unless the applicant satisfies the Tribunal that the access is reasonably required.	(2) Le Tribunal ne rend l'ordonnance que s'il est convaincu par le demandeur que l'accès est raisonnablement nécessaire.	Nécessité de l'accès
Right to cross	<p>Other Commercial Purposes</p> <p>136. (1) Subject to subsection (2), on application by any person</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) who requires access across Inuit-owned land for a commercial purpose, and (b) who has been unable to obtain the consent of the designated Inuit organization, <p>the Tribunal shall make an entry order setting out the terms and conditions for the access.</p>	<p>Activités commerciales</p> <p>136. (1) À la demande de la personne qui a besoin de traverser une terre inuit pour exercer des activités commerciales et qui n'a pu obtenir le consentement de l'organisation inuit désignée, le Tribunal rend une ordonnance fixant les conditions auxquelles le demandeur peut accéder à cette terre.</p>	Droit de traverser
Restriction	<p>(2) The Tribunal shall not make an entry order under subsection (1) unless an arbitration panel established under Article 38 of the Agreement has, in accordance with the Agreement,</p> <ul style="list-style-type: none"> (a) established that the applicant attempted for a period of not less than sixty days to negotiate the access in good faith; (b) determined that the access is essential to the commercial purposes of the applicant and that access by any other means is physically or financially impractical; and (c) designated a route of access that will minimize any damage to the Inuit-owned land and interference with Inuit use of that land. 	<p>(2) Toutefois, l'ordonnance ne peut être rendue que si un tribunal d'arbitrage constitué sous le régime du chapitre 38 de l'Accord a, en conformité avec l'Accord :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) conclu que le demandeur a tenté, pendant une période d'au moins soixante jours, de négocier de bonne foi l'obtention de l'accès demandé; b) conclu que l'accès demandé est essentiel aux activités commerciales du demandeur et ne peut raisonnablement, pour des raisons géographiques ou financières, être pratiqué autrement; c) déterminé la voie d'accès de manière à réduire au minimum les dommages aux terres inuit et les entraves à l'usage qu'en font les Inuit. 	Réserve
Terms and conditions	(3) An entry order made under subsection (1) shall include terms and conditions to minimize any damage to the Inuit-owned land and interference with Inuit use of that land.	(3) Le Tribunal assortit l'ordonnance de conditions visant à réduire au minimum les dommages aux terres inuit et les entraves à l'usage qu'en font les Inuit.	Conditions
Compensation dispute	(4) Where the designated Inuit organization has consented to permit a person to cross Inuit-owned land for commercial purposes but that organization and that person are unable to agree on appropriate compensation, the Tribunal shall, on application by that organization or person, make an order resolving the matter.	(4) Dans les cas où l'organisation inuit désignée a consenti à autoriser une personne à traverser une terre inuit à des fins commerciales mais que les parties ne peuvent s'entendre sur une indemnité convenable, le Tribunal, à la demande de l'une d'elles, tranche la question par ordonnance.	Indemnité

	Construction Materials	Matériaux de construction	
Right to remove materials	<p>137. (1) Subject to subsection (2), on application by the Minister or the territorial minister designated by an instrument of the Executive Council of Nunavut, in any case where the designated Inuit organization has refused entry on Inuit-owned land to remove sand, gravel or other like construction materials, the Tribunal shall make an entry order setting out the terms and conditions, including the payment of compensation, for entry on that land by agents of the Government of Canada or of the Government of Nunavut to remove those construction materials.</p>	<p>137. (1) En cas de refus de l'organisation inuit désignée de permettre aux agents du gouvernement du Canada ou de celui du Nunavut d'entrer sur une terre inuit pour y prendre du gravier, du sable ou tout autre matériau de construction similaire, le Tribunal, à la demande du ministre ou du ministre territorial désigné par acte du Conseil exécutif du Nunavut, rend une ordonnance relative à l'entrée fixant l'indemnité à payer ainsi que les autres conditions d'entrée.</p>	Droit du gouvernement
Restriction	<p>(2) The Tribunal shall not make an entry order under subsection (1) unless it determines that the construction materials are required for public purposes and that no alternative supply is reasonably available.</p>	<p>(2) Toutefois, il ne rend l'ordonnance que s'il est convaincu que les matériaux sont nécessaires à des travaux d'intérêt public et qu'aucune autre source d'approvisionnement ne peut raisonnablement être utilisée.</p>	Réserve
Terms and conditions	<p>(3) An entry order made under subsection (1) shall include terms and conditions to minimize any damage to the Inuit-owned land and interference with Inuit use of that land and shall require the rehabilitation of the site by the government that removed the construction materials.</p>	<p>(3) Il assortit l'ordonnance de conditions visant à réduire au minimum les dommages aux terres inuit et les entraves à l'usage qu'en font les Inuit, et à assurer la remise en état des lieux par le gouvernement visé.</p>	Conditions
Compensation	<p>(4) In determining the amount of compensation that is payable as a term or condition of an entry order made under subsection (1), the Tribunal shall not take into account any amount that is payable for the construction materials.</p>	<p>(4) Pour fixer le montant de l'indemnité à payer en application de l'ordonnance, il ne tient pas compte du prix versé pour les matériaux.</p>	Indemnité
Offer of compensation	General Rules for Orders	Règles générales concernant les ordonnances	
Terms and conditions	<p>138. An applicant for an entry order shall file with the application a copy of the most recent written offer of compensation made to the designated Inuit organization or to the occupant of the land that would be subject to the order.</p>	<p>138. La demande d'ordonnance relative à l'entrée est accompagnée d'une copie de la dernière offre écrite d'indemnisation présentée à l'organisation inuit désignée ou à l'occupant de la terre visée.</p>	Offre d'indemnisation
Terms and conditions	<p>139. The Tribunal may include in an entry order, in addition to the terms and conditions required by this Part,</p> <p>(a) terms and conditions respecting any of the following matters, namely,</p> <p>(i) the times when the right may be exercised,</p>	<p>139. Outre les conditions spécifiques qu'exige la présente partie, le Tribunal peut assortir l'ordonnance relative à l'entrée :</p> <p>a) de conditions touchant :</p> <p>(i) les modalités de temps de l'accès,</p> <p>(ii) les modalités relatives aux avis,</p> <p>(iii) les modalités de lieu de l'accès,</p>	Conditions

- (ii) the giving of notice,
 - (iii) limitations on the location in which the right may be exercised and on routes of access,
 - (iv) limitations on the number of persons exercising the right,
 - (v) limitations on the activities that may be carried on and the equipment that may be used,
 - (vi) the giving of security in accordance with the regulations and the purposes for which the security is given,
 - (vii) abandonment and restoration work, and
 - (viii) the right of the designated Inuit organization or occupant of the land to verify, by inspection or otherwise, whether the other terms and conditions have been complied with; and
 - (b) any other terms and conditions that the Tribunal considers appropriate to minimize any damage to or interference with the use and peaceful enjoyment of the land by the occupant of the land or Inuit.
- 140.** (1) Subject to subsection (2), in determining the amount of compensation that is payable under an order, the Tribunal may consider such factors as it considers appropriate and, without limiting the generality of the foregoing, shall consider
- (a) the market value of the land;
 - (b) the loss of the use of the land to the designated Inuit organization, the occupant of the land and Inuit;
 - (c) the effect on wildlife harvesting by Inuit;
 - (d) the adverse effect of the use or occupancy on any other Inuit-owned land;
 - (e) any damage that may be caused to the land;
 - (f) any nuisance and inconvenience, including noise, to the designated Inuit organization, the occupant of the land and Inuit;
 - (g) the cultural attachment of Inuit to the land;
 - (h) the peculiar and special value of the land to Inuit;

Compensation factors

- (iv) la limitation du nombre de personnes pouvant accéder à la terre visée,
- (v) les restrictions quant aux activités pouvant être exercées et au matériel pouvant être utilisé,
- (vi) la fourniture de sûretés, conformément aux règlements, ainsi que l'indication de l'objectif pour lequel les sûretés sont fournies,
- (vii) les modalités d'abandon et de remise en état des lieux,
- (viii) le droit de l'organisation inuit désignée ou de l'occupant de la terre visée de contrôler, au moyen de visites ou autrement, la conformité de l'accès aux autres conditions de l'ordonnance;
- b) des conditions qu'il estime utiles en vue de réduire au minimum les dommages aux terres inuit et les entraves à l'usage et à la jouissance paisible des Inuit ou de l'occupant.

140. (1) Pour déterminer le montant de l'indemnité à payer aux termes de l'ordonnance, le Tribunal peut prendre en considération les facteurs qu'il juge utiles, mais il doit tenir compte des suivants :

- a) la valeur marchande de la terre visée;
- b) la perte d'usage de la terre pour l'organisation inuit désignée, l'occupant de la terre visée et les Inuit;
- c) les effets sur l'exploitation des ressources fauniques par les Inuit;
- d) les effets nuisibles de l'usage et de l'occupation envisagés sur d'autres terres inuit;
- e) les dommages susceptibles d'être causés à la terre visée;
- f) les nuisances et les inconvénients — y compris le bruit — que peut entraîner l'accès pour l'organisation inuit désignée, l'occupant de la terre visée et les Inuit;
- g) l'attachement culturel des Inuit à la terre visée;

Indemnité

	(i) any reasonable expenses that may be incurred by the designated Inuit organization or occupant of the land as or on account of costs of an inspection under subparagraph 139(a)(viii); and (j) any reasonable costs incurred by the designated Inuit organization in connection with the application and the hearing.	h) la valeur particulière ou exceptionnelle de la terre visée pour les Inuit; i) les frais que devront supporter l'organisation inuit désignée ou l'occupant de la terre visée sur le plan des visites liées au contrôle visé au sous-alinéa 139a)(viii); j) les frais et dépens que devront supporter l'organisation inuit désignée dans le cadre de la demande.	
Restriction	(2) In determining the amount of compensation payable, the Tribunal shall not consider the reversionary value of the land or any entry fee payable.	(2) Toutefois, il ne tient pas compte de la valeur de réversion ni des redevances relatives à l'entrée.	Exception
Payment	(3) The Tribunal may require compensation to be paid by one lump sum payment or by periodic payments of equal or different amounts and may require the payment of interest, at a rate to be determined in accordance with the regulations, on compensation payments made after the day on which they are required to be made.	(3) Il peut ordonner le paiement de l'indemnité en une somme globale ou en versements périodiques égaux ou différents; il peut aussi ordonner le paiement d'intérêts au taux déterminé conformément aux règlements sur tout versement en souffrance.	Modalités de paiement
Allocation	141. If the Tribunal finds that both the designated Inuit organization and the occupant of the land are affected by the access, it may allocate any compensation payable between them.	141. S'il conclut que l'exercice du droit d'accès touche à la fois l'organisation inuit désignée et l'occupant de la terre visée, le Tribunal peut répartir entre eux l'indemnité.	Répartition de l'indemnité
Effect of entry order	142. (1) Subject to subsection (2), a person to whom an entry order is issued and every successor of that person referred to in section 163 who has notified the designated Inuit organization of the succession is entitled to have access to the land that is subject to the entry order, in accordance with the terms and conditions of the entry order.	142. (1) Une fois l'ordonnance rendue, le titulaire — de même que ses ayants droit visés à l'article 163 qui ont notifié leur qualité à l'organisation inuit désignée — est en droit d'accéder à la terre visée, en conformité avec les conditions fixées.	Effet de l'ordonnance
Payment of entry fee and compensation	(2) No person may exercise the rights under an entry order until after the payment of both the entry fee fixed by regulations made under the <i>Nunavut Land Claims Agreement Act</i> and eighty per cent of either the lump sum or the first periodic payment, as the case may be, of the compensation referred to in the offer filed under section 138.	(2) Les droits conférés par une ordonnance relative à l'entrée ne peuvent toutefois être exercés que lorsque ont été payés, d'une part, les redevances relatives à l'entrée prévues par règlement d'application de la <i>Loi concernant l'Accord sur les revendications territoriales du Nunavut</i> et, d'autre part, 80 % de la totalité ou du premier versement de l'indemnité prévue par l'offre visée à l'article 138, selon qu'il s'agissait d'une indemnité à versement unique ou à versements périodiques.	Paiement des redevances et de l'indemnité

DIVISION 3

ENTRY ORDERS FOR NON-INUIT-OWNED LAND

SECTION 3

ORDONNANCES RELATIVES À L'ENTRÉE SUR LES TERRES NON INUIT

Interpretation

Definitions

“non-Inuit-owned land”
 “terre non inuit”

“occupant”
 “occupant”

143. The definitions in this section apply in this Division.

“non-Inuit-owned land” means land in Nunavut that is not Inuit-owned land and that is owned or occupied by a person other than Her Majesty in right of Canada.

“occupant” means, in respect of land, any person, other than the owner of the land, whose consent is required by or under another Act of Parliament as a condition of the exercise of a right of access to that land by a person who has a mineral right.

Applications
for entry
orders

Exercise of Mineral Rights

144. On application by any person

- (a) who has a mineral right granted by Her Majesty in right of Canada,
- (b) who has, under another Act of Parliament, for the purpose of exercising that mineral right, a right of access to non-Inuit-owned land that is subject to the consent of the owner or occupant, and
- (c) who has been unable to obtain the consent of the owner or occupant,

the Tribunal shall make an entry order setting out the terms and conditions for the exercise of the right of access to the extent necessary for the purpose of exercising the mineral right.

Offer of
compensation

General Rules for Orders

145. An applicant for an entry order shall file with the application a copy of the most recent written offer of compensation made to the owner or occupant of the land that would be subject to the order.

Terms and
conditions

146. The Tribunal may include in an entry order in respect of a right of access

- (a) terms and conditions respecting any of the following matters, namely,

Définitions

Définitions

« occupant »
 “occupant”

“terre non inuit”
 “non-Inuit-owned land”

143. Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente section.

« occupant » Relativement à une terre, toute personne — autre que le propriétaire — dont le consentement est nécessaire, sous le régime de toute autre loi fédérale, à l’exercice du droit d'accès conféré sur cette terre au titulaire d'un droit minier.

« terre non inuit » Terre du Nunavut qui n'est pas une terre inuit et qui appartient à une personne autre que Sa Majesté du chef du Canada ou est occupée par une telle personne.

Exercice des droits miniers

Demande au
Tribunal

144. À la demande de la personne qui, pour l'exercice d'un droit minier conféré par Sa Majesté du chef du Canada, dispose, en vertu d'une autre loi fédérale, du droit d'accéder à une terre non inuit avec le consentement du propriétaire ou de l'occupant de celle-ci mais n'a pu obtenir ce consentement, le Tribunal rend une ordonnance relative à l'entrée fixant les conditions d'exercice du droit d'accès dans la mesure nécessaire à l'exercice du droit minier.

Offre
d'indemnisation

Règles générales concernant l'ordonnance

145. La demande d'ordonnance relative à l'entrée est accompagnée d'une copie de la dernière offre écrite d'indemnisation présentée au propriétaire ou à l'occupant de la terre visée.

Conditions

146. Le Tribunal peut assortir l'ordonnance relative à l'entrée :

- a) de conditions touchant :
- (i) les modalités de temps de l'accès,

- (i) the times when the right may be exercised,
- (ii) the giving of notice,
- (iii) limitations on the location in which the right may be exercised and on routes of access,
- (iv) limitations on the number of persons exercising the right,
- (v) limitations on the activities that may be carried on and the equipment that may be used,
- (vi) the giving of security in accordance with the regulations and the purposes for which the security is given,
- (vii) abandonment and restoration work, and
- (viii) the right of the owner or occupant of the land to verify, by inspection or otherwise, whether the other terms and conditions have been complied with; and
- (b) any other terms and conditions that the Tribunal considers appropriate to minimize any damage to or interference with the use and peaceful enjoyment of the land by the owner or occupant of the land.

Compensation factors

147. (1) Subject to subsection (2), in determining the amount of compensation that is payable under an entry order, the Tribunal may consider such factors as it considers appropriate and, without limiting the generality of the foregoing, shall consider

- (a) the market value of the land;
- (b) the loss of the use of the land to the owner or occupant of the land;
- (c) any damage that may be caused to the land;
- (d) any nuisance and inconvenience, including noise, to the owner or occupant of the land;
- (e) any reasonable expenses that may be incurred by the owner or occupant of the land as or on account of costs of an inspection under subparagraph 146(a)(viii); and

- (ii) les modalités relatives aux avis,
- (iii) les modalités de lieu de l'accès,
- (iv) la limitation du nombre de personnes pouvant accéder à la terre visée,
- (v) les restrictions quant aux activités pouvant être exercées et au matériel pouvant être utilisé,
- (vi) la fourniture de sûretés, conformément aux règlements, ainsi que l'indication de l'objectif pour lequel les sûretés sont fournies,
- (vii) les modalités d'abandon et de remise en état des lieux,
- (viii) le droit du propriétaire ou de l'occupant de la terre visée de contrôler, au moyen de visites ou autrement, la conformité de l'accès aux autres conditions de l'ordonnance;
- b) des conditions qu'il estime utiles en vue de réduire au minimum les dommages à la terre visée et les entraves à l'usage et à la jouissance paisible du propriétaire ou de l'occupant.

Indemnité

147. (1) Pour déterminer le montant de l'indemnité à payer aux termes de l'ordonnance, le Tribunal peut prendre en considération les facteurs qu'il juge utiles, mais il doit tenir compte des suivants :

- a) la valeur marchande de la terre visée;
- b) la perte d'usage de la terre pour le propriétaire ou l'occupant de la terre visée;
- c) les dommages susceptibles d'être causés à la terre visée;
- d) les nuisances et les inconvénients — y compris le bruit — que peut entraîner l'accès pour le propriétaire ou l'occupant de la terre visée;
- e) les frais que devront supporter le propriétaire ou l'occupant de la terre visée sur le plan des visites liées au contrôle visé au sous-alinéa 146a(viii);
- f) les frais et dépens que devront supporter le propriétaire ou l'occupant de la terre visée dans le cadre de la demande.

	(f) any reasonable costs incurred by the owner or occupant of the land in connection with the application and the hearing.	
Restriction	(2) In determining the amount of compensation payable, the Tribunal shall not consider the reversionary value of the land.	(2) Toutefois, il ne tient pas compte de la valeur de réversion.
Payment	(3) The Tribunal may require compensation to be paid by one lump sum payment or by periodic payments of equal or different amounts and may require the payment of interest, at a rate to be determined in accordance with the regulations, on compensation payments made after the day on which they are required to be made.	(3) Il peut ordonner le paiement de l'indemnité en une somme globale ou en versements périodiques égaux ou différents; il peut aussi ordonner le paiement d'intérêts au taux déterminé conformément aux règlements sur tout versement en souffrance.
Allocation	148. If the Tribunal finds that both the owner and the occupant of the land are affected by the access, it may allocate any compensation payable between them.	148. S'il conclut que l'exercice du droit d'accès touche à la fois le propriétaire et l'occupant de la terre visée, le Tribunal peut répartir entre eux l'indemnité.
Effect of entry order	149. (1) Subject to subsection (2), a person to whom an entry order is issued and every successor of that person referred to in section 163 who has notified the owner or occupant of the land that is subject to the entry order of the succession is entitled to have access to that land, in accordance with the terms and conditions of the entry order.	149. (1) Une fois l'ordonnance rendue, le titulaire — de même que ses ayants droit visés à l'article 163 qui ont notifié leur qualité au propriétaire ou à l'occupant — est en droit d'accéder à la terre visée, en conformité avec les conditions fixées.
Payment of compensation	(2) No person may exercise the rights under an entry order until after the payment of eighty per cent of either the lump sum or the first periodic payment, as the case may be, of the compensation referred to in the offer filed under section 145.	(2) Les droits conférés par une ordonnance relative à l'entrée ne peuvent toutefois être exercés que lorsque ont été payés 80 % de la totalité ou du premier versement de l'indemnité prévue par l'offre visée à l'article 145, selon qu'il s'agissait d'une indemnité à versement unique ou à versements périodiques.

DIVISION 4

MINERAL RIGHTS AND CARVING STONE

Determinations about specified substances

Specified Substances on Inuit-owned Land

150. On application by the designated Inuit organization or any person who has a mineral right granted by Her Majesty in right of Canada in relation to Inuit-owned land, the Tribunal shall

(a) determine whether the specified substances in that land are removed, worked or used for a purpose strictly incidental to the exercise of the mineral right;

SECTION 4

DROIT MINIER ET PIERRE À SCULPTER

Matières spécifiées des terres inuit

150. À la demande soit de l'organisation inuit désignée, soit du titulaire d'un droit minier conféré sur une terre inuit par Sa Majesté du chef du Canada, le Tribunal :

a) tranche la question de savoir si l'enlèvement, l'exploitation ou l'utilisation des matières spécifiées se trouvant sur cette terre est strictement accessoire à l'exercice de ce droit minier;

Décisions

- (b) determine whether the specified substances are used for a purpose directly related to the exercise of the mineral right; or
- (c) fix the amount of compensation to be paid for specified substances that are used for a purpose not directly related to the exercise of the mineral right.

Carving Stone on Crown Lands

Conflicts

151. (1) On application by a designated Inuit organization that holds a permit or a lease for the quarrying of carving stone on Crown lands or by a person who has a mineral right granted by Her Majesty in right of Canada in relation to those lands, the Tribunal shall make an order resolving any conflict between the designated Inuit organization and that person respecting the mineral right and the rights flowing from the permit or lease.

Definition of "Crown lands"

(2) In this section, "Crown lands" means any lands in the Nunavut Settlement Area belonging to Her Majesty in right of Canada or of which the Government of Canada or the Government of Nunavut has power to dispose.

DIVISION 5

WILDLIFE COMPENSATION

Definitions

"claimant"
"réclamant"
"developer"
"entrepreneur"

"development activity"
"activités de développement"

Interpretation

152. (1) The definitions in this subsection apply in this Division.

"claimant" means an Inuk or Inuit.

"developer" means any person engaged in a development activity and includes, in the case of marine transportation as described in paragraph (c) of the definition "development activity", the owner of a ship.

"development activity" means any of the following carried out on land or water in the Nunavut Settlement Area or in Zone I or Zone II, within the meaning assigned by section 1.1.1 of the Agreement:

(a) a commercial or industrial undertaking or any extension of the undertaking, provided it is not a marine transportation undertaking;

b) tranche la question de savoir si l'utilisation des matières spécifiées se trouvant sur cette terre se rapporte directement à l'exercice de ce droit minier;

c) fixe le montant de l'indemnité à payer pour l'utilisation des matières spécifiées qui ne se rapporte pas directement à l'exercice de ce droit minier.

Pierre à sculpter des terres domaniales

151. (1) À la demande soit de l'organisation inuit désignée qui détient, sur une terre domaniale, un permis ou un bail lui permettant d'extraire de la pierre à sculpter, soit du titulaire d'un droit minier conféré sur la même terre par Sa Majesté du chef du Canada, le Tribunal tranche par ordonnance tout conflit entre l'organisation et le titulaire concernant le droit minier et les droits découlant du permis ou du bail.

(2) Au présent article, « terre domaniale » s'entend de toute terre de la région du Nunavut appartenant à Sa Majesté du chef du Canada ou que les gouvernements du Canada ou du Nunavut ont le pouvoir d'aliéner.

Conflit

Définition de "terre domaniale"

SECTION 5

INDEMNITÉS RELATIVES AUX RESSOURCES FAUNIQUES

Définitions et terminologie

152. (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.

« activités de développement » Les activités ci-après, exercées sur le sol ou dans les eaux de la région du Nunavut ou des zones I ou II — au sens de l'article 1.1.1 de l'Accord :

a) toute entreprise commerciale ou industrielle — sauf une entreprise de transport maritime —, ainsi que toute entreprise connexe;

b) toute entreprise — sauf une entreprise de transport maritime — d'une administration municipale, territoriale, provinciale ou fédérale, ainsi que toute entreprise connexe;

c) le transport maritime directement lié à une entreprise visée aux alinéas a) ou b).

Définitions

« activités de développement »
"development activity"

“Inuk”
“Inuk”

Wildlife

Definitions
from *Marine
Liability Act*

Loss or
damage

Exceptions

(b) a municipal, territorial, provincial or federal government undertaking or any extension of the undertaking, provided it is not a marine transportation undertaking; and

(c) marine transportation directly associated with an undertaking described in paragraph (a) or (b).

It does not include any wildlife measure or use approved in accordance with Article 5 of the Agreement.

“Inuk” means an individual member of the group of persons referred to in the definition of “Inuit” in subsection 2(1).

(2) In this Division, “wildlife” does not include flora.

(3) For the purposes of the definition “developer” in subsection (1) and for the purposes of sections 153 and 154, the words “discharge”, “oil”, “owner” and “ship” have the meanings assigned to them by section 47 of the *Marine Liability Act*.

Liability of Developers

153. (1) Subject to this section, a developer is absolutely liable, without proof of fault or negligence, for any of the following losses or damage suffered by a claimant as a result of a development activity of the developer:

- (a) loss of or damage to property or equipment used in harvesting wildlife or to wildlife that has been harvested;
- (b) present and future loss of income from the harvesting of wildlife; and
- (c) present and future loss of wildlife harvested for personal use by claimants.

(2) A developer is not liable under subsection (1)

Sont exclues de la présente définition les formes d'utilisation des ressources fauniques et autres mesures visant celles-ci qui ont été approuvées conformément au chapitre 5 de l'Accord.

« entrepreneur » Toute personne engagée dans une activité de développement; pour ce qui concerne le transport maritime visé à l'alinéa c) de la définition de « activités de développement », y est assimilé le propriétaire du navire.

« Inuk » Individu membre du groupe de personnes visées par la définition de « Inuit » au paragraphe 2(1).

« réclamant » Inuk ou Inuit.

« entrepreneur »
“developer”

« Inuk »
“Inuk”

« réclamant »
“claimant”

Terminologie :
ressources
fauniques

Terminologie :
*Loi sur la
responsabilité
en matière
maritime*

(2) Dans la présente section, les espèces végétales sont exclues des ressources fauniques.

(3) Dans la définition de « entrepreneur », au paragraphe (1), ainsi qu'aux articles 153 et 154, les termes « propriétaire », « navire », « rejet » et « hydrocarbures » s'entendent au sens de l'article 47 de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime*.

Responsabilité de l'entrepreneur

153. (1) Sous réserve des autres dispositions du présent article, tout entrepreneur est responsable, de manière absolue et sans qu'il soit nécessaire de prouver quelque faute ou négligence de sa part, des pertes et des dommages mentionnés ci-après qui sont imputables à ses activités de développement et que subit un réclamant :

- a) pertes ou dommages causés aux ressources fauniques en la possession du réclamant ou aux biens et matériel utilisés pour leur exploitation;
- b) pertes — actuelles et futures — de revenus à tirer de l'exploitation des ressources fauniques;
- c) pertes — actuelles et futures — touchant les ressources fauniques que les réclamants exploitent pour leur usage personnel.

(2) Il n'est toutefois pas responsable au titre du paragraphe (1) :

Pertes et
dommages

Exceptions

(a) where the developer establishes that the loss or damage was wholly the result of an act of war, hostilities, a civil war, an insurrection or a natural phenomenon of an exceptional, inevitable and irresistible character;

(b) where the loss or damage was caused by a ship, to the extent that the developer would not, but for subsection (1), have been liable as a result of a defence or limitation of liability available at law; or

(c) to the extent that the aggregate loss or damage for each incident exceeds the applicable limit of liability prescribed by, or determined pursuant to, regulations under paragraph 170(e).

Claim

(3) Any claim for compensation by a claimant, or by a designated Inuit organization or a Hunters and Trappers Organization, within the meaning assigned to that expression by section 1.1.1 of the Agreement, acting on behalf of the claimant, for loss or damage described in subsection (1) shall be made in writing to the developer within three years after the later of the date on which the loss or damage occurs and the date on which it comes to the knowledge of the claimant.

Compensation

(4) The following principles apply to the determination of the amount of compensation payable as a result of loss or damage described in subsection (1):

(a) a claimant is required to make all reasonable attempts to mitigate any loss or damage; and

(b) in general, compensation shall not be a guaranteed annual income in perpetuity.

Liability of Minister

154. (1) Without limiting the liability of the Minister where the Minister is the person engaged in the development activity or the owner of the ship that caused the loss or damage, the Minister is liable, in relation to any loss or damage that is attributable to marine transportation as described in paragraph (c) of the definition "development activity" in subsection 152(1) other than that resulting from a discharge of oil from a ship, for any portion of the loss or damage for which a developer is not liable because of the

a) s'il établit que les pertes ou les dommages découlent entièrement d'un fait de guerre, d'hostilités, d'une guerre civile, d'une insurrection ou d'un phénomène naturel ayant un caractère exceptionnel, inévitable et irrésistible;

b) lorsque les pertes ou les dommages sont imputables à un navire, dans la mesure où sa responsabilité pourrait, en l'absence du paragraphe (1), être limitée par application de quelque autre règle de droit;

c) pour l'ensemble des pertes et dommages causés à l'occasion d'un même incident, au-delà de la limite fixée sous le régime d'un règlement pris en vertu de l'alinéa 170e).

(3) Une réclamation écrite doit être présentée à l'entrepreneur par le réclamant ou par l'organisation inuit désignée ou organisation de chasseurs et de trappeurs — au sens de l'article 1.1.1 de l'Accord — agissant en son nom dans les trois ans suivant soit la date où sont survenus les pertes ou les dommages, soit, si elle est postérieure, la date où il en a pris connaissance.

Réclamation

(4) Les principes suivants s'appliquent à la détermination de l'indemnité à payer :

a) il incombe au réclamant de faire tous les efforts voulus pour limiter les pertes et les dommages qu'il a subis;

b) en règle générale, l'indemnité ne peut prendre la forme d'un revenu annuel garanti à perpétuité.

Indemnité

154. (1) Sans préjudice de la responsabilité qu'il encourt lorsqu'il est lui-même engagé dans l'activité de développement en cause ou propriétaire du navire en cause, le ministre est responsable de toute partie des pertes et dommages qui est imputable au transport maritime visé à l'alinéa c) de la définition de « activités de développement », au paragraphe 152(1), à l'exclusion des pertes et dommages résultant d'un rejet d'hydrocarbures, et dont la responsabilité ne peut être imputée ni à l'entrepreneur en raison de l'alinéa 153(2)b) ni à personne d'autre.

Responsabilité du ministre

Liability of Fund

application of paragraph 153(2)(b) and for which no other person is liable.

(2) In relation to loss or damage resulting from a discharge of oil from a ship that is engaged in marine transportation as described in paragraph (c) of the definition “development activity” in subsection 152(1), the Ship-source Oil Pollution Fund established under Part 6 of the *Marine Liability Act* is liable to the same extent that a developer would be liable under section 153 if paragraph 153(2)(b) did not apply.

Subrogation

(3) The Administrator of the Ship-source Oil Pollution Fund is subrogated, to the extent of any payment made by the Fund under subsection (2), to any rights of the claimant in respect of the loss or damage for which that payment was made and, for that purpose, the Administrator may maintain an action in the Administrator’s name or in the name of the claimant.

Application for order

Applications to Tribunal

155. On application, made not less than thirty days after the making of a claim in accordance with subsection 153(3),

- (a) by the claimant, or by a designated Inuit organization or a Hunters and Trappers Organization, within the meaning assigned to that expression by section 1.1.1 of the Agreement, on behalf of the claimant,
- (b) by a developer, or
- (c) by the Minister or the Administrator of the Ship-source Oil Pollution Fund, where the Minister, under subsection 154(1), or the Fund, under subsection 154(2), may be liable,

the Tribunal shall make an order determining liability for loss or damage and the amount of compensation payable in respect of it.

Minimization of loss or damage

156. (1) In order to minimize any loss or damage suffered by a claimant, the Tribunal may

- (a) dispose of any portion of the application that concerns loss or damage described in paragraph 153(1)(a) before any portion that concerns any other loss;

Responsabilité de la Caisse d’indemnisation

(2) S’agissant de pertes ou de dommages imputables à un rejet d’hydrocarbures par le navire engagé dans le transport maritime visé à l’alinéa c) de la définition de « activités de développement », au paragraphe 152(1), la Caisse d’indemnisation constituée sous le régime de la partie 6 de la *Loi sur la responsabilité en matière maritime* est responsable des pertes et dommages dont l’entrepreneur serait responsable sous le régime de l’article 153 en l’absence de l’alinéa 153(2)b).

(3) Dans la limite de l’indemnité versée par la Caisse au titre du paragraphe (2), l’administrateur de celle-ci est subrogé dans les droits du réclamant à l’égard des pertes ou dommages visés; il peut notamment intenter une action au nom de celui-ci ou en son propre nom.

Subrogation

Demande au Tribunal

155. Sur demande déposée, au moins trente jours après la présentation d’une réclamation en conformité avec le paragraphe 153(3), par l’une ou l’autre des personnes ci-après, le Tribunal tranche par ordonnance la question de la responsabilité et, le cas échéant, fixe l’indemnité à payer :

- a) le réclamant — ou l’organisation inuit désignée ou organisation de chasseurs et de trappeurs au sens de l’article 1.1.1 de l’Accord agissant en son nom;
- b) l’entrepreneur;
- c) le ministre ou l’administrateur au nom de la Caisse d’indemnisation, dans les cas où la responsabilité du ministre ou de celle-ci peut être engagée par application des paragraphes 154(1) ou (2), selon le cas.

Demande d’ordonnance

156. (1) En vue de limiter les pertes et les dommages subis par le réclamant, le Tribunal peut :

- a) statuer sur la demande en ce qui a trait aux pertes ou aux dommages visés à l’alinéa 153(1)a avant tout autre type de pertes;

Réduction des pertes et dommages

Terms of payment	<p>(b) require that interest be paid on compensation, at a rate set by the Tribunal, from the later of the date the loss or damage occurred and the date that it came to the knowledge of the claimant; and</p> <p>(c) provide for additional compensation</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) for any additional loss or damage, and (ii) for costs, including costs of collecting, <p>that may result from any delay in carrying out the terms of an order determining the amount of compensation.</p>	<p>b) ordonner le paiement, sur l'indemnité, d'intérêts au taux fixé par lui, à compter de la date où sont survenus les pertes ou les dommages ou, si elle est postérieure, de la date où le réclamant en a pris connaissance;</p> <p>c) accorder une indemnité additionnelle pour les pertes ou les dommages supplémentaires et les frais et dépens — notamment les frais de perception — susceptibles de découler de tout retard dans l'exécution des conditions dont est assortie l'ordonnance fixant l'indemnité.</p>	Modalités de paiement
Apportionment of liability	<p>(2) The Tribunal may require compensation to be paid by one lump sum payment or by periodic payments of equal or different amounts and may order that, where the limit referred to in paragraph 153(2)(c) has been met, compensation be prorated.</p> <p>(3) If the Tribunal determines that more than one developer caused the loss or damage, it shall apportion liability in accordance with generally accepted legal principles.</p>	<p>(2) Il peut ordonner le paiement de l'indemnité en une somme globale ou en versements périodiques égaux ou différents. Il peut aussi ordonner le paiement proportionnel des réclamations dans les cas où la limite visée à l'alinéa 153(2)c) est atteinte.</p> <p>(3) S'il conclut que les pertes ou les dommages sont imputables à plusieurs entrepreneurs, il répartit entre eux la responsabilité, en conformité avec les principes de droit généralement reconnus.</p>	Partage de la responsabilité
Deadline	<p>157. The Tribunal shall render a decision on an application within thirty days after completing the hearing of the application.</p>	<p>157. L'ordonnance doit être rendue dans les trente jours qui suivent la fin de l'instruction de la demande.</p>	Délai
Developer, Minister and Ship-source Oil Pollution Fund	Other Remedies	Autres recours	Entrepreneur, ministre et Caisse d'indemnisation
Claimant	<p>158. (1) Nothing in this Division shall be construed as limiting or restricting any remedy that a developer, the Minister or the Ship-source Oil Pollution Fund may have against any person other than the claimant.</p> <p>(2) Subject to section 166, this Division is without prejudice to any other right or remedy that a claimant may have under a law of general application.</p>	<p>158. (1) La présente section n'a pas pour effet de limiter les recours dont disposent l'entrepreneur, le ministre ou la Caisse d'indemnisation contre toute personne autre que le réclamant.</p> <p>(2) Sous réserve de l'article 166, la présente section n'a pas pour effet de limiter les recours de droit commun dont dispose le réclamant.</p>	Recours du réclamant
Costs	DIVISION 6	SECTION 6	Frais et dépens
	GENERAL	DISPOSITIONS GÉNÉRALES	
	Decisions of the Tribunal	Décisions du Tribunal	
	<p>159. The costs relating to an application to or a hearing before the Tribunal that are incurred by the parties are in the discretion of the Tribunal and the Tribunal may, by order, award such costs on or before the final disposition of the application.</p>	<p>159. Les frais et dépens des parties afférents à l'instance sont laissés à l'appréciation du Tribunal, qui peut les adjuger par ordonnance en tout état de cause.</p>	

Reasons for decisions	160. The Tribunal shall give written reasons for every decision that it makes in relation to an application.	Motifs
Copies	161. As soon as practicable after making a decision in relation to an application, the Tribunal shall give copies of the decision and the reasons for it to the parties.	Copies
Proof of orders	162. A document purporting to be an order or other decision of the Tribunal, or to be certified by the Chairperson of the Tribunal or any other person authorized by the by-laws as a true copy of such a decision, is evidence of the making of the decision and of its contents, without proof of the signature or official character of the person appearing to have signed the decision or certified the copy.	Valeur probante
Order binding on successor	163. An order of the Tribunal is binding on, and the rights and obligations under it extend to, any person who subsequently acquires the ownership of or other interest or right in the land that is subject to the order and, in the case of an entry order, the right of access and the right for which the right of access was acquired.	Transferts de droits
Enforcement of orders	164. (1) An order of the Tribunal may be made an order of the Nunavut Court of Justice by filing a certified copy of the order with the registrar of the Court and the order is enforceable in the same manner as an order of that Court. (2) At the request of a claimant, the Tribunal shall file a certified copy of an order made under section 155 with the registrar of the Nunavut Court of Justice.	Homologation des ordonnances
Wildlife compensation orders	165. The Tribunal may provide assistance in the enforcement of an order made under section 155.	Ressources fauniques
Assistance by Tribunal	Review of Orders 166. Subject to sections 167 to 169 and the <i>Federal Court Act</i> , a determination of the Tribunal on the following questions is final and binding: (a) on any question of fact within its jurisdiction; and (b) in an application under section 155, on any question in relation to loss or damage described in subsection 153(1).	Assistance du Tribunal
Findings of fact	Révision des ordonnances 166. Sous réserve des articles 167 à 169 et de la <i>Loi sur la Cour fédérale</i> , la décision du Tribunal sur une question de fait relevant de sa compétence a force de chose jugée. Il en va de même, dans le cadre de la demande formée en vertu de l'article 155, de toute question relative aux pertes ou dommages mentionnés au paragraphe 153(1).	Chose jugée

Review by
Tribunal

167. The Tribunal may, on application made by any person who was a party to the hearing held in respect of the order or any successor to such a party referred to in section 163, review any of its orders, including an order made under this section, where it appears, in the opinion of the Tribunal, that there has been a material change in the facts or circumstances relating to the order and shall

(a) where it determines that there has been a material change in the facts or circumstances relating to the order that would justify the amendment applied for,

(i) if the effects on Inuit or on Inuit-owned land that would be caused as a result of the amendment are significantly detrimental, rescind that order and make a new order accordingly, or

(ii) in any other case, amend the order accordingly; or

(b) in any other case, dismiss the application.

Termination

168. The Tribunal shall, on application made by any person who was a party to the hearing held in respect of the order or any successor to such a party referred to in section 163, terminate an entry order under this Part if it is satisfied that the land subject to the order is no longer being used for the purpose for which the order was made.

Review of
compensation

169. (1) Except where every person to whom notice is given under subsection (2)

(a) waives the requirement for a review, or

(b) is deemed, under subsection (3), to have waived that requirement,

the Tribunal shall review the amount of compensation payable under an order providing for compensation in relation to Inuit-owned lands at the expiry of each five year period after the day on which the order was made.

Notice

(2) The Tribunal shall, not later than sixty days before the expiry of each period referred to in subsection (1), notify, in writing, each person to whom a copy of the order was sent and any successor to such a person referred to in section 163 who has notified the Tribunal of the succession that

167. Le Tribunal peut réviser toute ordonnance qu'il a rendue, même en vertu du présent article, à la demande de toute partie à l'instance y ayant donné lieu ou de ses ayants droit visés à l'article 163, lorsque les faits ou les circonstances à l'origine de l'ordonnance paraissent, de l'avis du Tribunal, avoir évolué de manière importante; il rend alors l'une des décisions suivantes :

a) s'il est convaincu que l'évolution des faits ou circonstances invoquée est importante et justifie la modification demandée, il modifie l'ordonnance en conformité avec la demande, à moins que la modification n'ait des répercussions défavorables graves pour les Inuit ou les terres inuit, auquel cas il annule l'ordonnance et en rend une nouvelle en conséquence;

b) dans le cas contraire, il rejette la demande.

Révision par
le Tribunal

Révocation

168. À la demande de toute partie à l'instance ayant donné lieu à une ordonnance relative à l'entrée ou de ses ayants droit visés à l'article 163, le Tribunal révoque l'ordonnance s'il est convaincu que la terre visée n'est plus utilisée aux fins initialement prévues.

Révision
quinquennale
des indemnités

169. (1) Sauf renonciation de toutes les parties à l'instance ayant donné lieu à une ordonnance fixant l'indemnité relative à l'accès à une terre inuit, à l'expiration de chaque période de cinq ans qui suit le prononcé de l'ordonnance, le Tribunal révise le montant de l'indemnité.

Avis aux
parties

(2) Au moins soixante jours avant la date d'expiration visée au paragraphe (1), le Tribunal informe par écrit son intention de procéder à la révision aux parties, ainsi qu'à leurs ayants droit visés à l'article 163 qui lui ont fait connaître leur qualité; il informe chacune des personnes notifiées qu'elle a le droit de

- (a) the Tribunal intends to review the amount of compensation payable under the order; and
- (b) the person may make written representations in respect of the amount of compensation to the Tribunal within thirty days after the day on which the person receives the notice.

Deemed
waiver

(3) Every person who does not make representations in the manner described in paragraph (2)(b) is deemed to have waived the requirement for a review.

présenter par écrit ses observations à cet égard.

Présomption
de renonciation

Regulations

170. The Governor in Council may make regulations

- (a) prescribing what constitutes a material conflict of interest for the purposes of subsection 125(2);
- (b) respecting the maintenance of public records by the Tribunal;
- (c) respecting the amount of security that may be required to be given under a term or condition of an order of the Tribunal made under this Part and the nature, form, terms and conditions of the security and the manner in which the security may be realized;
- (d) prescribing, for the purposes of subsections 140(3) and 147(3), a rate of interest or rules for determining the rate of interest that may be payable on compensation payments;
- (e) prescribing, for the purposes of paragraph 153(2)(c), limits of liability of developers, or the method for determining such limits, that are sufficient to cover reasonably foreseeable damages in relation to various development activities; and
- (f) generally, for carrying out the purposes and provisions of this Part.

Regulations

Règlements

170. Le gouverneur en conseil peut, par règlement :

- a) déterminer ce qui constitue un conflit d'intérêts important au sens du paragraphe 125(2);
- b) régir la tenue des dossiers publics du Tribunal;
- c) régir le montant de toute sûreté à fournir aux termes d'une ordonnance rendue en vertu de la présente partie, ainsi que sa nature, sa forme, les conditions dont elle peut être assortie et la manière dont elle peut être réalisée;
- d) fixer, pour l'application des paragraphes 140(3) et 147(3), le taux des intérêts dont le Tribunal peut ordonner le paiement sur une indemnité, ou en déterminer le mode de calcul;
- e) pour l'application de l'alinéa 153(2)c), fixer les limites, ou établir une méthode permettant de fixer les limites, suffisantes pour permettre l'indemnisation des dommages qui sont raisonnablement prévisibles en regard de diverses activités de développement;
- f) prendre, de façon générale, toute mesure nécessaire à l'application de la présente partie.

Règlements

PART 3

PARTIE 3

TRANSITIONAL PROVISIONS,
CONSEQUENTIAL AND
COORDINATING AMENDMENTS AND
COMING INTO FORCE

DISPOSITIONS TRANSITOIRES,
MODIFICATIONS CORRÉLATIVES,
DISPOSITIONS DE COORDINATION ET
ENTRÉE EN VIGUEUR

Transitional Provisions

Dispositions transitoires

Continuation
of Nunavut
Water Board

Acts and
decisions of
the Board

Ministerial
approval

Actions of
inspectors

Licences

171. (1) The Board established by section 14 and the Nunavut Water Board established under the Agreement before the day on which this Act is assented to are hereby declared for all purposes to be one and the same body.

(2) Any act of the Board taken, or any decision made by it under the Agreement, before the day on which this Act is assented to is deemed, to the extent that the act or decision would have been valid under this Act, to have been validly taken or made under this Act.

(3) Any approval to the issuance of a licence by the Board that was given by the Minister before the day on which this Act is assented to is deemed to have been validly given under this Act, to the extent that the approval would have been validly given under this Act with the exception of subsections 56(2) to (2.2).

(4) Any actions taken in Nunavut by inspectors under the *Northwest Territories Waters Act*, for the period beginning on July 9, 1996 and ending on the day before the day on which this Act is assented to, are deemed, to the extent that the actions would have been valid under this Act, to have been validly taken under this Act.

172. (1) This Act does not affect licences for the use of waters or the deposit of waste in Nunavut issued under the *Northwest Territories Waters Act* that were in force immediately before the day on which this Act is assented to. The licences are deemed to have been issued by the Nunavut Water Board under this Act.

171. (1) L'Office constitué par l'article 14 et l'Office des eaux du Nunavut constitué sous le régime de l'Accord avant la sanction de la présente loi forment, à toutes fins utiles, un seul et même organisme.

(2) Les actes et décisions de l'Office fondés sur l'Accord et précédant la sanction de la présente loi sont, dans la mesure de leur validité au regard de celle-ci, réputés fondés sur elle.

(3) Les approbations ministérielles données à l'égard de permis délivrés par l'Office avant la sanction de la présente loi sont, dans la mesure de leur validité au regard de celle-ci — sauf les paragraphes 56(2) à (2.2) —, réputées données sous son régime.

(4) Les actes accomplis au Nunavut par les inspecteurs sous le régime de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* au cours de la période commençant le 9 juillet 1996 et se terminant la veille de la sanction de la présente loi sont, dans la mesure de leur validité au regard de celle-ci, réputés accomplis sous son régime.

172. (1) La sanction de la présente loi ne porte pas atteinte à la validité des permis attribués sous le régime de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* et visant des activités qui s'exercent au Nunavut; ils sont dès lors réputés avoir été délivrés par l'Office des eaux du Nunavut sous le régime de la présente loi.

Continuité de
l'Office des
eaux du
Nunavut

Actes et
décisions de
l'Office

Approbations
ministérielles

Action des
inspecteurs

Permis

Pending applications

(2) The Nunavut Water Board shall dispose of any application respecting a licence in relation to a use of waters or a deposit of waste to which Part 1 applies that was made to the Northwest Territories Water Board and was pending on July 9, 1996.

Existing regulations

173. (1) Until they have been replaced or repealed under this Act, the regulations and orders made under sections 33 and 34 of the *Northwest Territories Waters Act* that were in force on July 9, 1996 are binding on the Nunavut Water Board from that date, and continue to apply from that date in Nunavut, except in a national park, and the Board shall exercise the powers of the Northwest Territories Water Board under those regulations and orders in relation to Nunavut.

Instream use

(2) The regulations made under paragraph 33(1)(m) of the *Northwest Territories Waters Act* are deemed to authorize the unlicensed instream use of waters in Nunavut, except in a national park.

Powers of Board

(3) During the period of one year following the day on which this Act is assented to, the Nunavut Water Board may, by order, provide that any provision of the regulations made under paragraph 33(1)(m) or (n) of the *Northwest Territories Waters Act* ceases to apply in relation to Nunavut.

Applications not requiring public hearings

174. (1) The regulations made under paragraph 33(1)(c) of the *Northwest Territories Waters Act* are deemed, in relation to the use of waters or the deposit of waste in Nunavut, to prescribe, as classes of applications that are exempted from the requirement of a public hearing, the classes of applications in relation to the following:

(a) in the case of a Type A licence,

- (i) any amendment that does not affect the use, flow or quality of waters or alter the term of the licence;
- (ii) any amendment that affects the use, flow or quality of waters or alters the term of the licence, where the Nunavut Water Board, with the consent of the

Demande pendante

(2) L'Office des eaux du Nunavut est saisi d'office des demandes de permis visant une activité à laquelle s'applique la partie 1 et présentées à l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest avant le 9 juillet 1996.

Règlements existants

173. (1) Tant qu'ils n'ont pas été remplacés ou abrogés en vertu de la présente loi, les règlements et décrets pris au titre des articles 33 et 34 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* et en vigueur le 9 juillet 1996 continuent de s'appliquer à compter de cette date au Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux — et lient l'Office des eaux du Nunavut à compter de la même date, celui-ci étant dès lors investi des pouvoirs conférés par eux à l'Office des eaux des Territoires du Nord-Ouest.

Utilisations ordinaires

(2) Les règlements pris sous le régime de l'alinéa 33(1)m) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* sont réputés autoriser l'utilisation ordinaire des eaux sans permis au Nunavut — à l'exclusion des parcs nationaux.

Pouvoirs de l'Office

(3) Dans l'année qui suit la sanction de la présente loi, l'Office des eaux du Nunavut peut, par arrêté, rendre inapplicable au Nunavut tout règlement d'application des alinéas 33(1)m) ou n) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*.

Demandes n'exigeant pas d'enquête publique

174. (1) Les règlements pris sous le régime de l'alinéa 33(1)c) de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* en ce qui concerne l'utilisation des eaux du Nunavut ou le rejet de déchets au Nunavut sont réputés désigner comme catégories de demandes qui sont exemptées de la tenue d'une enquête publique les catégories de demandes visant :

a) dans le cas d'un permis de type A :

- (i) toute modification n'ayant pas pour effet de modifier la durée du permis ou l'utilisation, le débit ou la qualité des eaux;
- (ii) toute modification ayant pour effet de modifier la durée du permis ou

Minister, is of the opinion that an emergency exists that requires the amendment, or

(iii) one or several renewals of a total duration not exceeding sixty days; and

(b) in the case of a Type B licence, its issuance, amendment, renewal or cancellation.

l'utilisation, le débit ou la qualité des eaux, lorsque l'Office des eaux du Nunavut, avec l'assentiment du ministre, estime que la modification s'impose d'urgence,

(iii) un ou plusieurs renouvellements d'une durée totale maximale de soixante jours;

b) dans le cas d'un permis de type B, sa délivrance, sa modification, son renouvellement ou son annulation.

Consultation

Continuation
of Nunavut
Surface
Rights
Tribunal

(2) Within one year after the day on which this Act is assented to, the Minister shall, unless regulations have been made under paragraph 82(1)(f) before that time to replace the regulations referred to in subsection (1), consult the Board on the application of subsection (1).

175. The Tribunal established by section 99 and the Nunavut Surface Rights Tribunal established under the Agreement before this Act is assented to are hereby declared for all purposes to be one and the same body.

Consultation

Continuité du
Tribunal des
droits de
surface du
Nunavut

(2) Dans l'année qui suit la sanction de la présente loi, le ministre consulte l'Office sur l'application du paragraphe (1) à moins que, entre-temps, un règlement d'application de l'alinéa 82(1)f) n'ait été pris en remplacement des règlements visés par ce paragraphe.

175. Le Tribunal constitué par l'article 99 et le Tribunal des droits de surface du Nunavut constitué sous le régime de l'Accord avant la sanction de la présente loi forment, à toutes fins utiles, un seul et même organisme.

R.S., c. A-1

Consequential Amendments

Access to Information Act

176. Schedule I to the *Access to Information Act* is amended by adding, in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”, the following:

Nunavut Surface Rights Tribunal

Tribunal des droits de surface du Nunavut

Nunavut Water Board

Office des eaux du Nunavut

Modifications corrélatives

Loi sur l'accès à l'information

L.R., ch. A-1

176. L'annexe I de la *Loi sur l'accès à l'information* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre « *Autres institutions fédérales* », de ce qui suit :

Office des eaux du Nunavut

Nunavut Water Board

Tribunal des droits de surface du Nunavut

Nunavut Surface Rights Tribunal

R.S., c. A-12

Arctic Waters Pollution Prevention Act

L.R., ch. A-12

1992, c. 40,
s. 49

177. The definition “analyst” in section 2 of the *Arctic Waters Pollution Prevention Act* is replaced by the following:

“analyst” means a person designated as an analyst under the *Canada Water Act*, the *Yukon Waters Act*, the *Northwest Territories Waters Act* or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*;

Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques

L.R., ch. A-12

1992, ch. 40,
art. 49“analyst”
“analyste”

177. La définition de « analyste », à l'article 2 de la *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques*, est remplacée par ce qui suit :

« analyste » Personne désignée à ce titre en application de la *Loi sur les ressources en eau du Canada*, de la *Loi sur les eaux du Yukon*, de la *Loi sur les eaux des Territoires du*

“analyste”
“analyst”

1998, c. 25

Mackenzie Valley Resource Management Act

178. Section 60 of the Mackenzie Valley Resource Management Act is amended by adding the following after subsection (3):

Inuit-owned lands

(3.1) Sections 15.1 to 15.5 of the *Northwest Territories Water Act* apply to the board in relation to Inuit-owned lands referred to in those sections, even though those lands are outside the Mackenzie Valley.

1988, c. 12

Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act

1992, c. 39, s. 49(1)

179. Section 12 of the Northern Canada Power Commission (Share Issuance and Sale Authorization) Act is replaced by the following:

Exemption from fees

12. The Minister may, with the approval of the Governor in Council, make an order exempting the Corporation from the requirement to pay fees for the right to use waters or deposit waste under a licence under the *Northwest Territories Waters Act* or Part 1 of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*.

1992, c. 39

Northwest Territories Waters Act

« usager ordinaire »
“instream user”**180. (1) The definition “usager particulier” in section 2 of the French version of the Northwest Territories Waters Act is repealed.****(2) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:**

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

Nord-Ouest ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*.

Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie

1998, ch. 25

178. L’article 60 de la Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie est modifié par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(3.1) Les articles 15.1 à 15.5 de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* s’appliquent à l’office en ce qui concerne les terres inuit visées à ces articles, même si ces terres sont situées à l’extérieur de la vallée du Mackenzie.

Terres inuit

Loi autorisant l’émission et la vente des actions de la Commission d’énergie du Nord canadien

1988, ch. 12

179. L’article 12 de la Loi autorisant l’émission et la vente des actions de la Commission d’énergie du Nord canadien est remplacé par ce qui suit :

1992, ch. 39, par. 49(1)

12. Le ministre peut par arrêté, avec l’agrément du gouverneur en conseil, dispenser la Société du paiement des droits prévus, pour l’utilisation des eaux ou le rejet de déchets, par le permis délivré à cet effet en application de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest* ou de la partie 1 de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*.

Dispense de droits

Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest

1992, ch. 39

180. (1) La définition de « usager particulier », à l’article 2 de la version française de la *Loi sur les eaux des Territoires du Nord-Ouest*, est abrogée.**(2) L’article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l’ordre alphabétique, de ce qui suit :**

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

« usager ordinaire »
“instream user”

Other water authorities

181. The Act is amended by adding the following after section 7:

7.1 Where the use of waters or the deposit of waste that is the subject of an application to the Board would have a significant impact on a use of waters or a deposit of waste in an area for which another body is exercising powers of water management, the Board may collaborate with that body.

182. Paragraph 8(2)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) par un usager ordinaire;

183. Section 12 of the Act is replaced by the following:

12. The objects of the Board are to provide for the conservation, development and utilization of waters in a manner that will provide the optimum benefit for all Canadians in general and, in particular, for the residents of any part of the Northwest Territories for which the Board is authorized to issue licences.

184. (1) Clause 14(4)(a)(i)(A) of the Act is replaced by the following:

(A) by any existing licensee who holds a licence issued under this Act or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*, or

(2) Subparagraph 14(4)(b)(i) of the Act is replaced by the following:

(i) any licensee who holds a licence issued under this Act or the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act* and to whom paragraph (a) does not apply,

(3) Subparagraph 14(4)(b)(iii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(iii) des usagers ordinaires,

(4) Paragraph 14(4)(b) of the Act is amended by adding the following after subparagraph (v):

(v.1) persons referred to in paragraph 61(d) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*,

Autres autorités de gestion des eaux

181. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 7, de ce qui suit :

7.1 L'Office peut, lorsque l'activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — visée par une demande dont il est saisi aurait des répercussions importantes sur l'utilisation des eaux ou le rejet de déchets dans une région à l'égard de laquelle une autre autorité est compétente en matière de gestion des eaux, collaborer avec cette autorité.

182. L'alinéa 8(2)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) par un usager ordinaire;

183. L'article 12 de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les Canadiens en général et, en particulier, pour les habitants de toute partie des Territoires du Nord-Ouest à l'égard de laquelle il a le pouvoir de délivrer des permis.

Mission

184. (1) La division 14(4)a)(i)(A) de la même loi est remplacée par ce qui suit :

(A) soit le titulaire d'un permis délivré sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*,

(2) Le sous-alinéa 14(4)b)(i) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(i) des titulaires d'un permis délivré sous le régime de la présente loi ou de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* auxquels l'alinéa a) ne s'applique pas,

(3) Le sous-alinéa 14(4)b)(iii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) des usagers ordinaires,

(4) L'alinéa 14(4)b) de la même loi est modifié par adjonction, après le sous-alinéa (v), de ce qui suit :

(v.1) des personnes visées à l'alinéa 61d) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*,

1998, c. 25,
s. 166

(5) Paragraph 14(4)(b.1) of the Act is repealed.

185. Paragraph 15(2)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) les usagers ordinaires;

186. The Act is amended by adding the following after section 15:

Inuit-owned land

15.1 (1) The Board shall not issue a licence in respect of a use of waters or a deposit of waste that may substantially alter the quality, quantity or flow of waters flowing through Inuit-owned land, unless

(a) the applicant has entered into an agreement with the designated Inuit organization to pay compensation for any loss or damage that may be caused by the alteration; or

(b) where there is no agreement referred to in paragraph (a),

(i) on the request of the applicant or the designated Inuit organization, the Board has made a joint determination of the appropriate compensation with the Nunavut Water Board, or

(ii) where the Board and the Nunavut Water Board are unable to jointly determine compensation under subparagraph (i), a judge of the Nunavut Court of Justice has determined the compensation.

Payment of compensation

(2) The payment of compensation referred to in paragraph (1)(b) shall be a condition of the licence.

Costs

(3) Unless otherwise determined by the Nunavut Water Board, costs incurred by the designated Inuit organization as a result of a request referred to in subparagraph (1)(b)(i) shall be paid by the applicant.

Negotiation to be in good faith

15.2 A request referred to in subparagraph 15.1(1)(b)(i) shall not be considered by the Board unless the requester has negotiated in good faith and has been unable to reach an agreement.

(5) L’alinéa 14(4)b.1 de la même loi est abrogé.

1998, ch. 25,
art. 166

185. L’alinéa 15(2)c de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) les usagers ordinaires;

186. La même loi est modifiée par adjonction, après l’article 15, de ce qui suit :

15.1 (1) L’Office ne délivre de permis à l’égard d’une activité — utilisation des eaux ou rejet de déchets — susceptible de modifier sensiblement la qualité, la quantité ou le débit des eaux traversant une terre inuit que dans les cas suivants :

a) le demandeur a conclu avec l’organisation inuit désignée un accord d’indemnisation relativement aux pertes ou dommages susceptibles d’être causés par le changement;

b) à défaut d’accord :

(i) soit l’Office a, à la requête de l’une ou l’autre des parties et conjointement avec l’Office des eaux du Nunavut, fixé une indemnité convenable,

(ii) soit, faute d’entente avec l’Office des eaux du Nunavut sur l’indemnité mentionnée au sous-alinéa (i), celle-ci a été fixée par un juge de la Cour de justice du Nunavut.

Terres inuit

(2) Le paiement de l’indemnité visée à l’alinéa (1)b) fait partie des conditions du permis.

Paiement de l’indemnité

(3) Sauf décision contraire de l’Office des eaux du Nunavut, les frais faits par l’organisation inuit désignée dans le cadre du processus prévu au sous-alinéa (1)b)(i) sont à la charge du demandeur.

Frais

15.2 L’Office n’examine la requête visée au sous-alinéa 15.1(1)b)(i) que si le requérant a tenté, de bonne foi mais sans succès, de négocier un accord d’indemnisation.

Négociation de bonne foi

Factors in determining compensation

15.3 For the purpose of determining compensation under paragraph 15.1(1)(b), the following factors shall be taken into account:

- (a) the adverse effects of the alteration of the quality, quantity or flow of waters on Inuit-owned land;
- (b) the nuisance, inconvenience or disturbance, including noise, caused by the alteration;
- (c) the cumulative adverse effects of the alteration and of any existing uses of waters and deposits of waste;
- (d) the cultural attachment of Inuit to the affected Inuit-owned land, including waters;
- (e) the peculiar and special value of the affected Inuit-owned land, including waters; and
- (f) any interference with Inuit rights derived from the Agreement or otherwise.

Periodic review and payment

15.4 Unless otherwise agreed by the designated Inuit organization and the applicant, where a determination of compensation has been made under paragraph 15.1(1)(b), that determination shall provide, having due regard to the nature and duration of the use of waters or deposit of waste, for the periodic review and periodic payment of that compensation.

Interpretation

15.5 (1) In this section and sections 15.1 to 15.4,

- (a) “Agreement”, “Inuit”, “Inuit-owned land”, “Makivik” and “Tunngavik” have the meanings assigned by subsection 2(1) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*; and
- (b) “designated Inuit organization” means
 - (i) except in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement,
 - (A) Tunngavik, or
 - (B) any organization designated in the public record maintained by Tunngavik under the Agreement as being responsible for the functions described

15.3 L’indemnité dont il est question à l’alinéa 15.1(1)b) est déterminée en fonction des facteurs suivants :

- a) les effets nuisibles du changement de qualité, de quantité ou de débit des eaux sur les terres inuit;
- b) les nuisances, les inconvenients et les troubles de jouissance — y compris le bruit — causés par le changement;
- c) les effets nuisibles cumulatifs du changement et des activités — utilisation des eaux et rejet de déchets — existantes;
- d) l’attachement culturel des Inuit aux terres inuit visées et aux eaux s’y trouvant;
- e) la valeur particulière ou exceptionnelle des terres inuit visées et des eaux s’y trouvant;
- f) toute atteinte causée aux droits des Inuit découlant de l’Accord ou de quelque autre source.

15.4 Sauf entente à l’effet contraire entre l’organisation inuit désignée et le demandeur, l’indemnité fixée en vertu de l’alinéa 15.1(1)b) est versée sous forme de paiements périodiques et fait l’objet de révisions périodiques, compte tenu de la nature et de la durée de l’activité.

Facteurs de détermination

Révision périodique

15.5 (1) Au présent article et aux articles 15.1 à 15.4 :

- a) « Accord », « Inuit », « Makivik », « terre inuit » et « Tunngavik » s’entendent au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*;
- b) « organisation inuit désignée » s’entend, selon le cas :
 - (i) sous réserve du sous-alinéa (ii), soit de Tunngavik, soit de l’organisation désignée, dans le registre public que tient Tunngavik conformément à l’Accord, pour l’exercice des fonctions prévues aux articles 20.3.1 et 20.4.1 de celui-ci,
 - (ii) en ce qui concerne les terres détenues en propriété conjointe aux termes de

Terminologie

	<p>under sections 20.3.1 and 20.4.1 of the Agreement, or</p> <p>(ii) in the case of the jointly owned lands referred to in section 40.2.8 of the Agreement, Makivik, acting jointly with the organization determined under subparagraph (i).</p>		<p>l'article 40.2.8 de l'Accord, de Makivik agissant conjointement avec l'organisation compétente aux termes du sous-alinéa (i).</p>
Interpretation	<p>(2) For greater certainty, sections 15.1 to 15.4 apply where a body of water delineates a boundary between Inuit-owned land and other land and that body of water is not located entirely on Inuit-owned land.</p>	Précision	
Gwich'in and Sahtu lands	<p>15.6 Where the Board has been notified under subsection 78(1) of the <i>Mackenzie Valley Resource Management Act</i>, it may not issue a licence for a use of waters or deposit of waste referred to in that subsection unless the requirements of subsection 78(3) of that Act are satisfied.</p>	Terres des Gwich'in et du Sahtu	<p>15.6 Dans les cas de notification effectuée en vertu du paragraphe 78(1) de la <i>Loi sur la gestion des ressources de la vallée du Mackenzie</i>, l'Office ne délivre de permis à l'égard d'une activité visée à ce paragraphe que si les conditions prévues au paragraphe 78(3) de cette loi sont remplies.</p>
Amendments to a licence or authorization	<p>187. Paragraph 21(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:</p> <p><i>b)</i> la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;</p>	Priorité	<p>187. L'alinéa 21(1)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p><i>b)</i> la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;</p>
Renewal or assignment of a licence or authorization	<p>188. Section 29 of the Act is replaced by the following:</p> <p>29. (1) Where two persons have licences or other authorizations to use waters issued by any authority responsible for the management of waters in the Northwest Territories or in Nunavut, the person who first applied is entitled to the use of the waters in accordance with that person's licence or authorization in precedence to the other person.</p> <p>(2) Subsection (1) applies, with such modifications as circumstances require, in respect of any rights a person acquires through an amendment to that person's licence or authorization.</p> <p>(3) Subject to subsection (2), a licence or authorization that has been renewed or assigned shall, for the purposes of this section, be deemed to be a continuation of the original licence or authorization.</p>	Modifications d'un permis ou d'une autorisation	<p>188. L'article 29 de la même loi est remplacé par ce qui suit :</p> <p>29. (1) Lorsque deux personnes sont titulaires d'un permis ou d'une autre autorisation d'utilisation des eaux délivrée par une autorité ayant compétence pour la gestion des eaux dans les Territoires du Nord-Ouest ou au Nunavut, celle qui a présenté sa demande en premier lieu a priorité sur l'autre quant à l'utilisation des eaux en conformité avec son permis ou son autorisation.</p> <p>(2) Le paragraphe (1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'égard des droits acquis par un titulaire grâce à la modification de son permis ou de son autorisation.</p> <p>(3) Pour l'application du présent article et sous réserve du paragraphe (2), le permis ou l'autorisation renouvelé ou ayant fait l'objet d'une cession est assimilé au permis ou à l'autorisation original.</p>

1996, c. 10,
s. 248(2)

Avis au
ministre
compétent

1996, c. 10,
s. 248(2)

Mitigation of
damages —
enforcement
of undertaking

189. (1) Subsection 31(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(2) Subsection 31(3.4) of the Act is replaced by the following:

(3.4) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a person interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the lands, and

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or interested person accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

R.S., c. O-7;
1992, c. 35,
s. 2

1998, c.
s. 12

Restriction

Canada Oil and Gas Operations Act

190. Subsection 5.01(2) of the Canada Oil and Gas Operations Act is replaced by the following:

(2) Where a person occupies land in an area to which this Act applies under a lawful right or title, other than an authorization under paragraph 5(1)(b) or an interest as defined in section 2 of the *Canada Petroleum Resources Act*, no person may enter on or use the surface of that land for a purpose mentioned in subsection (1) without the consent of the occupier or, where consent has been refused, except in accordance with the terms and conditions of

(a) in the case of land within Nunavut, a decision of the Nunavut Surface Rights Tribunal made in accordance with the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*; and

189. (1) Le paragraphe 31(2) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

(2) Les alinéas 31(3.4)a et b de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

a) abandonner ou accorder au propriétaire du bien-fonds ou à l'intéressé une partie de ses biens-fonds ou du bien-fonds dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou une priorité relative à ce bien-fonds;

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de cet intéressé.

1996, ch. 10,
par. 248(2)

Avis au
ministre
compétent

1996, ch. 10,
par. 248(2)

L.R., ch. O-7;
1992, ch. 35,
art. 2

1998, ch. 5,
art. 12

Restriction

Loi sur les opérations pétrolières au Canada

190. Le paragraphe 5.01(2) de la Loi sur les opérations pétrolières au Canada est remplacé par ce qui suit :

(2) Cependant, nul ne peut pénétrer sur un bien-fonds — occupé par un propriétaire ou un possesseur légitime autrement qu'en vertu d'une autorisation délivrée en application de l'alinéa 5(1)b ou d'un titre au sens de l'article 2 de la *Loi fédérale sur les hydrocarbures* — ou y exercer ces activités sans le consentement de celui-ci ou, si le consentement est refusé, que conformément aux conditions fixées :

a) dans le cas d'une terre située au Nunavut, par décision rendue en conformité avec la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut* par le Tribunal des droits de surface du Nunavut;

(b) in any other case, a decision of an arbitrator made in accordance with the regulations.

Exception

(3) Subsections (1) and (2) do not apply in respect of Inuit-owned land as defined in subsection 2(1) of the *Nunavut Waters and Nunavut Surface Rights Tribunal Act*.

R.S., c. P-21

Privacy Act

191. The schedule to the *Privacy Act* is amended by adding the following in alphabetical order under the heading “*Other Government Institutions*”:

Nunavut Surface Rights Tribunal

Tribunal des droits de surface du Nunavut

Nunavut Water Board

Office des eaux du Nunavut

b) dans tout autre cas, à la suite d'un arbitrage.

(3) Les paragraphes (1) et (2) ne s'appliquent pas aux terres inuit au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les eaux du Nunavut et le Tribunal des droits de surface du Nunavut*.

Exception

Loi sur la protection des renseignements personnels

L.R., ch. P-21

191. L'annexe de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* est modifiée par adjonction, selon l'ordre alphabétique, sous l'intertitre «*Autres institutions fédérales*», de ce qui suit :

Office des eaux du Nunavut

Nunavut Water Board

Tribunal des droits de surface du Nunavut

Nunavut Surface Rights Tribunal

1994, c. 43

Yukon Surface Rights Board Act

1994, ch. 43

192. Subsection 76(1) of the French version of the *Yukon Surface Rights Board Act* is replaced by the following:

Demande de contrôle judiciaire

76. (1) Il est entendu que la Section de première instance de la Cour fédérale conserve, à l'égard de l'Office, la compétence que lui confère l'alinéa 18(1)b) de la *Loi sur la Cour fédérale*. Cependant, le procureur général du Canada, le ministre territorial ou quiconque est directement touché par l'objet de la demande peut présenter une demande de contrôle judiciaire à la Cour suprême du Yukon, afin de réclamer toute réparation qu'il serait en droit d'obtenir contre l'Office par voie d'injonction, de jugement déclaratoire, de bref — *certiorari, mandamus* ou prohibition — ou d'ordonnance de même nature.

1992, c. 40

Yukon Waters Act

Demande de contrôle judiciaire

192. Le paragraphe 76(1) de la version française de la *Loi sur l'Office des droits de surface du Yukon* est remplacé par ce qui suit :

76. (1) Il est entendu que la Section de première instance de la Cour fédérale conserve, à l'égard de l'Office, la compétence que lui confère l'alinéa 18(1)b) de la *Loi sur la Cour fédérale*. Cependant, le procureur général du Canada, le ministre territorial ou quiconque est directement touché par l'objet de la demande peut présenter une demande de contrôle judiciaire à la Cour suprême du Yukon, afin de réclamer toute réparation qu'il serait en droit d'obtenir contre l'Office par voie d'injonction, de jugement déclaratoire, de bref — *certiorari, mandamus* ou prohibition — ou d'ordonnance de même nature.

Loi sur les eaux du Yukon

1992, ch. 40

193. (1) The definition “*usager particulier*” in section 2 of the French version of the *Yukon Waters Act* is repealed.

193. (1) La définition de «*usager particulier*», à l'article 2 de la version française de la *Loi sur les eaux du Yukon*, est abrogée.

(2) Section 2 of the French version of the Act is amended by adding the following in alphabetical order:

« usager ordinaire »
“instream user”

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

194. Paragraph 8(2)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) par un usager ordinaire;

195. Section 12 of the French version of the Act is replaced by the following:

Mission

12. L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les Canadiens en général et les résidents du territoire du Yukon en particulier.

196. Subparagraph 14(4)(b)(iii) of the French version of the Act is replaced by the following:

(iii) des usagers ordinaires,

197. Paragraph 15(2)(c) of the French version of the Act is replaced by the following:

c) les usagers ordinaires;

198. Paragraph 21(1)(b) of the French version of the Act is replaced by the following:

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;

199. (1) Subsection 31(2) of the French version of the Act is replaced by the following:

(2) Dans le cas où le ministre accorde l'autorisation, le demandeur ou le titulaire de permis en avise le ministre compétent aux fins de la partie I de la *Loi sur l'expropriation*.

1996, c. 10,
s. 274(2)

Avis au
ministre
compétent

1996, c. 10,
s. 274(2)

(2) Subsection 31(3.4) of the Act is replaced by the following:

(2) L'article 2 de la version française de la même loi est modifié par adjonction, selon l'ordre alphabétique, de ce qui suit :

« usager ordinaire » La personne qui utilise les eaux pour subvenir à ses besoins ou se constituer un revenu, sans toutefois les détourner, les obstruer ni modifier leur cours, leurs rives ou leur lit.

« usager ordinaire »
“instream user”

194. L'alinéa 8(2)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) par un usager ordinaire;

195. L'article 12 de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

12. L'Office a pour mission d'assurer la conservation, la mise en valeur et l'exploitation des eaux de la façon la plus avantageuse possible pour les Canadiens en général et les résidents du territoire du Yukon en particulier.

Mission

196. Le sous-alinéa 14(4)b)(iii) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

(iii) des usagers ordinaires,

197. L'alinéa 15(2)c) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

c) les usagers ordinaires;

198. L'alinéa 21(1)b) de la version française de la même loi est remplacé par ce qui suit :

b) la modification d'un permis de type A qui n'aurait pas de répercussions sur l'utilisation, le cours ou la qualité de l'eau ou sur la durée du permis;

1996, ch. 10,
par. 274(2)

Avis au
ministre
compétent

1996, ch. 10,
par. 274(2)

(2) Les alinéas 31(3.4)a) et b) de la même loi sont remplacés par ce qui suit :

Mitigation of damages — enforcement of undertaking

(3.4) Where the applicant or licensee, in mitigation of any injury or damage caused or likely to be caused to lands by an expropriation, undertakes

(a) to abandon or grant, to the owner of the lands or a person interested in the lands, any portion of its lands or of the land being taken or any easement, servitude or privilege over or in respect of the lands, and

(b) to construct and maintain any work for the benefit of the owner or interested person,

and the owner or interested person accepts the undertaking, the undertaking is deemed to be an undertaking referred to in paragraph 28(1)(b) of the *Expropriation Act*, and it may be enforced by the Board as if it were a condition of the licensee's licence.

Coordinating Amendments

Bill C-14

200. If Bill C-14, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the *Canada Shipping Act, 2001*, receives royal assent and section 1 of that Act comes into force, then the definition "use" in section 4 of this Act is replaced by the following:

"use"
« utilisation »

"use", in relation to waters, means a direct or indirect use of any kind, including, but not limited to,

- (a) any use of water power and geothermal resources;
- (b) any diversion or obstruction of waters;
- (c) any alteration of the flow of waters; and
- (d) any alteration of the bed or banks of a river, stream, lake or other body of water, whether or not the body of water is seasonal.

However, it does not include navigation or any other use connected with shipping activities that are governed by the *Canada Shipping Act, 2001*.

a) abandonner ou accorder au propriétaire du bien-fonds ou à l'intéressé une partie de ses biens-fonds ou du bien-fonds dont le demandeur ou le titulaire de permis prend possession, une servitude, active ou passive, ou une priorité relative à ce bien-fonds;

b) construire et entretenir quelque ouvrage pour le bénéfice de ce propriétaire ou de cet intéressé.

Dispositions de coordination

Projet de loi
C-14

200. En cas de sanction du projet de loi C-14, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*, et d'entrée en vigueur de l'article 1 de cette loi, la définition de « utilisation », à l'article 4 de la présente loi, est remplacée par ce qui suit :

« utilisation » « utilisation »
“use” “use”

« utilisation » S'agissant des eaux, utilisation directe ou indirecte de toute nature — notamment l'utilisation de l'énergie hydraulique et des ressources géothermiques —, y compris leur détournement ou leur barrage, ainsi que la modification de leur débit, de leurs rives ou de leur lit, que leur existence soit saisonnière ou non; sont toutefois exclues la navigation, ainsi que toute autre forme d'utilisation des eaux liée à une activité assujettie à la *Loi de 2001 sur la marine marchande du Canada*.

Bill C-30

201. If Bill C-30, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the *Courts Administration Service Act*, receives royal assent and section 1 of that Act comes into force, then section 166 of this Act is replaced by the following:

Findings of fact

166. Subject to sections 167 to 169 and the *Federal Courts Act*, a determination of the Tribunal on the following questions is final and binding:

- (a) on any question of fact within its jurisdiction; and
- (b) in an application under section 155, on any question in relation to loss or damage described in subsection 153(1).

Bill C-30

202. (1) If Bill C-30, introduced in the 1st session of the 37th Parliament and entitled the *Courts Administration Service Act* (referred to in this section as the “other Act”), receives royal assent, then subsection 76(1) of the French version of the *Yukon Surface Rights Board Act* is replaced by the following:

Demande de contrôle judiciaire

76. (1) Il est entendu que la Cour fédérale conserve, à l’égard de l’Office, la compétence que lui confère l’alinéa 18(1)b) de la *Loi sur les Cours fédérales*. Cependant, le procureur général du Canada, le ministre territorial ou quiconque est directement touché par l’objet de la demande peut présenter une demande de contrôle judiciaire à la Cour suprême du Yukon, afin de réclamer toute réparation qu’il serait en droit d’obtenir contre l’Office par voie d’injonction, de jugement déclaratoire, de bref — *certiorari, mandamus* ou prohibition — ou d’ordonnance de même nature.

Coming into force

(2) Subsection (1) comes into force on the later of the coming into force of section 192 of this Act and section 181 of the other Act.

201. En cas de sanction du projet de loi C-30, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires*, et d’entrée en vigueur de l’article 1 de cette loi, l’article 166 de la présente loi est remplacé par ce qui suit :

Projet de loi C-30

166. Sous réserve des articles 167 à 169 et de la *Loi sur les Cours fédérales*, la décision du Tribunal sur une question de fait relevant de sa compétence a force de chose jugée. Il en va de même, dans le cadre de la demande formée en vertu de l’article 155, de toute question relative aux pertes ou dommages mentionnés au paragraphe 153(1).

Chose jugée

202. (1) En cas de sanction du projet de loi C-30, déposé au cours de la 1^{re} session de la 37^e législature et intitulé *Loi sur le Service administratif des tribunaux judiciaires* (appelé « autre loi » au présent article), le paragraphe 76(1) de la version française de la *Loi sur l’Office des droits de surface du Yukon* est remplacé par ce qui suit :

Projet de loi C-30

76. (1) Il est entendu que la Cour fédérale conserve, à l’égard de l’Office, la compétence que lui confère l’alinéa 18(1)b) de la *Loi sur les Cours fédérales*. Cependant, le procureur général du Canada, le ministre territorial ou quiconque est directement touché par l’objet de la demande peut présenter une demande de contrôle judiciaire à la Cour suprême du Yukon, afin de réclamer toute réparation qu’il serait en droit d’obtenir contre l’Office par voie d’injonction, de jugement déclaratoire, de bref — *certiorari, mandamus* ou prohibition — ou d’ordonnance de même nature.

Demande de contrôle judiciaire

(2) Le paragraphe (1) prend effet à l’entrée en vigueur de l’article 192 de la présente loi ou à celle de l’article 181 de l’autre loi, la dernière en date étant à retenir.

Entrée en vigueur

Coming into force

Coming into Force

203. Subsections 171(2) to (4), section 172 and subsections 173(1) and (2) and 174(1) are deemed to have come into force on July 9, 1996.

Entrée en vigueur

203. Les paragraphes 171(2) à (4), l'article 172 et les paragraphes 173(1) et (2) et 174(1) sont réputés être entrés en vigueur le 9 juillet 1996.

Entrée en vigueur

SCHEDULE 1
(Subsection 2(1))

For the purposes of the definition “designated Inuit organization”, the following are the provisions of the Act and the corresponding provisions of the Agreement:

- (a) section 8, sections 20.2.2, 20.2.4 and 20.3.1;
- (b) section 13, sections 20.2.4 and 20.3.1;
- (c) subsection 14(3), section 13.3.1;
- (d) subsections 17(1) and (2), sections 13.3.1 and 40.2.14;
- (e) section 19, section 13.3.1;
- (f) subsection 29(2), sections 13.3.1 and 13.3.6;
- (g) paragraph 48(3)(d), section 20.2.4;
- (h) paragraph 56(4)(c), section 20.3.1;
- (i) section 63, section 20.3.1;
- (j) section 64, section 20.4.1;
- (k) subsection 67(2), sections 20.3.1 and 20.4.1;
- (l) paragraph 76(2)(a), section 20.2.4;
- (m) subsection 77(4), section 21.9.8;
- (n) paragraph 79(2)(b), section 20.3.1;
- (o) subsection 97(1), section 21.2.1;
- (p) subsection 106(1), section 21.8.8;
- (q) section 133, section 21.7.11;
- (r) paragraph 135(1)(b), section 21.2.1;
- (s) paragraph 136(1)(b), section 21.7.15;
- (t) subsection 136(4), section 21.7.14;
- (u) subsection 137(1), section 21.6.1;
- (v) section 138, section 21.8.4;
- (w) subparagraph 139(a)(viii), subsection 21.8.3(i);
- (x) paragraph 140(1)(b), subsection 21.8.3(b);
- (y) paragraph 140(1)(f), subsection 21.8.3(f);
- (z) paragraph 140(1)(i), subsection 21.8.3(i);
- (z.1) paragraph 140(1)(j), subsection 21.8.3(j);
- (z.2) section 141, section 21.8.5;
- (z.3) subsection 142(1), section 19.3.1;
- (z.4) section 150, sections 19.2.3 and 19.2.4;
- (z.5) subsection 151(1), section 19.9.5;
- (z.6) subsection 153(3), section 6.4.1; and
- (z.7) paragraph 155(a), section 6.4.1.

ANNEXE 1
(paragraphe 2(1))

Liste des dispositions de la présente loi et des dispositions correspondantes de l’Accord pour l’application de la définition de « organisation inuit désignée » :

- a) article 8, articles 20.2.2, 20.2.4 et 20.3.1;
- b) article 13, articles 20.2.4 et 20.3.1;
- c) paragraphe 14(3), article 13.3.1;
- d) paragraphes 17(1) et (2), articles 13.3.1 et 40.2.14;
- e) article 19, article 13.3.1;
- f) paragraphe 29(2), articles 13.3.1 et 13.3.6;
- g) alinéa 48(3)d), article 20.2.4;
- h) alinéa 56(4)c), article 20.3.1;
- i) article 63, article 20.3.1;
- j) article 64, article 20.4.1;
- k) paragraphe 67(2), articles 20.3.1 et 20.4.1;
- l) alinéa 76(2)a), article 20.2.4;
- m) paragraphe 77(4), article 21.9.8;
- n) alinéa 79(2)b), article 20.3.1;
- o) paragraphe 97(1), article 21.2.1;
- p) paragraphe 106(1), article 21.8.8;
- q) article 133, article 21.7.11;
- r) paragraphe 135(1), article 21.2.1;
- s) paragraphe 136(1), article 21.7.15;
- t) paragraphe 136(4), article 21.7.14;
- u) paragraphe 137(1), article 21.6.1;
- v) article 138, article 21.8.4;
- w) sous-alinéa 139a)(viii), alinéa 21.8.3i);
- x) alinéa 140(1)b), alinéa 21.8.3b);
- y) alinéa 140(1)f), alinéa 21.8.3f);
- z) alinéa 140(1)i), alinéa 21.8.3i);
- z.1) alinéa 140(1)j), alinéa 21.8.3j);
- z.2) article 141, article 21.8.5;
- z.3) paragraphe 142(1), article 19.3.1;
- z.4) article 150, articles 19.2.3 et 19.2.4;
- z.5) paragraphe 151(1), article 19.9.5;
- z.6) paragraphe 153(3), article 6.4.1;
- z.7) alinéa 155a), article 6.4.1.

SCHEDULE 2
(Section 18)

I, do solemnly affirm (or swear) that I will faithfully, truly, impartially and honestly and to the best of my judgment, skill and ability, execute and perform the duties required of me as a member of the Nunavut Water Board. (So help me God.)

ANNEXE 2
(article 18)

Moi, je déclare solennellement (*ou jure*) que j'exercerai avec fidélité, sans parti-pris, honnêtement et au mieux de mon jugement et de mon habileté les fonctions qui m'incombent en qualité de membre de l'Office des eaux du Nunavut. (Ainsi Dieu me soit en aide.)



If undelivered, return COVER ONLY to:

Canadian Government Publishing
45 Sacré-Coeur Boulevard,
Hull, Québec, Canada K1A 0S9

*En cas de non-livraison,
retourner cette COUVERTURE SEULEMENT à :*
Les Éditions du gouvernement du Canada
45, boulevard Sacré-Coeur,
Hull (Québec) Canada K1A 0S9

Available from:
Public Works and Government Services Canada — Publishing,
Ottawa, Canada K1A 0S9

En vente:
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada — Édition,
Ottawa (Canada) K1A 0S9